HAL
open science

Les élections présidentielles à La Réunion 1965-1995

Yvan Combeau

▶ To cite this version:

Yvan Combeau. Les élections présidentielles à La Réunion 1965-1995. Travaux & documents, 17, 2002. hal-02180664

HAL Id: hal-02180664
https://hal.univ-reunion.fr/hal-02180664

Submitted on 11 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

SOUS LA DIRECTION DE
Yvan COMBEAU

LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES À LA RÉUNION

1965-1995

AVEC LES CONTRIBUTIONS DE

Mickaël CATAPOULE
David GAGNEUR
Nelson NAVIN
Fréderic PAYET
Jonathan VILLEDIEU

TRAVAUX & DOCUMENTS
N° 17 – mars 2002

Sommaire

Introduction

Chapitre 1
1965-1969 : De Gaulle, Pompidou et... Debré
1965 : Une victoire des gaullistes
1969 : Pompidou avec Debré

Chapitre 2
1974-1981 : Le temps des ruptures
1974 : La gauche unie et victorieuse
La droite entre Debré et Lagourgue
1981 : Un tournant dans l'histoire de La Réunion ?

Chapitre 3
1988-1995 : La gauche majoritaire
1988 : L'élection de l'égalité sociale
1995 : Une présidentielle pour l'Égalité et le Développement

Conclusion

INTRODUCTION

1958. Le dimanche 1er juin, Charles de Gaulle, dernier président du conseil de la IVe République désigné par le président René Coty, obtient la confiance de l'Assemblée par 329 voix contre 224. Concomitamment à la résolution de la crise algérienne, le général de Gaulle ouvre le chantier de la réforme constitutionnelle. Un comité consultatif travaille à la rédaction d'un nouvelle constitution. Moins de trois mois après sa formation, le gouvernement approuve le projet qui doit être soumis par référendum aux Français. La campagne référendaire s'engage dès le début septembre. À La Réunion, des comités locaux pour le soutien de l'action du général de Gaulle se mettent en place et consolident les relais gaullistes hérités du R.P.F. À la grande manifestation parisienne, riche de symboles (le 4 septembre sur la Place de la République), répond à St Denis, le dimanche 7 septembre, le rassemblement organisé par l'antenne réunionnaise de l'Association nationale pour le soutien au général de Gaulle. Il n'est plus question de référendum, mais de plébisciter le retour d'un libérateur.

> « Un halo d'affection entoure sa personne et entre son cœur et celui des Français quelque chose vibre qui n'existait pas chez ses prédécesseurs »[1].

Le 28 septembre, les chiffres confirment la réussite de la campagne électorale de l'U.N.R. et la confiance accordée très largement au général de Gaulle.

Les Français adoptent (79,3% des exprimes, 66,4% des inscrits votent oui) la constitution de la Ve République.

<u>Résultats nationaux du référendum du 28 septembre 1958</u>
Inscrits : 26.603.464
Abstention : 4.006.614 (15,1%)
Blancs et nuls : 303.559 (1,1%)
Suffrages exprimés : 22.293.301 (83,8%)
Oui : 17.668.790 (66,4% des inscrits, 79,3% des exprimés)
Non : 4.624.511 (17,4% des inscrits, 20,7% des exprimés)

---

1 Article de Paul Hoarau, 9.09.1958.

Résultats du référendum à La Réunion (28 septembre 1958)
Inscrits : 123.743
Votants : 88.869 (71,8% de participation)
Oui : 83.621 (94% des exprimés - 67,5% des inscrits)
Non : 5.248 (6% des exprimés - 4,3% des inscrits)

Le texte constitutionnel fait du Président de la République « la clef de voûte » du nouveau régime avec des compétences bien plus importantes que celles accordées à Vincent Auriol ou René Coty.

> « En effet, il nomme les ministres et met fin à leurs fonctions. Il préside le conseil des ministres. Après consultation du premier ministre, il a la possibilité de dissoudre l'Assemblée nationale. D'autre part, il peut soumettre au référendum des projets ayant trait à l'organisation des pouvoirs publics. Enfin, l'article 16 lui octroi la capacité d'exercer une véritable dictature temporaire lorsque l'État ne peut plus fonctionner normalement, que les institutions républicaines sont en danger ou que l'intégrité et l'indépendance nationales sont menacées. Dès lors , le président de la République détient et exerce une large partie du pouvoir d'État »[2].

La première élection présidentielle de la Vᵉ République se déroule au suffrage universel indirect par un collège composé principalement des parlementaires, des conseillers généraux et de représentants des conseils municipaux soit un peu plus de 80.000 électeurs. Le 21 décembre 1958, le général De Gaulle est élu pour sept ans.

Résultante de cette conjoncture politique favorable aux gaullistes, et troisième temps de ce renouveau politique après le référendum et les législatives des 23 et 30 novembre, l'élection du Président de la République, le 21 décembre, scelle le tournant constitutionnel de l'année 1958.

Élection présidentielle du 21 décembre 1958
Inscrits : 81.764 suffrages
Votants : 81.290
Exprimés : 79.470
Charles de Gaulle : 78,5% des exprimés
Georges Marrane (PCF) : 13,1% des exprimés
Albert Châtelet (UFD) : 8,4% des exprimés

---

2 J.F Sirinelli (dir.), *La France de 1914 à nos jours*, PUF, 1993, p. 324.

À La Réunion, l'approbation de la candidature du général de Gaulle est massive. Le collège électoral réunit les parlementaires (4), les conseillers généraux (36), 355 maires, adjoints, conseillers municipaux et 11 délégués. Présidé par le Président du Tribunal (M. Lambert), ces électeurs ont à se prononcer sur trois candidatures (De Gaulle, le communiste Georges Marranne au nom de l'Union des forces démocratiques (U.F.D.) et Albert Châtelet, universitaire).

Election du Président de la République à La Réunion (21 décembre 1958)
Inscrits : 406
Votants : 401
Blanc, nuls : 85
Exprimés : 316
Charles de Gaulle : 281 voix
Georges Marranne : 28 voix
Albert Châtelet : 7 voix

Dans une allocution radiodiffusée et télévisée prononcée le 28 décembre depuis l'Hôtel Matignon, le général de Gaulle expose sa conception de la fonction présidentielle.

> « Avant tout, Françaises, Français, je veux vous dire que j'accepte le mandat que vous m'avez confié. Votre décision fut marquée lors de la crise nationale du mois de mai, affirmée par le référendum, répétée par les élections, précisée par le vote des élus dimanche dernier. La tâche nationale qui m'incombe depuis dix-huit ans se trouve, de ce fait, confirmée. Guide de la France et Chef de l'État républicain, j'exercerai le pouvoir suprême dans toute l'étendue qu'il comporte désormais et suivant l'esprit nouveau qui me l'a fait attribuer »[3].

1962. Près de quatre années après le vote sur le premier projet constitutionnel, Charles De Gaulle fait adopter par référendum une révision fondamentale de la Constitution « qui donne à la Ve République sa physionomie définitive : l'élection du président de la République au suffrage universel »[4].

Cette décision (allocution du général de Gaulle du 20) s'explique en partie par l'attentat du Petit-Clamart (22 août), mais trouve sa justification dans le dessein gaullien qui vise à donner une plus grande légitimité populaire à la fonction présidentielle. Il s'agit désormais d'établir un lien direct entre les Français et le Président de la République. L'annonce de cette réforme déclenche

---

3 Ch. De Gaulle, *Mémoires d'espoir*, Plon, 1970, p. 628.

4 F. Bon, *Les élections en France, Histoire et sociologie*, Seuil, 1978, p. 105.

une vive riposte des forces politiques. Après les accusations de forfaiture portées par Gaston Monnerville, président du Sénat, l'Assemblée nationale vote, le 5 octobre 1962, une motion de censure contre le gouvernement Pompidou. Maître du calendrier électoral, le Président de la République choisit l'accélération et engage diligemment une double réplique : un référendum (le 28 octobre), des élections législatives (les 18 et 25 novembre).

Les communistes réagissent à la situation nationale pour signifier la justesse de leur analyse sur « le mépris du monarque » depuis quatre années[5]. Pour le référendum, ils proposent un double slogan : « Non au plébiscite de De Gaulle ! Non aux colonialistes et aux fraudeurs ! »[6].

Sur la question de l'élection du Président au suffrage universel direct, un cartel des « non » se forme autour de la S.F.I.O., et du M.R.P. (« Non à l'aventure, non à la violation de la constitution, non au pouvoir absolu, non à l'inconnu »)[7]. Le P.C.R., bien qu'appelant à voter « non », est à l'écart de ce dispositif[8].

Seule, l'U.N.R. appuie la démarche gaulliste. Le succès du chef de l'État en est d'autant plus remarquable.

Résultats nationaux du référendum du 28 octobre 1962
Inscrits : 27.582.113
Abstentions : 6.280.297 (22,8%)
Blanc et Nuls : 559.758 (2%)
Suffrages exprimés : 20.742.058 (75,2%)
Oui : 12.809.363 (46,4% des inscrits, 61,8% des exprimés)
Non : 7.932.695 (28,8% des inscrits, 38,2% des exprimés)

À La Réunion, les résultats donnent au mouvement gaulliste d'évidents motifs de satisfaction.

Résultats du référendum à La Réunion (28 octobre 1962)
Inscrits : 144.259
Votants :102.739
Exprimés :102.062 (70,7% de participation)
OUI : 98.094 (96% des exprimés – 67,9% des inscrits)
NON : 3.968 (4% des exprimés – 2,7% des inscrits)

---

5 *Témoignages*, 9.10.1962.

6 *Ibid.*, 15.10.1962.

7 *Le Progrès, Dieu et Patrie* prennent position contre le projet du référendum.

8 Les communistes dénoncent la pression du gouvernement qui préparerait le bourrage des urnes, *Témoignages*, 24.10.1962.

Comme le note Serge Berstein, « la réforme de 1962 qui prévoit son élection au suffrage universel renforce son autorité et donne son véritable sens à la Constitution de la Ve République »[9].

1958-1962, en deux temps, deux référendum, le général de Gaulle a bousculé les conceptions politiques héritées de la IIIe République. Les hommes politiques, qui ont pris la juste mesure de cette mutation du modèle républicain français inscrivent désormais leur stratégie dans la logique d'un dialogue direct avec le corps électoral.

Depuis 1965, l'élection présidentielle est une élection unique. Elle rythme et structure la vie politique nationale. Élection centrale, elle apparaît à l'échelle d'un département ou d'une région comme un scrutin extérieur, parfois « perturbateur », qui oblige les forces politiques locales à se positionner, voire à instrumentaliser l'échéance... À l'heure où nous réalisons ce dossier, la campagne de la présidentielle de 2002 façonne la vie politique française.

En trente années : de 1965, première consultation au suffrage universel, à 1995 six scrutins présidentiels ont été organisés. Nous avons souhaité présenter dans ce numéro de *Travaux et Documents* les grands traits de ces six élections présidentielles. Il s'agit ici de proposer une synthèse, de donner les matériaux d'une connaissance historique sur plusieurs décennies, d'apporter une contribution avec analyses et tableaux au débat sur la place de l'élection présidentielle dans l'histoire politique des temps présents de La Réunion.

Pour étudier ces six scrutins, nous partons des travaux universitaires engagés par les historiens du politique et les étudiants inscrits en D.E.A ou en Doctorat d'Histoire (Mickaël CATAPOULE, David GAGNEUR, Nelson NAVIN, Fréderic PAYET, Jonathan VILLEDIEU) au sein du C.R.E.S.O.I. (Centre de Recherches sur les Sociétés de l'Océan Indien).

Devant les multiples aspects et à la richesse des données (candidatures, discours, sondages, résultats...) liés à cette échéance prépondérante, nous avons fait le choix, dans la limite de la pagination de cette revue, d'analyser chaque élection au travers d'une seule thématique (étude des discours politiques locaux, analyse des résultats, temps de la campagne, présentation des mandataires départementaux, impact sur les élections locales...).

---

9 S. Berstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, Seuil, 1999, p. 165.

Dans le cadre de La Réunion, il nous importe de souligner aussi la place des thèmes départementaux à l'intérieur d'une élection nationale. Il en est ainsi des problématiques dominantes des années soixante aux années quatre-vingt-dix (débats entre « nationaux » et « autonomistes », la réalité du suffrage universel au regard des fraudes, la question de l'égalité, du développement, les rapports de forces internes à la droite ou à la gauche réunionnaise...

Sur cette périodisation (1965-1995), nous proposons de distinguer trois phases.

1. Les deux premières consultations (1965, 1969) se caractérisent par la prééminence du mouvement gaulliste et l'implication de Michel Debré. *(1965-1969 : De Gaulle, Pompidou et Debré)*
2. Les deux consultations (1974, 1981) constituent un temps de rupture tant au sein des rapports internes aux formations politiques que sur le cours de l'histoire politique réunionnaise. *(1974-1981, Le temps des ruptures)*
3. La troisième période avec les échéances de 1988 et 1995 étudie les évolutions des rapports de forces et les victoires des candidats de la gauche François Mitterrand et Lionel Jospin. *(1998-1995, La gauche majoritaire)*

Yvan COMBEAU
Professeur d'Histoire contemporaine

CHAPITRE 1

1965-1969 : De Gaulle, Pompidou et... Debré

Yvan Combeau, Fréderic Payet

La première consultation présidentielle au suffrage universel se déroule les 5 et 19 décembre 1965. Elle intègre nombre des traits caractéristiques de cette élection centrale (pré-campagne pour la désignation des candidats, définition et justification de la date de déclaration de candidature, attente de la décision du Président sortant, multiplication des oppositions contre le Président candidat, interventions télévisées...).

Ce scrutin de 1965 confirme le poids du temps de la campagne électoral : moment essentiel qui s'accompagne d'évolutions, de renversements. C'est une période d'accélération de la vie politique nationale confirmant combien cette élection est fondatrice. L'élection présidentielle de décembre 1965 prend les allures, tout comme les futures consultations de 1965 à 2002, « d'une extraordinaire pièce à grand spectacle, avec ses héros, ses seconds rôles, sa foule de figurants, ses rebondissements, sa mise en scène éclatante et ses millions de spectateurs fascinés »[1].

Mais cette première consultation présidentielle se distingue de toutes les élections à venir : le Président sortant s'abstient de participer directement aux débats du premier tour et n'entre, bousculé par un ballottage, dans la campagne qu'au second tour. Charles de Gaulle marque là aussi sa singularité dans l'histoire politique française.

---

1 P. Sainderichin, J. Poli, *Histoire secrète d'une élection, 5-19 décembre 1965*, Plon, 1966. Un ouvrage oublié qui constitue un document éclairant sur le déroulement de l'élection présidentielle.

> « L'élection de 65 est en effet une élection unique dans son genre. Il n'y aura pas d'élection par la suite, et il n'y en aura plus, où le candidat ne fait pas campagne avant le premier tour… » (Pierre Messmer)[2].

À La Réunion, l'élection se déroule dans le contexte particulier né de la législative de mai 1963. L'engagement et la victoire de Michel Debré ont ouvert une nouvelle période dans l'histoire de l'île. En mai 1963, le visage du général de Gaulle apparaissait pour souligner à l'électorat réunionnais que la candidature de l'ancien premier ministre était appuyé par le Président de la République. En 1965, certes Michel Debré s'engage, mais il fait surtout des résultats du candidat Charles de Gaulle une question des plus personnelles. Il espère que La Réunion, qui a accueilli le chef du R.P.F. (Rassemblement du Peuple Français) (1953) et le Président (1959) sera résolument gaulliste dans son vote. À gauche, le Parti Communiste Réunionnais, créé en mai 1959, est la principale force politique d'opposition. À l'échelle départementale, les thématiques de la campagne de la présidentielle croisent « le bilan et l'action » du chef de l'État, les propositions de François Mitterrand, la question centrale du statut de La Réunion et …de la fraude électorale.

En 1969, l'échec référendaire d'avril (le non l'emporte avec un peu plus de 53 %) lance la seconde campagne présidentielle. Alain Poher assure l'intérim avant d'entrer péniblement dans les habits du candidat. Georges Pompidou, « candidat disponible » depuis ses déclarations de Rome (janvier 1969) tente de rassembler gaullistes et républicains indépendants. Les droites françaises, majoritaires, dominent la bataille électorale. Seul le candidat du Parti communiste français, Jacques Duclos, parvient à placer sa formation en troisième position du premier tour (1er juin) avec un score remarquable (22 %). Face à Alain Poher, président du Sénat, Georges Pompidou inverse la tendance qui lui était défavorable au début de la campagne. Il l'emporte le 15 juin avec 58 % des suffrages et ouvre la phase de l'après-gaullisme.

---

2 Témoignage de Pierre Messmer dans le film *Présidentielle 1965-1995, Les surprises de l'Histoire* d'Olivier Duhamel et Jean-Noel Jeanneney.

1965 : Une victoire des gaullistes

La consultation du 5 et du 19 décembre 1965, première élection présidentielle reposant sur la souveraineté du peuple, se joue dans des problématiques différentes selon qu'elle est considérée à l'échelle de l'Hexagone ou de La Réunion[3]. Dans l'un ou l'autre de ces champs, elle se comprend aussi à la lumière d'une conjoncture contrastée influençant les données politiques.

Dans l'esprit des principes du discours de Bayeux, la grande aspiration de Charles de Gaulle est l'existence d'un chef de l'exécutif au-dessus de la mêlée. La constitution de 1958 traduit partiellement cette volonté. La réforme de novembre 1962 achève le projet et complète le dispositif. C'est de la gauche que survient la première candidature, annoncée en plusieurs actes à suspens par « *l'Express* » à partir de 1963. L'hebdomadaire appuie l'ancien ministre, Gaston Defferre dont le grand espoir est d'unir les tendances du centre et de la gauche non-communiste dans un même mouvement. Il lui suffit de quelques mois pour mesurer l'échec de la tentative. Le maire de Marseille retire sa candidature le 25 juin 1965.

La voie s'ouvre pour François Mitterrand. Fondateur de l'U.D.S.R. (Union Démocratique et Socialiste de la Résistance), présent dans de nombreux ministères, le chef de file de la Convention des Institutions Républicaines (C.I.R.) a une bonne connaissance de la vie politique française. Pour Jean Lacouture, « *le fait est que François Mitterrand a su agglutiner autour de lui, en deux ou trois décennies, des fidélités et des amitiés d'une fermeté et d'une densité exceptionnelles*[4] ». Au lendemain de sa candidature officielle, le 9 octobre 1965, se constitue la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (F.G.D.S.) à laquelle in fine le P.C.F. apporte son soutien.

Dès 1964, Tixier-Vignancour représente l'extrême droite française dans la présidentielle. Au M.R.P. (Mouvement des Républicains Populaires), se profile la candidature de Jean Lecanuet, qui peut séduire l'électorat centriste. Deux autres candidats entrent dans la campagne : le sénateur, Pierre Marcilhacy et Marcel Barbu.

---

3 Voir : Payet F., *Première du suffrage universel dans un département : les élections présidentielles de 1965 à La Réunion*, D.E.A. Histoire, Université de La Réunion, 2000, 93 p.

4 Lacouture J., *Mitterrand, une histoire de français*, tome I : *Les risques de l'escalade*, Ed. Seuil, Paris, 1998.

Le mouvement gaulliste est en attente de la décision du général de Gaulle. Le 4 novembre, jour de la St Charles, deux semaines avant le démarrage officiel de la campagne, le Président de la République, rompt une certaine *« désinvolture monarchique*[5] » et annonce son intention de se représenter pour un second septennat.

A La Réunion, l'élection présidentielle se lit au travers d'une part, de la rivalité entre communistes autonomistes et départementalistes, d'autre part de la fraude électorale, qui n'est pas absente de cette consultation. La question du statut de l'île fixe là encore les limites des discussions et des discours. En ce sens, s'affrontent constamment les organes d'opinions. Pour le Journal de l'île de La Réunion (J.I.R.), le choix de la candidature de De Gaulle, doit toujours signifier l'attachement des Réunionnais à la France. Dans ses colonnes, Michel Debré peut adopter le ton de l'emphase, après le triomphe de l'U.N.R (Union pour la nouvelle République) aux dernières élections municipales (mars 1965), en déclarant que

> « le principe de l'attachement réunionnais à la nation n'est pas seulement accepté par une immense majorité : il est voulu comme étant l'expression d'une réalité traditionnelle et la garantie fondamentale de la dignité humaine »[6].

Aux efforts du député, vient bientôt s'ajouter, à l'approche de l'échéance de décembre, l'action du Docteur Philippe Vinson, président de l'Association nationale pour le soutien de l'action du général De Gaulle. L'association organise des séances de cinéma gratuites dans plusieurs communes ; séances dont la publicité est faite par le J.I.R.[7]

Malgré quelques tensions intestines, *La Démocratie* n'en oublie pas la priorité du soutien au « vote de Gaulle », synonyme de sécurité du statut de département français de la Réunion :

> « Mais le premier devoir de tous les Français de La Réunion, par-dessus les politiciens orgueilleux et maladroits et les administratifs spécialistes de la « gaffe » est maintenant de s'unir et de rester vigilants… mettant au-dessus de tout, La France et son représentant le général de Gaulle »[8].

Ces discours entendent évidemment contrer le projet proposé par le P.C.R. Pour *Témoignages* « le Réunionnais est un colonisé. Il ne peut pas se sentir

---

[5] *Ibid.*

[6] ADR, 1 PER 94/23, *Journal de l'Ile de La Réunion*, 27 mars 1965.

[7] ADR, 1 PER 94/25, *Journal de l'Ile de La Réunion*, 1er décembre 1965.

[8] ADR, 1 PER 84/18, *La démocratie*, du 10 juin 1965.

responsable de l'avenir de son pays, dont la direction lui échappe. Il est encore aujourd'hui, dans la situation de l'esclave vis-à-vis de son maître »[9].

À l'approche de l'élection présidentielle, le journal plaide en faveur de François Mitterrand, après avoir reçu une lettre du cabinet du candidat de la gauche faisant vaguement la promesse de *« solutions qui permettraient une meilleure défense des populations et la satisfaction de leurs aspirations légitimes »*[10].

Toutefois, même si le mouvement autonomiste prend en considération ce message, sa conviction demeure que les rendez-vous électoraux locaux sont joués d'avance. Les pratiques frauduleuses sont une donnée indissociable de l'histoire politique de La Réunion[11]. Jean François Dupond réduit ainsi les opérations électorales réunionnaises à un *« simulacre »*[12]. Dès lors, le P.C.R. prône le boycott des urnes : *« Pas de vote ! Pas de caution à la mascarade électorale ! »*[13]. À ce mot d'ordre, seuls échappent quelques bureaux de vote, dans lesquels une entente entre le P.C.R. et les représentants de Mitterrand (Hugues Constant), de Lecanuet (Raoul Fort) et de Tixier-Vignancour (Alix Morel) doit permettre de veiller au bon déroulement du scrutin.

À quelques semaines du scrutin, le Préfet tente pourtant d'adresser un message clair à l'opinion publique lorsqu'il demande à l'Administration de *« s'abstenir de participer à toutes manifestations publiques à partir du vendredi 19 novembre, date d'ouverture de la campagne électorale »*[14].

Cet affichage ne va cependant pas suffire à balayer le scepticisme qui pèse sur la justesse du suffrage universel à La Réunion.

---

9 ADR, 1 PER 85/14, *Témoignages*, 9 janvier 1965.

10 ADR, 1 PER 85/14, *Témoignages*, 27 novembre 1965.

11 Voir sur la vie politique et les élections, Y. Combeau, *La vie politique à La Réunion 1942-1963*, Nathan-Sedes, 2001.

12 Dupond J.F., *Contraintes insulaires et fait colonial aux Mascareignes et aux Seychelles, Etude de géographie humaine*, Tome III, Thèse d'Etat, Librairie Honoré Champion, 1977, 527 p.

13 ADR 1PER 85/14, *Témoignages*, 2 décembre 1965.

14 ADR, 55W19, N°10814/C/J/312/1, Note, 15 novembre 1965, du Préfet à Monsieur le Directeur, M. Le Sous Préfet de Saint Pierre, Monsieur le secrétaire Général, M. Le secrétaire général aux affaires économiques.

LA SURPRISE D'UN JOUR DE DÉCEMBRE

Les résultats du 5 décembre (tableaux 1 et 2) sont la démonstration que l'assentiment populaire à de Gaulle, des référendums de 1958 à 1962 ne joue plus aussi fortement avec cette première élection au suffrage universel.

Tableau 1 et 2 : Résultats de la consultation du 5 décembre 1965

	Métropole	**Outre-mer**	**Totaux**
Inscrits	28 233 167	680 255	28 913 422
Votants	24 001 961	500 996	24 502 957
Abstentions	42 312 006	179 259	4 410 465
Suffrages exprimés	23 757 669	496 885	24 254 554

	Métropole		**Outre-mer**		**Totaux**	
	Nombre de voix obtenues	% suffr. exprimés	Nombre de voix obtenues	% suffr. exprimés	Nombre de voix obtenues	% suffr. exprimés
De Gaulle	10 386 734	43,71	441 789	88,91	10 828 523	44,64
Mitterrand	7 658 792	32,23	35 211	7,08	7 694 003	31,72
Lecanuet	3 767 404	15,85	9 715	1,95	3 777 119	15,57
Tixier- Vignancour	1 253 958	5,27	6 250	1,25	1 260 208	5,19
Marcilhacy	413 129	1,73	1 889	0,38	415 018	1,71
Barbu	277 652	1,16	2 031	0,40	279 683	1,15

Certes, le Président sortant arrive en tête de ce premier scrutin, mais les chiffres indiquent clairement que « l'homme du 18 juin » vient de subir un sévère échec. Seul face aux autres candidats, il perçoit directement les effets de la personnalisation de l'élection présidentielle au suffrage universel. François Mitterrand met en ballottage le général de Gaulle. C'est là le premier succès du candidat de la gauche. Un résultat électoral, qui est à mettre à l'actif d'une campagne dynamique du député de la Nièvre. F. Mitterrand souligne le contraste entre sa personne et le « *vieil intendant* » de la France[15]. Mitterrand est parvenu à rallier sur sa candidature plus de 7 millions des voix.

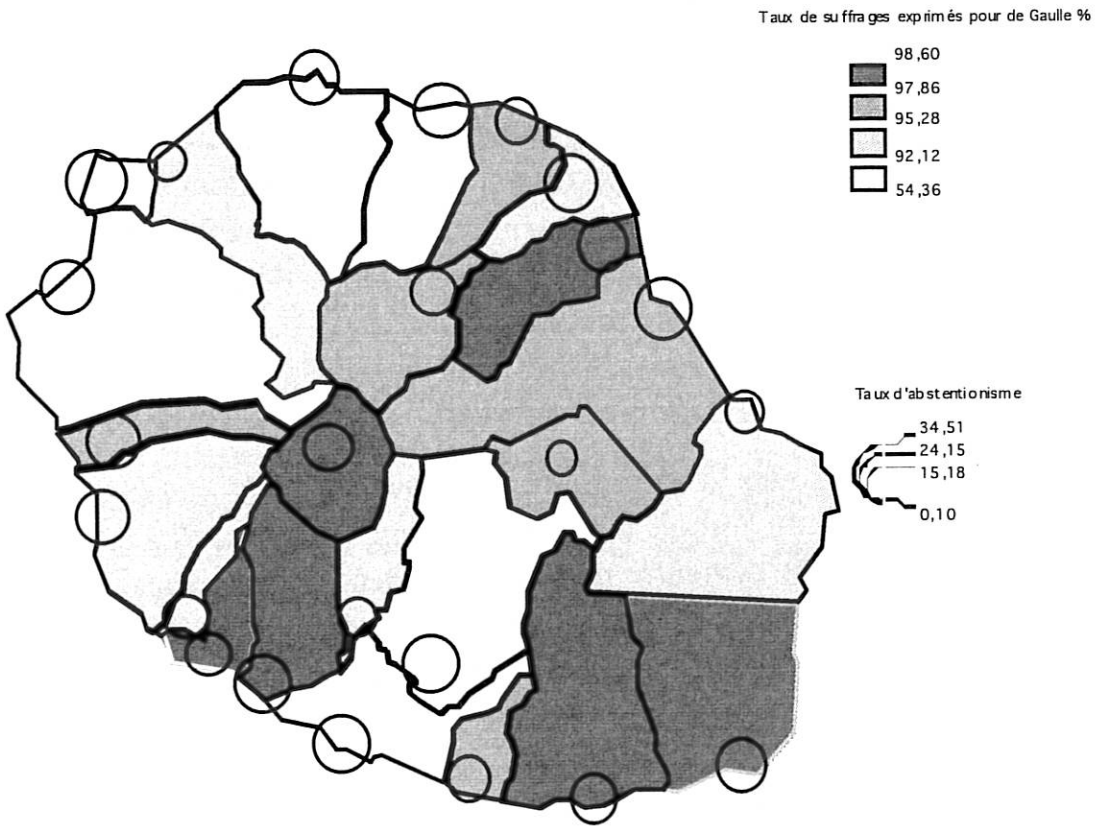
15 Lire : Bonnefous E., Dir., L'année politique, économique, sociale et politique, 1965, Ed. P.U.F., Paris, 1966, 503 p.

Les positions de de Gaulle ont été aussi fragilisées par l'action du candidat centriste. Jean Lecanuet obtient prés de 16 % des suffrages exprimés ; résultat dans lequel les militants ont autant leur part que les hésitants, et qui est considéré par Jean François Sirinelli, *« avec le recul comme une sorte de chant du cygne »*[16].

Les autres candidats se partagent les voix de moins d'un million d'électeurs.

À la Réunion, le taux d'abstention de 26,22 % (Tableau 3) répond en partie à l'appel au boycott demandé par le P.C.R. De Gaulle l'emporte largement avec plus de 90 % des suffrages exprimés contre Mitterrand qui n'atteint même pas les 5 % (Tableau 4). Derrière, les autres candidatures ne franchissent pas la barre des 2 %. Exception faite du Port, chacune des communes du département donne au général de Gaulle plus 80 % de leurs suffrages exprimés (Carte 1).

Carte 1 : Taux de l'abstentionnisme local et des suffrages exprimés en faveur de de Gaulle :



16 Rioux J.P. et Sirinelli J.F., Dir., *la France d'un siècle à l'autre*, 1914-2000, Ed. Hachette, Paris, 1999, 980 p., (p. 82).

Même si elle est indiscutable, la popularité du Président sortant ne peut pas suffire à expliquer ces données. Déjà, les *« résultats étranges »*[17] des élections municipales de mars 1965 avaient permis à la droite gaulliste locale de l'emporter. À l'évidence, la fraude est manifeste. Elle caractérise les élections depuis la fin des années quarante[18]. Dans la confrontation entre les autonomistes et les « nationaux », le libre jeu du suffrage universel est mis à mal par une suspicion déjà ancienne et d'autant plus justifiée pour le premier tour du scrutin que les résultats du Président sortant paraissent exceptionnels et non exempts d'irrégularités.

Tableaux 3 et 4 : Résultats du 5 décembre 1965 (La Réunion)[19]

Inscrits	161 160
Abstentions	42 253
Votants	118 907
Suffrages exprimés	118 065

Candidats	**Nombre de voix obtenues**	**% Suffrages exprimés**
De Gaulle	107 835	91,33
Mitterrand	5 796	4,9
Lecanuet	1 206	1,02
Tixier-Vignancour	1 751	1,48
Barbu	741	0,62
Marcilhacy	736	0,63

À côté des taux d'abstentions élevés enregistrés — taux dont le plus important est celui du Port où la consigne du boycott du P.C.R. a été suivie — la victoire de de Gaulle démontre toute sa force dans des municipalités telles que Cilaos, Saint Joseph, Saint Louis, Etang-salé, et Bras-Panon où les chiffres dépassent même les 98 %.

---

17 Gauvin G., *Un parlementaire de l'Île de La Réunion : Michel Debré*, Maîtrise d'histoire, Université François Rabelais, Tours, 1991, 348 p., (p. 211).

18 Se reporter à l'ouvrage d'Y. Combeau, *La vie politique à La Réunion 1942-1963*, Nathan, 2001.

19 ADR 65W136, Procès verbal du premier tour des élections présidentielles de 1965, Préfecture de La Réunion.

DERNIER TEMPS DE CAMPAGNE

Dans l'Hexagone, les partisans de Mitterrand ont le sentiment d'avoir remporté une victoire. Cette réussite électorale est rendue possible grâce à l'entente et à la nouvelle arithmétique électorale où s'additionnent les voix des communistes et des socialistes.Dans le département, les gaullistes savourent leur succès. Le J.I.R. verse dans le triomphalisme et met en cause l'efficacité des campagnes menées par les adversaires du général de Gaulle. Ainsi, le journal précise avec une certaine justesse que

> « les seules réunions publiques en faveur de François Mitterrand, peu nombreuses, furent organisées par les communistes et ne connurent qu'une maigre assistance (entre 20 et 300 personnes selon les jours et les lieux) : quant aux représentants de Monsieur Jean Lecanuet ; Tixier Vignancour et Marcilhacy, ils ne tinrent que des réunions de comités restreints et n'eurent aucun écho extérieur »[20].

De son côté, *Témoignages* préfère dénoncer les manœuvres frauduleuses en soulignant ainsi *« l'absence de bulletins nuls dans les deux bureaux de la Bretagne et celui du Bois de Nèfles, c'est-à-dire là où la plus grande partie de la population est illettrée... »*[21].

De telles constatations valent également pour les communes de Saint André ou encore Bras-Panon, dans lesquelles il se trouve un nombre identique de votants et de suffrages exprimés[22]. Aucun bulletin nul n'est dénombré. Ces faits révèlent les pratiques douteuses, commises dans des bureaux de vote, et particulièrement dénoncées dans une *« lettre ouverte »* publié par le journal *« Croix sud »*, le 12 décembre 1965[23]. Son auteur anonyme titre *« je n'ai pas voté »*. Il revient sur les agissements constatés dans un bureau de vote où le choix de l'électeur est manifestement bafoué. Face à ces dénonciations, le J.I.R. publie *« une déclaration des maires de La Réunion »* en réaction à ce que ces derniers considèrent comme *« une attaque qui les atteint tous ainsi que ceux qui ont participé aux opérations électorales du 5 décembre »*[24].

L'article de *« Croix sud »* attire cependant l'attention du Préfet Dieffenbacher qui, dans une lettre adressée à tous les maires de l'île,

---

20 ADR 1PER94/25, *Journal de l'île de La Réunion*, 6 décembre 1965.

21 ADR 1PER85, *Témoignages*, 10 décembre 1965.

22 ADR 65W136, Procès verbal du premier tour des élections présidentielles de 1965, Préfecture de La Réunion.

23 ADR 1PER83/9, *Croix sud*, 12 décembre 1965.

24 ADR 1PER94/25, *Journal de l'île de La Réunion*, 17 décembre 1965.

entend témoigner de son « *indignation* » et « *se propose de répondre au Directeur du journal en demandant une insertion dans la prochaine édition* »[25].

La question des fraudes ne doit cependant pas occulter l'autre thème mobilisateur de cette élection présidentielle : le devenir du statut du département. Dans une déclaration parue le 17 décembre dans le J.I.R., les maires de La Réunion demandent aux électeurs « de rejeter catégoriquement la candidature de François Mitterrand qui est soutenu par les communistes et dont l'élection serait, pour le malheur de La Réunion, l'indépendance de notre île »[26].

Le raisonnement politique qui permet l'alliance électorale de la gauche en Métropole se traduit ainsi dans le département par une situation où le nom de Mitterrand, du fait du soutien des communistes, se trouve plus que jamais associé à la revendication autonomiste. L'alternative du « vote de Gaulle » est présentée comme l'unique assurance du maintien des Réunionnais dans la France. *La voix des Mascareignes* noircit le tableau en cas de victoire du député de la Nièvre, le 19 décembre.

> « ...Si Mitterrand l'emportait, La Réunion serait déclarée autonome, ce qui annoncerait, six mois plus tard l'installation d'une république socialiste populaire.(...). Pour ceux qui sont restés Français dans leur cœur et qui aiment la clarté de l'esprit, la situation est limpide : il faut voter pour de Gaulle »27.

III. 19 DÉCEMBRE 1965 : DE GAULLE AVEC DEBRÉ

Après les moments d'hésitation nés du ballottage, le général de Gaulle reprend l'initiative avec une véritable participation à la campagne électorale. La mobilisation nationale contre le candidat socialiste appuyé par le P.C.F. et le désistement d'une fraction de l'électorat centriste, assurent la victoire du Président sortant. De Gaulle obtient 55,2 % des suffrages exprimés.

---

25 ADR 55W20, Correspondances du cabinet du Préfet, lettre N°11.671/C du 13 décembre 1965.

26 ADR 1PER94/25, *Journal de l'île de La Réunion*, 17 décembre 1965.

27 ADR 1PER100/4, *La voix des Mascareignes*, 16 décembre 1965.

Tableau 5 : Résultats de la consultation du 19 décembre 1965

	Métropole		Outre-Mer		Total	
Inscrits	28 223 198		679 506		28 902 704	
Votants	23 862 653		508 994		24 371 647	
Abstentions	4 360 545		170 512		4 531 434	
Suff. exprimés	23 197 512		505 922		23 703 434	
	Nbre de voix obt.	**% suff. exprimés**	**Nbre de voix obt.**	**% suff. exprimés**	**Nbre de voies obt.**	**% suff. exprimés**
De Gaulle	12 643 527	54,50	440 172	87	13 083 699	55,19
Mitterrand	10 553 985	45,49	65 750	12,99	10 619 735	44,80

Pour ce second rendez-vous, l'électorat de droite a su resserrer les rangs. Comme le souligne bien François Goguel,

> « les suffrages gagnés d'un tour à l'autre par le général de Gaulle représentent un peu moins de 60 % de ce qu'avait obtenus le 5 décembre Monsieur Lecanuet. Bien que cette progression ne provienne sûrement pas exclusivement de l'électorat du candidat démocrate, il est probable qu'elle lui est due principalement »[28].

À La Réunion où l'abstention connaît une légère augmentation (tableau 6), les résultats du deuxième tour de scrutin confirme la force électorale du mouvement gaulliste. Son candidat l'emporte largement sur François Mitterrand avec plus de 83 % des suffrages exprimés. (Tableau 7).

Tableau 6 et 7 : Les chiffres du second tour à La Réunion[29]

Inscrits	161 267
Abstentions	43 478
Votants	117 789
Suffrages exprimés	117 148

Candidat	Nombre de voix obtenues	% Suffrages exprimés
De Gaulle	97 837	83,71
Mitterrand	19 311	16,48

28 Goguel F., *L'élection présidentielle française de décembre 1965*, dans, Revue Française de science politique, N°2, avril 1966, volume XVII, p. 221-225.

29 ADR 65W136, Procès-verbal du deuxième tour des élections présidentielles de 1965, Préfecture de La Réunion.

Une analyse des résultats de la consultation du 19 décembre 1965 permet de dégager plusieurs singularités. Elle montre tout d'abord que l'effectif des inscrits au deuxième tour diffère de celui du premier tour. Le 19 décembre, F.Mitterrand obtient plus de 13 000 voix. C'est une progression de 12 points. De son côté, de Gaulle perd prés de 10 000 voix. Pourtant, le total des suffrages exprimés est en recul de seulement 917 voix par rapport au 5 décembre. En fait, l'explication de l'amélioration du score de F. Mitterrand tient moins à une hausse du nombre des suffrages exprimés ou aux reports de voix du centre vers la gauche qu'à un contrôle accru des bureaux de vote. Dans toutes les communes, le candidat de la gauche obtient plus de voix qu'au premier tour.

Tableau 8 : Résultats du second tour dans les communes[30]

Communes	Inscrits	Votants	Suffrages exprimés	*De Gaulle*	*Mitterrand*
Avirons	2 002	1 677	1 669	1 556	113
Bras Panon	2 770	1 587	1 583	1 312	271
Entre- Deux	1 957	1 486	1 481	1 296	185
Etang-Salé	2 790	2 244	2 233	1 998	235
Petite île	3 193	2 376	2 365	1 803	562
Pl. des Palmistes	1 025	787	780	689	91
Le Port	6 825	4 741	4 677	2 667	2 010
La Possession	3 117	2 488	2 466	2 005	461
Saint André	11 390	8 153	8 107	7 916	191
Saint Benoît	9 236	6 189	6 169	4 928	1 241
Saint Denis	27 876	20 840	20 742	17 760	2 982
Saint Joseph	8 306	6 986	6 975	6 841	134
Saint Leu	8 270	6 598	6 596	6 051	545
Cilaos	2 554	1 852	1 845	1 804	41
Saint Louis	12 833	8 741	8 717	8 002	715
Sainte Marie	4 434	3 319	3 279	2 694	585
Saint Paul	15 938	10 639	10 499	6 063	4 436
Saint Philippe	1 431	1 027	1 026	967	59
Saint Pierre	15 023	10 257	10 215	8 343	1 872
Sainte Rose	1 334	1 173	1 172	1 082	90
Sainte Suzanne	4 238	3 696	3 691	3 553	138
Salazie	3 009	2 063	2 056	1 758	258
Tampon	9 615	7 251	7 200	5 193	2 007
Trois Bassin	2 101	1 649	1 645	1 556	89
Totaux	**161 267**	**117 819**	**117 188**	**97 837**	**19 311**

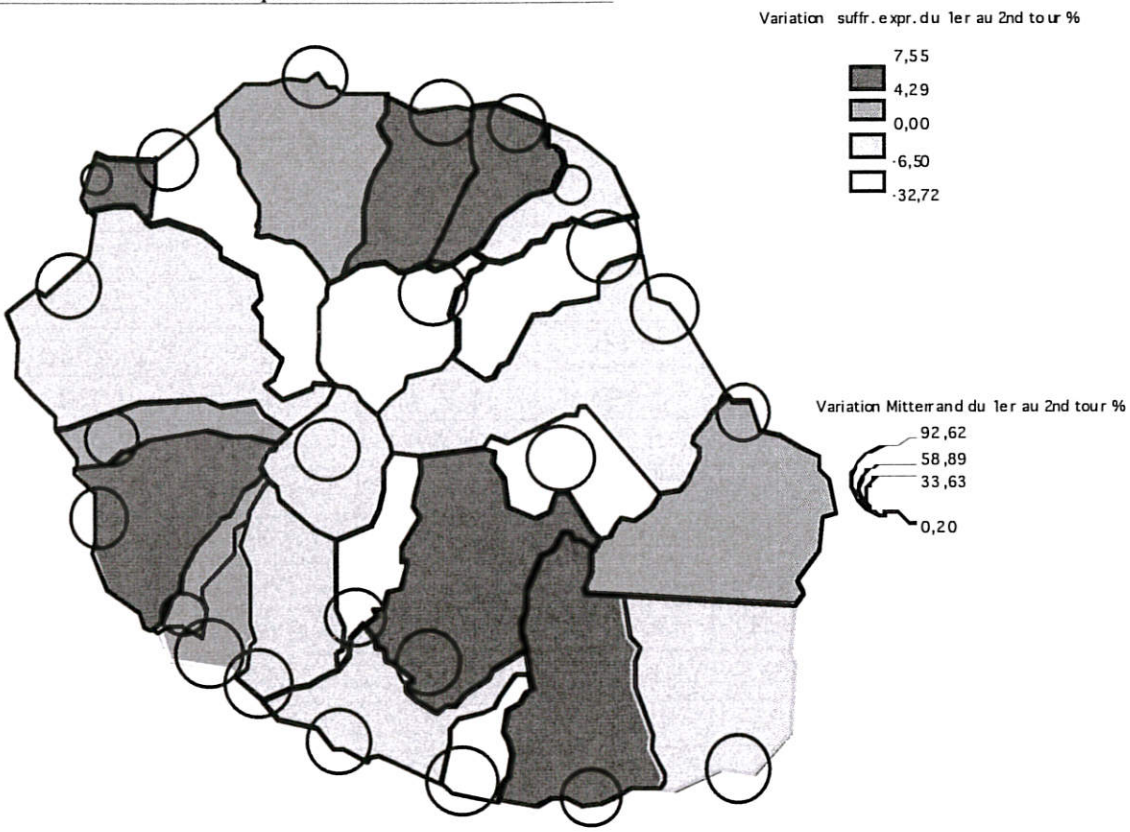
Nous constatons que dans la commune de Saint Denis, tandis que le nombre de suffrages exprimés baisse de 290 voix par rapport au premier tour, Mitterrand gagne prés de 2 043 voix de plus. Ce nombre ne peut s'expliquer ni par le rajout des voix des autres candidats dont la somme n'atteint que 1 152 voix, ni par la faible baisse de l'abstention (+ 269 votants). Les chiffres les plus significatifs sont recueillis à Bras-Panon où en dépit d'une chute des

30 ADR 65W136, Procès-verbal du deuxième tour de l'élection présidentielle de 1965, Préfecture de La Réunion.

suffrages exprimés (- 514 votants, soit - 32,72 %), entre le 5 décembre et le 19 décembre, le gain en voix de Mitterrand est de plus de 92 %.

Ces exemples viennent illustrer une tendance qui concerne toutes les communes du département. (Carte 2)

Carte 2 : Gain de voix pour Mitterrand au 2ème tour.



À l'évidence, les légères hausses des suffrages exprimés ne peuvent à elles seules servir d'éléments d'explication à la progression étonnante de Mitterrand dans les urnes ; progression de plus de 69 % sur le plan départemental par rapport au 5 décembre. Manifestement, de tels écarts entre le premier et le second tour du scrutin font irrémédiablement douter de la justesse des premiers résultats de l'élection présidentielle au suffrage universel.

1969 : Pompidou avec Debré

L'élection de juin 1969 se déroule dans une conjoncture exceptionnelle avec le départ du général de Gaulle au soir du référendum d'avril.
La campagne référendaire s'est déroulée sur fond de tensions entre Charles de Gaulle et son dauphin pressenti, Georges Pompidou. Un référendum encore très présent dans les esprits. Le 19 février, le Conseil des Ministres avait fixé la consultation électorale au 27 avril. Le scrutin doit sceller le devenir du Sénat et d'une décentralisation plus gaullienne que gaulliste, mais aussi le mandat présidentiel, publiquement remis en jeu, le 10 avril, dans un entretien télévisé entre Michel Droit et de Gaulle. Mais ce dernier a déjà une certitude. Selon François Broche : « *Il se sent, il se sait battu d'avance...* »[31]. Effectivement, le « non » l'emporte sur le « oui » le 27 avril. Dans un bref texte, Charles de Gaulle annonce sa démission. C'est la fin d'une période de onze années. L'après de Gaulle, peut-être l'après-gaullisme, commence...

Conformément à la Constitution, les commandes de l'Etat échoient provisoirement au président du Sénat, M. Alain Poher.
Au début du mois de mai s'ouvre une autre campagne. Les candidats peuvent s'inscrire jusqu'au 13 mai. Leurs campagnes doivent officiellement prendre fin le 30 mai, à minuit. Conformément à ses intentions affirmées depuis janvier (déclarations de Rome), Pompidou déclare le premier sa candidature. Celle-ci repose surtout sur l'U.D.R. gaulliste et orpheline, et sur les républicains indépendants, hésitants puis décidés. Il faut sûrement considéré ici, le schéma avancé par Maurice Duverger selon lequel

> « l'entente des partis de la droite est facile, car ils n'ont pas d'aussi grandes différences d'idéologie et de projet. Entre les communistes et les socialistes s'ouvre l'abîme qui sépare la dictature de la démocratie, le goulag de la liberté, Lénine de Jaurès. » .[32]

---

31 Broche F., *De Gaulle secret*, Ed. Pygmalion, Paris, 1993, 232 p., (p. 86).

32 Duverger M., *La République des citoyens*, Ed. Ramsay, Paris, 1982, 306 p., (p. 182).

La discorde entre socialistes et communistes perdure depuis 1968. Gaston Defferre (S.F.I.O.), Michel Rocard P.S.U. (Parti Socialiste Unifié), Alain Krivine (Ligue communiste) sont les candidats d'une gauche désunie.

Bientôt conscient de pouvoir compter sur une base composite mais volontaire, comprise entre un centre droit et une frange de la gauche non communiste, Alain Poher décide de partir en campagne avec la bannière d'une « *Union des républicains et de la Réconciliation des Français* ».

Les positions ne se définissent pas ainsi à La Réunion où le « oui » à de Gaulle triomphe à la fin d'avril[33]. Dès lors, la perspective d'élire un successeur à ce dernier n'enchante guère la grande majorité. Comme dans l'Hexagone, beaucoup sont partagés entre la résignation et un certain désarroi.

Si sur le plan national l'avenir du régime autant que celui du gaullisme est en question, localement, on s'interroge bien davantage sur les menaces pouvant peser sur le statut départemental de l'île, dans un climat politique toujours dominé par la bipolarisation entre, d'une part, le Parti Communiste Réunionnais (P.C.R.), partisan d'une autonomie politique, économique et administrative et d'autre part les « nationaux » en ordre de bataille derrière Michel Debré, député et Ministre des Affaires Étrangères. Il tente d' apparaître, après le départ du général de Gaulle, comme l'ultime rempart contre l'« autonomisme ».

L'hebdomadaire catholique *Croix sud*, dans son numéro du 11 mai 1969, résume assez les calculs des droites locales et les incertitudes sur lesquelles se joue désormais « le sort de La Réunion » :

> «Les « départementalistes » peuvent se demander si, de Gaulle parti, La Réunion ne va pas plus facilement être « larguée » il est vrai que M.Michel Debré est toujours là, mais pour combien de temps ?
> Les « autonomistes », de leurs côtés, peuvent caresser l'espoir qu'ils arriveront plus facilement à lasser de leurs récriminations, un autre que De Gaulle, et, dans ce but, ils peuvent très bien entretenir l'agitation au degré voulu ; ils ont pour cela suffisamment de cordes à leur arc... »[34].

Cette vision dichotomique devenue presque un principe inhérent à toute réflexion politique dans le département n'épargne pas non plus, *Le Cri du peuple*. Porte-parole déclaré du courant M.R.P. représenté dans

---

33 Nous devons toutefois considérer la part des manœuvres frauduleuses dans les résultats du référendum du 27 avril 1969.

33 ADR 1 PER 83/13, *Croix Sud*, 11 mai 1969.

l'île par le conseiller général Marcel Vauthier, le journal s'oppose régulièrement à l'action du Président sortant. La plume souvent caustique de son éditorialiste, Alix Morel, n'oublie jamais le contexte local. Le 22 mai, l'hebdomadaire appelle à l'union des « nationaux » :

> « Il n'y a, à la vérité, dans ce département que deux camps : celui des communistes et celui des autres. Le gaullisme, qui a été un mauvais moment à passer, a troublé l'ordre des choses. Lui disparu, chacun reprendra son camp naturel.
> Dès lors, ce qu'il faut rechercher ce n'est point une nouvelle division dans le camp des nationaux, mais au contraire une recherche de conciliation »[35].

Le message est clair : les tensions éventuelles n'ont plus lieu d'être entre les démocrates-chrétiens (du défunt M.R.P.) du Centre démocrate, les Républicains indépendants et les anciens gaullistes esseulés[36]. L'entente, à l'occasion de cette consultation nationale, est présentée comme impérative pour la défense du *statu quo* contre les visées communistes. Secondairement apparaît la nécessité de s'engager derrière la candidature d'Alain Poher. Pour ce dernier, *Le Cri du Peuple* va, à partir du 15 mai, faire campagne avec le slogan *« Entre la Peste et le choléra : ALAIN POHER président de tous les Français »*. Pour les amis de Marcel Vauthier, une seule alternative s'offre entre le vote communiste et la solution de la poursuite d' « une politique à la de Gaulle », dont Pompidou est considéré, non sans raison, comme le successeur.

Sur l'île, Pompidou ne manque pas de soutien. Il peut compter sur l'engagement de Michel Debré. Arrivé dans l'après-midi du mercredi 28 mai 1969 à l'aéroport de Gillot, le député devient l'animateur d'une courte campagne marathon pour Georges Pompidou, menée tambour battant durant trois jours, avant son retour en Métropole, le samedi suivant. Des réunions publiques sont organisées à Saint Pierre, Saint Paul, ainsi qu'à Saint Benoît. À Saint Denis, des rencontres se tiennent également avec différents acteurs

---

35 ADR 1 PER 86/17, Le Cri du Peuple, 22 mai 1969.

36 Il faut considérer ici les partisans de « l'homme du 18 juin » dont certains cessent jusqu'au départ du Président de la République de soutenir l'action de Charles de Gaulle. Les derniers d'entre eux comprennent surtout ceux qui considèrent le référendum — plébiscite du 27 avril plutôt comme un référendum — chantage inacceptable. Vauthier se dit être de ceux-là. (Voir ADR 1 PER 86/17, *Le Cri du Peuple*, 15 mai 1969).

économiques locaux. M. Debré assure la présidence d'honneur du Comité de Soutien de l'ancien premier ministre (1962-1969), la présidence effective revenant à Pierre Lagourgue, Président du Conseil Général. Le candidat gaulliste bénéficie par ailleurs d'une bonne presse dans le département. *Le Progrès*[37] couvre largement les manifestations gaullistes. Dans le Sud, l'hebdomadaire anticommuniste, *Le Sudiste*[38], croise le fer contre tous les adversaires de l'U.D.R. Le *Journal de l'Île de La Réunion* demeure, une fois encore, surtout préoccupé par l'action des communistes locaux, présentés comme la première des menaces pour les Réunionnais. L'organe des « nationaux » est aussi celui de la Préfecture acquise à la majorité politique. Ainsi, est intégralement publiée, l'allocution prononcée par le préfet Jean Vaudeville le 2 mai 1969, au micro de Radio Saint Denis. Le discours est teinté d'une subjectivité coutumière qui ne doit aucunement étonner :

> « L'objectif des séparatistes est simple : créer dans le département un climat d'insécurité et une situation économique et sociale troublée en prévision des prochaines élections présidentielles dont ils espèrent voir sortir la réalisation de leur vœu : la séparation de la Mère patrie.(...)
> Réunionnaises, Réunionnais, ayez confiance en vous mêmes et dans la France et ne vous laisser pas impressionner par des rodomontades de l'adversaire »[39].

Cette mise en garde adressée à la population contre les intentions du P.C.R. est très largement diffusée. Le Préfet s'érige, en paroles et en acte, en opposant au P.C.R. L'utilisation des ondes à des fins politiques contrevient une fois encore au devoir de neutralité que l'O.R.T.F. devrait maintenir et qui est rappelé par Alain Poher dès sa prise de fonction à l'Elysée, le 30 avril. Les vieilles habitudes sont tenaces. C'est un fait que ne manque pas de souligner le P.C.R. dans son organe *Témoignages*, en qualifiant l'action de Jean Vaudeville d'*« injustifiable »*[40].

Dès le début du mois de mai, le journal de Bruny Payet dénonce les manœuvres frauduleuses dont est victime le suffrage universel à la Réunion. C'est une certitude, chez les communistes : l'élection

---

Certes, l'hebdomadaire *Le Progrès* (ADR 1 PER 82) paraît bien être au premier abord un journal d'information et non un organe d'opinion, si l'on omet le fait qu'il ne manque pas d'informer ses lecteurs de tous les éléments se rapportant à la campagne de Pompidou.

ADR 1 PER 108/6, *Le Sudiste*, 2e semestre 1969. La devise du journal Saint-Pierrois est *« La polémique est notre allure naturelle »* (Chateaubriand).

ADR 1 PER 94/37, *Le Journal de l'Île de La Réunion*, 3 mai 1969.

Témoignages, 5 mai 1969.

présidentielle de juin 1969 se déroule sous le signe de la fraude organisée. Ils dépeignent ce rendez-vous électoral encadré

> « des fraudeurs et des nervis, repris de justice condamnés à de multiples reprises pour meurtres, coups et blessures, vol et violences, faisant le plein des urnes pour fausser le sens du scrutin général en faveur du candidat UNR... »[41].

Durant la campagne, le P.C.R. décide, dans un premier temps, lors de la réunion de son comité central au Port, le 20 mai 1969, de prôner le boycott de l'élection, annoncée comme une « *mascarade* », compte tenu de la fraude. Néanmoins, au fil de la campagne électorale, les communistes locaux apportent leur soutien au candidat du P.C.F., Jacques Duclos[42] et se désolent de la désunion de la gauche française dont les socialistes sont rendus responsables[43]. En ce qui concerne la Fédération Socialiste de La Réunion, qui représente la gauche réunionnaise non-communiste et « départementaliste » et dont le secrétaire général est Ernest Celestin, elle suit les directives du comité directeur et apporte son soutien à Gaston Deferre.

RÉSULTATS ET ANALYSES DU PREMIER TOUR

La multiplicité des candidatures n'a pas créé les conditions d'une forte participation au 1er tour de cette élection présidentielle. Beaucoup de candidats sont inconnus du corps électoral. C'est un fait qui plaide en faveur d'un vote centré principalement sur le choix entre Georges Pompidou et Alain Poher. Toutefois, le facteur peut être, le plus déterminant dans cette logique, à La Réunion, est que ces deux hommes sont représentés par des personnages localement connus. Pompidou, est soutenu ici par un Michel Debré jouissant indubitablement d'une certaine légitimité gaullienne que vient renforcer l'honorabilité de ses fonctions de Ministre des Affaires étrangères. Quant à la candidature d'Alain Poher, elle profite d'un comité de soutien constitué sous la présidence de l'ancien sénateur Marcel Vauthier.

En Métropole, l'abstention au premier tour des élections est de 21,80 %.

---

41 *Témoignages*, 5 mai 1969.

42 L'appui de la candidature de Jacques Duclos n'apparaît nettement dans *Témoignages* qu'à partir de son numéro du 21 mai 1969.

43 *Témoignages*, 14 mai 1969.

Tableau 1 : Les résultats du premier tour dans l'Hexagone

Candidats	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés
Pompidou G.	9 763 428	43,95 %
Poher A.	5 202 271	23,42 %
Duclos J.	4 781 838	21,52 %
Defferre G.	1 128 049	5,07 %
Rocard M.	814 053	3,66 %
Ducatel L.	284 820	1,28 %
Krivine A.	236 263	1,06 %

À l'heure des comptes, les chiffres sont éloquents : malgré le silence assourdissant de Charles de Gaulle durant toute la campagne, Pompidou arrive nettement en tête avec un notable écart sur son premier concurrent, Alain Poher, de plus du double de points. Les partisans de ce dernier se réveillent de leurs illusions. Ils sont aussi victimes paradoxalement d'un trait de leur caractère propre, semble vouloir dire Jean François Sirinelli, selon lequel *« les centristes commencent à êtres laminés, une partie d'entre eux se ralliant au camp des droites en soutenant dès le premier tour la candidature de Georges Pompidou »*[44].

En revanche, le P.C.F. retrouve par la voie du suffrage universel son noyau électoral (20,03 %). Jacques Duclos n'accuse qu'une différence de 420.433 voix sur la coalition poheriste. Ce résultat fait plus que jamais du P.C.F. la principale force de la gauche française, loin devant le Parti socialiste S.F.I.O. et son représentant, Gaston Deferre. L'engagement de Pierre Mendés France aux côtés du Maire de Marseille n'a pas eu l'impact escompté.

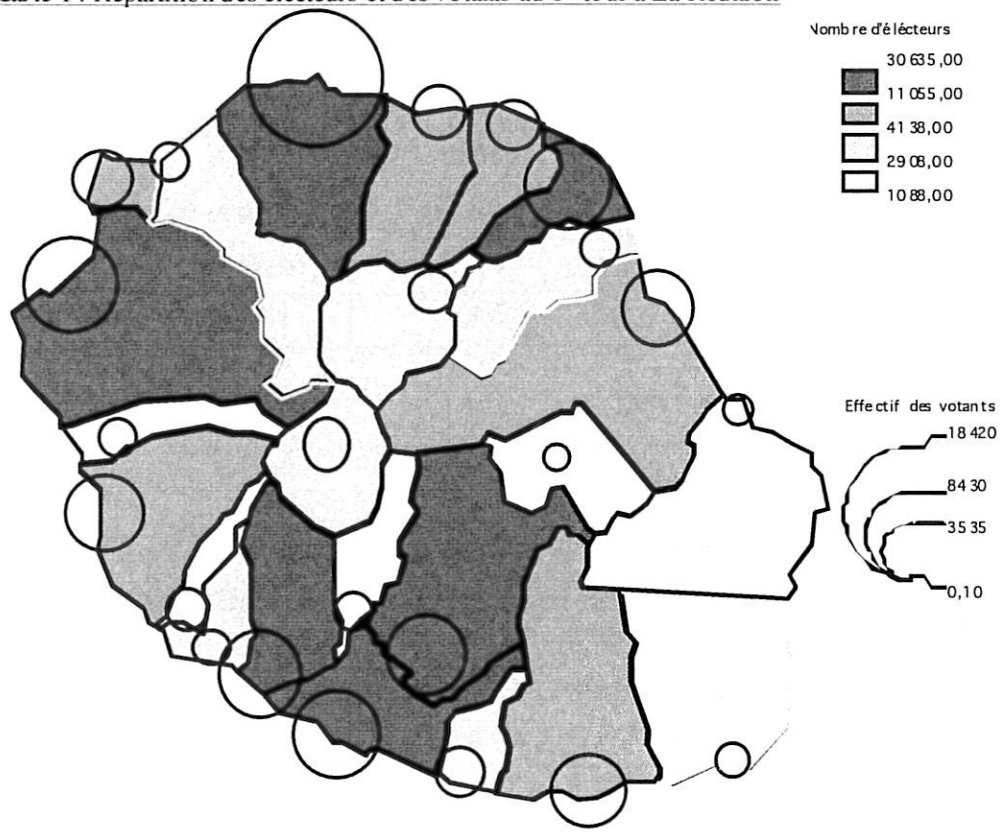
La simple addition des suffrages recueillis par les deux grands représentants de la gauche, montre pour le moins les chances d'une éventuelle candidature unique à gauche au premier tour.

À La Réunion, le taux de participation (55 %) de l'élection présidentielle traduit une désaffection des électeurs. La répartition du corps électoral dans l'île est très inégale. (Carte 1).

---

44 Rioux J.P. et Sirinelli J.F., *La France d'un siècle à l'autre (1914-2000)*, Ed. Hachette, Paris, 1999, 980 p., (p. 156).

Carte 1 : Répartition des électeurs et des votants au 1er tour à La Réunion



Nous remarquons que les communes qui représentent moins de 2 % des électeurs occupent surtout la zone centrale des cirques ainsi que tout le sud - est (Sainte Rose, Saint Philippe, la Plaine des Palmistes). Parmi ces villes se retrouvent curieusement celles, parfois situées dans les écarts de l'île, où les participations relatives sont les plus élevées (Cilaos, Avirons, Trois-Bassins). Le taux d'abstention y est inférieur à 30 %.

L'abstentionnisme local dépasse de plus de 20 points celui enregistré en Métropole, en se montant à 44,67 %. Dans cette tendance générale, nous observons tout de même quelques nuances entre communes.

Les communes dont le taux d'abstention dépasse la moyenne locale, sont en majorité celles situées dans la moitié Ouest et Sud-ouest de l'île. Le chef-lieu du département par son poids démographique est la commune où l'on rencontre le plus grand nombre d'abstentionnistes. Toutefois, Saint Pierre détient le taux record d'abstention de 61,04 %.

Pour ce qui est des résultats de ces élections : le vote Pompidou triomphe dans les urnes. Ce dernier distance tous ses concurrents dès le premier tour, avec 82,16 % des suffrages exprimés. (Tableau 2).

Tableau 2 : Les résultats du premier tour dans à La Réunion (5 juin)

Candidats	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés
Pompidou G.	79 504	82,16 %
Poher A.	7 218	7,46 %
Duclos J.	5 448	5,63 %
Defferre G.	1 614	1,67 %
Rocard M.	994	1,03 %
Ducatel L.	756	0,78 %
Krivine A.	1 332	1,38 %

L'échec cuisant de Poher sur le plan local montre bien que le vote centriste ne peut être que très modeste dans un département où le débat politique est radicalisé au point de se résumer à un affrontement entre les « départementalistes » et « autonomistes ». Cela vaut aussi bien pour les socialistes locaux qui ne peuvent espérer compter politiquement.

LE DUEL POHER-POMPIDOU

La France s'apprête maintenant à départager deux candidats : Georges Pompidou et Alain Poher. Le Parti communiste est absent de ce duel malgré le bon score de Jacques Duclos.

Le premier tour du scrutin crédite le candidat gaulliste d'une nette avance sur son rival du centre droit. Mais pour René Rémond, *« le résultat n'est pas joué »*[45]. Alain Poher veut le croire. Il mène une campagne plus active et agressive à l'encontre de la famille gaulliste, qui préside depuis onze années aux destinées de la Nation. À gauche, les socialistes par refus du gaullisme décide d'apporter leur soutien à Poher tandis que le P.C.F. (comme le P.S.U.) opte pour l'abstention.

L'attitude des communistes français rejoint la stratégie adoptée par le P.C.R. au début de la campagne de l'élection présidentielle. Même si le parti de Paul Vergés continue de voir dans cette consultation la marque insigne de la fraude, il se satisfait tout de même des bons résultats de Jacques Duclos qui viennent prouver la prééminence du mouvement communiste au sein de la gauche française :

45 Rémond R, *Notre Siècle*, Ed. Fayard, Paris, 1988, 990 p., (p. 727).

> « En tout état de cause, ce résultat recueilli par le Parti communiste français montre clairement s'il en était encore besoin le rôle essentiel et déterminant du Parti communiste dans ce qu'il est convenu d'appeler les forces de gauche. Il est ainsi établi qu'aucune union de la gauche digne de ce nom ne peut se faire aujourd'hui sans le parti communiste français »[46].

Témoignages paraît aussi vouloir accorder quelques chances électorales à l'opposition anti-gaulliste de Poher...

> « Ainsi donc, le gaullisme et Pompidou obtiennent un sursis. Un sursis est ce qu'il y a de provisoire. Ce que l'on peut se demander c'est jusqu'à quand ? Jusqu'au 15 juin ? C'est chose tout à fait possible car jusqu'ici rien n'est encore joué en définitive »[47].

Cette considération plaide indirectement en faveur d'une victoire d'Alain Poher auquel, du reste, la Fédération socialiste de La Réunion décide d'apporter son soutien. Évidemment, ce choix s'inscrit surtout dans un ralliement de circonstance. En dépit de leur engagement « départementaliste », les socialistes aspirent à une rupture avec le gaullisme et son représentant réunionnais.

A contrario, le vote Poher est logiquement attaqué par la presse gaulliste. Ainsi, deux jours avant le deuxième tour, *Le sudiste* donne sa propre définition du « poherisme » :

> « Cette expression s'applique à tout ce qui est façade avec rien à l'intérieur ou plus exactement avec à l'intérieur tout ce qu'on veut bien mettre à l'image d'une auberge espagnole où l'on trouve tout ce qu'on y apporte. C'est encore en termes plus vulgaires du Néant battu en neige »[48].

La grande incertitude de la journée du 15 juin réside dans la réaction éventuelle des abstentionnistes du premier tour, qui peuvent arbitrer la confrontation entre les deux candidats restants. Alain Poher et ses partisans espèrent un revirement dans la tendance.

Le verdict des urnes est une fois de plus sans appel : les électeurs français maintiennent la tendance du premier tour. L'abstentionnisme gagne du terrain et culmine à 30,94 %. Elle se nourrit de la réaction d'une partie de l'électorat de gauche qui a opter pour la logique du « blanc bonnet, bonnet blanc » de Jacques Duclos. Sans doute, nombreux sont également les fidèles du vote à

---

46 *Témoignages*, 3 juin 1969.
47 *Témoignages*, 3 juin 1969.
48 ADR 1 PER 108/6, *Le Sudiste*, 13 juin 1969.

gauche ou aux aspirations affirmées en mai 1968, qui après avoir fait l'impasse du premier « scrutin de décantation », se retrouvent devant un second tour qui n'oppose plus que deux représentants de la droite. Ils rejoignent alors les résignés qui s'abstiennent après avoir voté le 1er juin.
Les résultats (Tableau 3) montrent la victoire incontestable du candidat gaulliste.

Tableau 3 : Les résultats du deuxième tour dans l'Hexagone (15 juin)[49]

Candidats	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés
Pompidou G.	10 686 498	57,58 %
Poher A.	7 870 601	42,41 %

Georges Pompidou recueille 9,45 % de voix de plus qu'au 1er tour. Il garde une avance confortable sur Alain Poher avec plus de 15 points (57,58 % des suffrages exprimés) dépassant même les résultats obtenus par son prédécesseur au deuxième tour des élections présidentielles de 1965 (55,19 %).

À La Réunion, l'abstention au second tour de cette élection présidentielle de 1969 (36,28 %) est inférieure à celle du premier tour de plus de 8 points. Pourtant peu de changements sont visibles dans les communes (Carte 3). Nous observons que la participation croît de manière générale, par rapport au premier tour, passant de 55,33 % à 63,72 %. Mais cette évolution dissimule certaines nuances. À l'Etang-Salé, à Saint Philippe ainsi qu'à Saint Benoît, la baisse de l'abstention est notable. Il en est autrement dans les communes du Port, de la Plaine des Palmistes et de Sainte Rose, où les électeurs sont moins nombreux à se déplacer. Dans les autres communes de l'île, nous remarquons une relative stabilité de la situation constatée lors du premier scrutin : les différences ne sont guère significatives pour être visibles.
Les suffrages exprimés (Tableau 4) des Réunionnais dans la journée du 15 juin donnent une marge écrasante en faveur de l'ancien Premier ministre de De Gaulle. Il remporte 98 746 voix soit 88,09 % des suffrages exprimés contre 12 295 voix soit 11 % de ces dernières pour Alain Poher.

49 ADR 320W12 /14, Elections présidentielles de juin 1969, Préfecture de La Réunion, Direction des Affaires Générales, 2e Bureau.

Tableau 4 : Les résultats du deuxième tour à La Réunion (15 juin)

Candidats	Nombre de voix obtenues	Suffrages exprimés
Pompidou G.	98 746	88 %
Poher A.	12 295	12 %

La candidature de Pompidou a bénéficié du soutien de Michel Debré et surtout de l'ancrage gaulliste de l'électorat réunionnais. Le souvenir du Général de Gaulle reste très prégnant dans le département. Les résultats par commune traduisent ce mouvement. (Tableau 5). Le contexte politique local est tel, que voter Pompidou signifie dans le même temps, l'attachement à la France et au statut départemental de l'île face aux idées « autonomistes » du P.C.R. (Carte 4)

Carte 4 : Croissance du « Vote Pompidou » au 2e tour du 15 juin 1969 à La Réunion.

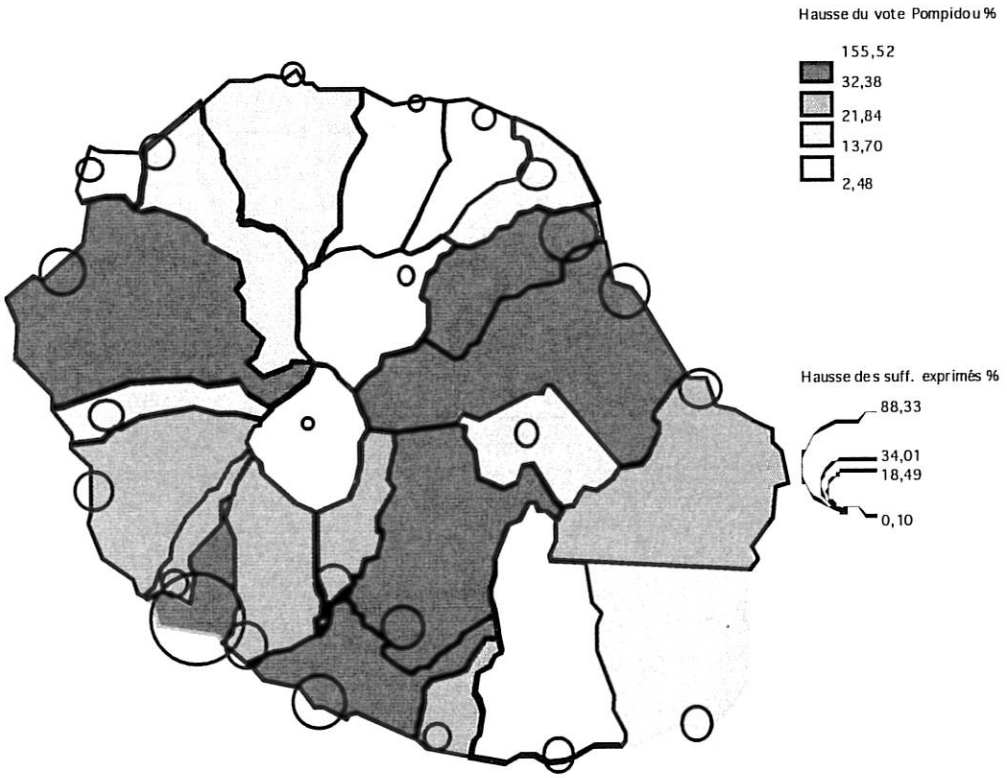


Tableau 8 : Résultats du second tour par communes

Communes	Inscrits	Votants	Suffrages exprimés	Pompidou	Poher
Avirons	2 169	1 715	1 698	1 514	184
Bras Panon	2 998	1 976	1 966	1 933	33
Entre- Deux	1 925	1 364	1 345	1 249	96
Etang-Salé	2 908	2 361	2 324	2 269	55
Petite île	3 535	2 332	2 311	2 106	205
Pl. des Palmistes	1 088	708	701	581	120
Le Port	7 401	3 762	3 659	3 225	434
La Possession	3 366	1 713	1 696	1 423	273
Saint André	12 093	8 092	8 055	7 742	313
Saint Benoît	10 320	6 811	6 791	6 468	323
Saint Denis	30 635	19 383	19 113	17 127	1 986
Saint Joseph	8 547	6 114	6 084	5 820	264
Saint Leu	8 474	7 021	6 997	6 748	249
Cilaos	2 933	2 118	2 112	2 027	85
Saint Louis	15 033	8 910	8 882	8 503	379
Sainte Marie	4 658	2 911	2 860	2 600	260
Saint Paul	17 177	10 413	9 908	7 474	2 434
Saint Philippe	1 408	1 090	1 082	1 021	61
Saint Pierre	18 311	9 153	8 798	6 219	2 579
Sainte Rose	1 638	1 012	1 007	647	360
Sainte Suzanne	4 138	2 809	2 798	2 682	116
Salazie	3 173	1 894	1 872	1 679	193
Tampon	11 055	7 441	7 340	6 096	1 244
Trois Bassin	1 979	1 647	1 642	1 593	49
Totaux	**176 962**	**112 750**	**111 041**	**98 746**	**12 295**

Dans les communes qui enregistrent une augmentation du nombre des suffrages exprimés, nous constatons une progression du « vote Pompidou ». Ce phénomène s'illustre de manière extraordinaire dans la commune de l'Etang-Salé où le candidat gaulliste bénéficie d'un pourcentage de suffrages en hausse de 155 %.

Dans le sursaut que subit la participation, les caractères et la personnalité des candidats sont des variables qui, associées à l'éclairage de la sociologie politique contribuent forcément à une meilleure

explication. Mais en l'absence de sondages, outils seulement disponibles dans l'Hexagone, nous ne pouvons mesurer l'implication des composantes socio-culturelles sur le comportement de l'électeur réunionnais ou en vérifier l'influence dans l'élection centrale que constitue l'élection présidentielle.

La magistrature suprême est périodiquement l'enjeu, en France, d'une élection au suffrage universel qui oblige la nation à se décider dans une situation bipolaire.

En 1969, Georges Pompidou, est le grand gagnant au nom d'un gaullisme ressoudé face au mouvement centriste et trop composite d'Alain Poher. Les Français restent majoritairement fidèles au vote gaulliste qui profite notamment de l'éviction de la gauche au premier tour.

À la Réunion, l'opposition entre les « départementalistes » et les aspirations « autonomistes » du P.C.R., place l'élection présidentielle sur un terrain éminemment politique où la question du statut de l'île domine. La candidature de Pompidou soutenue par Debré devient synonyme d'attachement à La France. Avec la large victoire de l'ancien Premier ministre, le corps électoral exprime sa volonté de se rassurer sur son avenir.

CHAPITRE 2

1974-1981 : Le temps des ruptures

Yvan Combeau, Nelson Navin, Jonathan Villedieu

Les municipales de 1971 constituent déjà un premier moment de rupture dans l'histoire politique de La Réunion. Elles permettent aux communistes de reconquérir un espace politique municipal et voient émerger une nouvelle génération d'élus à gauche et à droite de l'échiquier politique départemental.

La stratégie d'Union de la gauche, adoptée le 25 juin 1972 par les Radicaux de gauche, le Parti communiste et le Parti socialiste aboutit à la rédaction d'« un programme commun » de gouvernement, qui est au cœur des batailles législatives de 1973. Le chapitre VI de ce document concerne tout particulièrement l'avenir de La Réunion. Dans ce contexte, l'élection présidentielle de mai 1974 confirme l'évolution de 1971. Elle marque le succès de la gauche et l'apparition d'un centre politique. La victoire de Valery Giscard d'Estaing est aussi celle de Pierre Lagourgue, qui l'a soutenu dès le premier tour. Michel Debré (partisan de J. Chaban-Delmas) subit un sérieux revers. La force du courant debréiste s'amenuise.

> « Tout change à partir de l'élection de Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Commence alors une nouvelle période où, à Paris, mon autorité est battue en brèche et où s'affirme mon isolement à la Réunion. Depuis 1974, ma situation a changé. À la Réunion, je ne suis plus l'indiscutable « patron » ; en effet, à Paris, je ne suis pas considéré comme un soutien inconditionnel de Giscard d'Estaing. Une part qui va croissante de la classe politique réunionnaise se demande pourquoi il a fallu faire appel à un métropolitain pour représenter l'île au Palais-Bourbon. Je suis accusé de deux politiques contraires : d'une part, j'aurais fait des Réunionnais des assités, d'autre part, je demeurerais par entêtement le principal obstacle à l'extension aux départements d'outre-mer des lois sociales appliquées en métropole »[1].

1 M. Debré, *Combattre toujours*, 1969-1973, Tome V, A. Michel, p. 237.

En 1981, les résultats de l'élection présidentielle de mai 1981 impriment une seconde rupture. La Réunion ne donne pas la victoire à François Mitterrand, mais la dynamique de la victoire et cet « état de grâce » se manifestent dès les législatives. Le courant socialiste s'implante réellement.

Ce sont ces moments de rupture liés aux deux élections présidentielles (1974, 1981) qui constituent l'axe de ce second chapitre.

1974 :
La gauche unie et victorieuse
La droite entre Debré et Lagourgue

Georges Pompidou, dans la soirée du 2 avril 1974, s'éteint à son domicile parisien du quai de Béthune. L'annonce de son décès de Georges Pompidou est rendue publique dans la presse réunionnaise le 4 avril 1974. *Le Journal de l'île de la Réunion*, en fait sa première page et effectue ce jour-là, un tirage à 22.500 exemplaires.

La France se retrouve de nouveau sans Président. Le Conseil Constitutionnel désigne sans tarder comme Président par intérim, le président du Sénat : Alain Poher. Les deux dates de scrutin sont fixées et annoncées. Le premier tour est programmé le 5 mai 1974. Le délai qui s'écoule entre le décès de Georges Pompidou et le premier tour de scrutin, est exactement de trente trois jours. Les futurs candidats disposent de fort peu de temps pour préparer un plan de campagne. Quant au deuxième tour de scrutin, il se déroule sur la journée du 19 mai 1974. De ce fait, la présidence de la République reste vacante uniquement quarante sept jours.

L'élection présidentielle de 1974 revêt deux enjeux majeurs pour La Réunion. Pendant toute la campagne électorale, la question du statut de La Réunion occupe la majeure partie des débats (comme en 1981). Il s'agit également d'un enjeu politique au sein de la majorité parlementaire des législatives de 1973. Pierre Lagourgue en présidant le comité de soutien pour le candidat Valéry Giscard d'Estaing s'oppose de fait à la personne de Michel Debré, qui soutient Jacques Chaban-Delmas.

I. LES CANDIDATS ET LEUR REPRÉSENTATION LOCALE

À gauche, dès le 4 avril 1974, le Parti Communiste propose un candidat « commun », qui prolongerait le discours du programme commun signé en 1972. À La Réunion, *Témoignages*, réclame cette candidature unique de l'Union de la gauche : « Tout faire pour que la Gauche ait un candidat unique pour battre la droite réactionnaire et colonialiste. »[2]

2 *Témoignages*, du 8 avril 1974.

Le 8 avril 1974, François Mitterrand « accepte » d'être le « candidat commun » de la gauche dès le premier tour de scrutin.

> « Les délégations du Mouvement des Radicaux de Gauche, du parti communiste français et du parti socialiste ont constaté avec une très grande satisfaction, que les instances respectives des trois formations signataires du programme commun de gouvernement, siégeant simultanément se sont prononcées unanimement pour la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle. M. François Mitterrand est donc le candidat commun de la gauche dès le premier tour de scrutin. (...) »[3]

Cette candidature est le fruit de la dynamique de l'union de la gauche. Elle est aussi une assurance d'être en lice lors du deuxième tour de scrutin .[4]

Témoignages, dans sa première page du 11 avril, titre : *« C'est pour la victoire que nous allons nous mettre en route, il se dessine le plus puissant mouvement populaire depuis 1936. »*

À droite, la mort de G. Pompidou suscite trouble et précipitation. Les candidatures se multiplient. Jacques Chaban-Delmas est le premier à poser (trop ?) promptement sa candidature. Il le fait le jour même de l'inhumation du président et pendant le discours d'hommage à Georges Pompidou d'Edgar Faure, président de l'Assemblée Nationale.

> « Ayant été trois ans Premier Ministre sous la haute autorité de Georges Pompidou et dans la ligne tracée par le général de Gaulle, j'ai décidé d'être candidat à la présidence de la République. Je compte sur l'appui des formations politiques de la majorité présidentielle, à commencer par le Comité central de l'U.D.R. (...) »

Cette candidature, jugée précipitée et prématurée, soulève des oppositions. Edgar Faure, le président de l'Assemblée Nationale, apparenté U.D.R. pose sa candidature le 5 avril 1974 en espérant rallier à la majorité les différentes composantes de la droite française. Devant un tel risque d'éclatement du mouvement gaulliste, le Comité central et les groupes de parlementaires de l'U.D.R., décide le 7 avril 1974, de soutenir la candidature de Jacques Chaban-Delmas.

---

3 *Le Monde*, du 10 avril 1974.

4 Deux candidatures trotskistes, Arlette Laguiller pour « Lutte Ouvrière » et Alain Krivine pour le « Front communiste révolutionnaire » sont présents dans cette bataille électorale.

Mais, la principale opposition à cette candidature U.D.R., émane du Ministre de l'économie et des finances, Valéry Giscard d'Estaing, le 8 avril 1974. C'est de sa mairie de Chamalières dans le Puy-de-Dôme, qu'il annonce sa candidature : « (...) La France a besoin d'une majorité élargie (...) je voudrais regarder la France au fond des yeux, lui dire mon message et écouter le sien. (...) »

Le Premier Ministre Pierre Messmer décide alors d'avancer sa candidature. Il le fait dans la journée du 9 avril 1974. Son idée est de réunir toutes les candidatures de la majorité sous son nom. II obtient satisfaction avec Edgar Faure. Mais, ni Jacques Chaban-Delmas ni Valéry Giscard d'Estaing n'acceptent sa proposition. Face à ce désordre, Pierre Messmer, le soir même du 9 avril 1974, décide de s'effacer.

La droite se divise. Dans la journée du 13 avril 1974, un appel est lancé par Jacques Chirac, Ministre de l'Intérieur du gouvernement Messmer. Son message co-signé par trois autres ministres du gouvernement et par trente neufs députés (la déclaration des « quarante trois ») est un manifeste en faveur du candidat Valéry Giscard d'Estaing.

> « La candidature du premier (Jacques Chaban-Delmas), est fragilisée par la défection de 43 parlementaires U.D.R., conduits par Jacques Chirac, qui, en publiant un communiqué déplorant la multiplicité des candidatures au sein de la majorité, prenaient en fait publiquement position en faveur du second (V.G.E.). »[5]

> « Si l'on songe que l'immense majorité des « 43 » appartenait à l'U.D.R., dont Jacques Chaban-Delmas était le candidat, cette suggestion ne pouvait être comprise que comme une manifestation de défiance envers lui. C'était évidemment l'objet de cette démarche. »[6]

Les douze candidats sont :

— **Jacques Chaban-Delmas**. Ancien Premier ministre, député de la Gironde et maire de Bordeaux. Candidat « officiel » de l'U.D.R.
— **Valéry Giscard d'Estaing**. Ministre d'État chargé de l'Éco-nomie et des Finances, maire de Chamalières et leader politique du groupe des Républicains Indépendants.
— **François Mitterrand**. Député de la Nièvre, maire de Château-Chinon. Candidat commun de la gauche.

---

5 Sirinelli, Jean-François, sous la direction de, *La France de 1914 à nos jours,* PUF, Paris, 1997, p. 422.

6 Becker, Jean-Jacques, *Crises et alternance 1974-1995, Tome.19,* Du Seuil, Paris, 1998, p. 20.

— **Jean Royer**. Ministre démissionnaire des Postes et Télécommunications, maire de Tours. Indépendant.
— **Émile Muller**. Député réformateur du Haut-Rhin, maire de Mulhouse.
— **Alain Krivine**. Candidat du Front communiste révolutionnaire.
— **Arlette Laguiller**. Candidate de Lutte ouvrière.
— **Jean-Marie Le Pen**. Candidat du Front National.
— **René Dumont**. Candidat présenté par les mouvements écologistes.
— **Guy Héraud**. Candidat du Parti fédéraliste européen.
— **Jean-Claude Sebag**. Candidat du Mouvement fédéraliste européen.
— **Bertrand Renouvin**. Royaliste. Membre de la Nouvelle Action française.

II. LA DYNAMIQUE DES GAUCHES

À La Réunion, la gauche choisit, dans son intégralité, l'option de l'Union de la gauche lors de l'élection présidentielle de 1974. Si des dissensions persistent entre les trois tendances (le Parti Communiste Réunionnais (P.C.R.), le parti socialiste réunionnais (P.S.R.) et la Fédération Socialiste (P.S.)) qui la compose, la volonté politique qui en ressort est une proclamation en faveur de l'unité pour la victoire de la gauche et le renversement de quinze ans de pouvoir gaulliste. (Il faut aussi que la victoire de la gauche, si elle est acquise à La Réunion le 19 mai 1974, mette fin au « diktat » que lui impose politiquement la droite réunionnaise).

La droite réunionnaise à la veille de l'élection présidentielle de 1974 détient la quasi-totalité des postes et responsabilités politiques. Sa force électorale est considérable et ses moyens de propagande sont décuplés par le soutien du gouvernement et de la préfecture. La vigueur de la droite s'explique en grande partie par la présence de Michel Debré. Il peut compter sur l'adhésion des « nationaux ». Son soutien à la candidature de Jacques Chaban-Delmas illustre sa volonté de pérennité gaulliste dans le pouvoir. Mais, la nouvelle génération d'hommes politiques de cette majorité tente d'imposer un tournant politique. Pierre Lagourgue entend exprimer son désir de changement dans la continuité avec Valéry Giscard d'Estaing. La Majorité prend alors un double visage.

Pierre Lagourgue, mandataire de Valéry Giscard d'Estaing

Pierre Lagourgue devient à 53 ans le mandataire officiel du candidat Républicain Indépendant. Il préside le conseil général de La Réunion depuis 1967 et occupe le poste de conseiller général de Saint-Denis depuis 1964.

La nomination de Pierre Lagourgue comme mandataire de Valéry Giscard d'Estaing s'inscrit à la suite d'un voyage effectué par ce dernier, à Paris, pour rencontrer les deux candidats de la majorité. Ce voyage est diligenté par les conseillers généraux et maires de La Réunion. Ils y envoient deux délégués : Yves Barau et Pierre Lagourgue. Mais très vite Pierre Lagourgue demande une autre entrevue, plus amicale avec le candidat des Républicains Indépendants. C'est au cours de cette discussion que les deux hommes se sont mis d'accord sur cette représentation dans l'île.

> « Monsieur le Président,
> Je tiens, à vous dire le grand intérêt que j'ai pris à notre entretien. (...) Vous m'avez interrogé sur quelques points particuliers. Je vous confirme succinctement ma ligne de réflexion à leur propos. (...) Je serais heureux que vous puissiez faire part de ce message aux Réunionnais. (...) »[7]

> « (...) S'il a accepté d'être le représentant local de Valéry Giscard d'Estaing, c'est surtout parce que ce dernier lui a donné des assurances formelles, verbales et écrites sur un certain nombre de points situé au centre des préoccupations des Réunionnais depuis des années et que le président du conseil général s'est efforcé de faire aboutir à savoir l'intégration totale et la parité globale. (...) »[8]

Le Monde souligne l'importance de cet engagement de Pierre Lagourgue auprès de Valéry Giscard d'Estaing.

> « (...) Dans l'île de La Réunion, ce ne sera pas véritablement l'influence réciproque de MM. Chaban-Delmas et Giscard d'Estaing qu'il faudra déduire (entre autres) de l'examen des résultats du premier tour mais peut-être bien l'état du rapport de force entre MM. Michel Debré et Pierre Lagourgue. »[9]

Chacun mesure bien là un des enjeux majeurs de cette élection présidentielle de 1974 : la marge de manœuvre que Pierre Lagourgue peut gagner avec ce scrutin national face à Michel Debré.

---

7 Cf. lettre publié dans un folio tiré de Croix-Sud et Dieu patrie du 28 avril 1974.
8 *La gazette de l'île de La Réunion* du 3 mai 1974.
9 Le Monde du 26 avril 1974.

Dans une lettre aux Réunionnais, le président du conseil général, Pierre Lagourgue, explique les raisons qui le conduisent à représenter V.G.E. dans le département.

> « (...) L'analyse de la situation présente montre, en effet, l'existence d'un immense courant populaire soucieux de changement, à la recherche d'une nouvelle forme d'expression et constituant la nouvelle majorité. (...) »[10]

La nomination de Pierre Lagourgue comme mandataire du candidat R.I. est le fruit de la stratégie que tente de renverser la tendance au sein de la majorité (« porter un coup à la main mise de Michel Debré et des bureaucrates parisiens de l'U.D.R. ».)

Contrant le candidat de l'U.D.R., Valéry Giscard d'Estaing veut être à l'origine d'une nouvelle majorité de droite.

> « (...) Si le ministre de l'économie et des finances a quelque peu tardé à découvrir sa vocation de bienfaiteur de l'outre-mer, il n'en pas moins joué une bonne carte, semble-t-il avec les promesses faites à M. Lagourgue, d'autant que celui ci est un peu le représentant sur place de ce que pourrait être une solution de troisième voie, rassemblant des éléments modérés de la majorité et ces socialistes départementalistes.) »[11]

Dans les faits, Pierre Lagourgue ne parvient pas à rallier la majorité des édiles locaux et départementaux à la candidature de V.G.E. Il compte essentiellement sur le soutien du sénateur Alfred Isautier (sénateur de La Réunion depuis le 26 avril 1959 et maire de Saint-Pierre depuis 1966).

> « Mon ami, le sénateur maire Alfred Isautier, responsable du Comité pour la région sud, et moi-même invitons tous les Réunionnaises et tous les Réunionnais qui nous font confiance à s'associer à notre action. (...) »[12]

Pierre Lagourgue et Alfred Isautier se retrouvent quelque peu esseulés et confinés dans une faible opposition face à la candidature de Jacques Chaban-Delmas.

---

10 Extrait de la lettre de Pierre Lagourgue aux Réunionnais, tiré d'un folio de *Croix-Sud et Dieu Patrie* du 28 avril 1974.

11 *Le monde* du 26 avril 1974.

12 Extrait de la lettre de Valéry Giscard D'Estaing à Pierre Lagourgue, tiré d'un folio de *Croix-Sud et Dieu Patrie* du 28 avril 1974.

Yves Barau, mandataire de Jacques Chaban-Delmas

Yves Barau, âgé de 46 ans, maire et conseiller général de Sainte-Marie depuis 1967, président de l'association des maires de La Réunion, est le mandataire de Chaband-Delmas. Ce choix s'est opéré sous les yeux et sous les bons soins de Michel Debré !

Après avoir effectué le voyage à Paris en compagnie de Pierre Lagourgue pour étudier quelles sont les principales préoccupations des deux candidats de la majorité quant à l'avenir de La Réunion, Yves Barau rentre à La Réunion avec la volonté de soutenir Jacques Chaban-Delmas.

> « Monsieur le Président,
> Notre entretien du 16 avril en présence de Monsieur Michel Debré qui me l'avait demandé, et des parlementaires de La Réunion, m'est demeuré présent à l'esprit et après avoir réfléchi au mémorandum que vous m'avez remis, je vous précise ma position. (...) Avec vous, si vous le voulez, avec l'exemple du passé, ma conviction et votre soutien, nous y parviendrons. (...) »

La première des priorités pour Yves Barau est de recevoir des assurances de la part de Jacques Chaban-Delmas sur quelques sujets sensibles. Dans une lettre adressée à Yves Barau, le candidat gaulliste réaffirme sa position de « départementaliste ».

« (...) Pour moi, le statut départemental, c'est la loi. C'est ma conviction. Je l'affirme et je l'affirmerai en toute occasion. (...) »[13]

Yves Barau s'appuie sur ce même communiqué chabaniste, pour exposer les différents points du programme politique du candidat de la majorité en ce qui concerne La Réunion.

> « (...) Sachez d'abord, que candidat au suffrage du pays tout entier, je suis et je veux être Pour la Réunion, si je suis porté à la charge suprême, le successeur du Général de Gaulle et du président Georges Pompidou pour poursuivre et approfondir leur œuvre. (...) Il en découle qu'en ce qui concerne l'application des lois de la République dans votre département, et en particulier des lois sociales, je ferai respecter notre règle constitutionnelle qui prévoit l'applicabilité de plein droit (...) de les adapter à votre situation. (...) C'est dans cet esprit que j'examinerai le cas particulier de la législation sociale non encore applicable à la Réunion. J'ai été un des premiers partisans d'ériger la Réunion en Région dans le cadre de la loi de 1972. Cette assimilation des institutions est votre garantie fondamentale contre les ferments qui

13 Extrait du communiqué de Jacques Chaban-Delmas tiré d'un folio de *Croix-Sud et Dieu Patrie* du 28 avril 1974.

> peuvent naître de votre éloignement géographique, mais je sais que celui-ci est cependant ressenti économiquement. Des atténuations de coût doivent être recherchées (...). Dans ce cadre, vos problèmes économiques et sociaux, (...), ont espoir de solution. (...) »[14]

Au retour du voyage effectué « afin d'aider les différents membres de cette assemblée dans leur choix entre les deux candidats de la majorité à Paris », le journal *Croix-Sud et Dieu Patrie* commente la séance tenue au Conseil général qui fait le bilan des entretiens.

> « (...) Les conseillers généraux de la majorité réunis au palais Rontaunay, écoutent les comptes rendus des deux missionnaires devenus respectivement, délégué de Chaban et de Giscard, entre temps ! Deux élus parmi les présents se prononcent en faveur de Giscard, vingt et un se prononcent pour Chaban-Delmas. (...) »[15]

Les conseillers généraux (vingt et un sur trente six) et les maires de La Réunion (dont Yves Barau est le président de l'association), soutiennent dans leur grande majorité Chaban-Delmas. Yves Barau est aidé dans sa tâche par Marcel Cerneau, député de la troisième circonscription. Il note dans un article du *Journal de l'île de la Réunion :*

> « (...) Jacques Chaban Delmas est pour moi l'homme vers lequel doivent se porter nos suffrages. Son image sociale est bonne chez les électrices et chez les électeurs venant des catégories de conditions modestes ou défavorisées. (...) »[16]

Mais, le plus fort soutien que Jacques Chaban-Delmas puisse espérer à La Réunion, c'est l'implication dans sa campagne électorale de Michel Debré. L'ancien Premier ministre attaque «les socialo-communistes » en agitant le spectre de l'autonomie et critique le candidat Valéry Giscard d'Estaing sur sa politique économique dans les départements d'Outre-mer. Dans le magazine politique, *Le combat national*, dont il est le fondateur et le rédacteur en chef, Michel Debré soupèse les deux camps de la majorité.

> « (...) Chaban-Delmas est appuyé par les députés, Michel Debré, Marcel Cerneau et Jean Fontaine ; par le sénateur Georges Repiquet et par l'association des maires de La Réunion. C'est énorme quand on sait l'influence des magistrats municipaux dans un scrutin. (...) »[17]

---

14 Extrait du communiqué de Jacques Chaban-Delmas tiré d'un folio de *Croix-Sud et Dieu Patrie* du 28 avril 1974.

15 *Croix-Sud et Dieu Patrie* du 28 avril 1974.

16 *Le Journal de l'île de la Réunion*, du 2 mai 1974.

17 *Le combat national*, du 1er mai 1974.

Joseph Mondon, mandataire de François Mitterrand

La désignation d'un mandataire pour le candidat de la gauche à La Réunion ne s'avère pas une tâche facile si l'on prend en compte les dissensions et les querelles locales qui existent entre les diffé-rentes composantes. La toile de fond des désaccords entre ces mouvements demeure la problématique de l'autonomie. La Fédération socialiste est la seule tendance à s'opposer à ce projet défendu par le P.C.R et le P.S.R.

> « Par télégramme à M. Joseph Mondon, notifié à la préfecture de la Réunion, M. François Mitterrand l'a désigné pour être son mandataire à la Réunion. (...) Toutes les personnes désireuses de s'associer à la campagne de M. François Mitterrand sont invitées à s'adresser à M. Joseph Mondon. (...)
> St-Denis, le 22 avril 1974. Joseph Mondon. »[18]

De l'homme politique âgé de 43 ans, on retient sa candidature aux élections cantonales des Avirons en 1967 et son adhésion au P.S.R. en 1972.

La question de l'autodétermination étant avancée par le programme commun de gouvernement de la gauche (chapitre six), la droite réunionnaise tente de diviser le camp socialiste.

> « (...) Aujourd'hui nous nous apercevons que nos candides départementalistes du parti socialiste ont été roulés car au lieu de choisir comme délégué Madame Hélène Vergniet (comme tous attendaient), Monsieur Mitterrand vient de désigner pour le représenter à la Réunion, Monsieur Joseph Mondon ! Un autonomiste du groupe P.S.R. de Wilfrid Bertil et compagnie ! (...) »[19]

Le P.S.R. réaffirme, trois jours avant le décès de Georges Pompidou, sa volonté de voir La Réunion « être une collectivité territoriale nouvelle de la République Française s'exprimant dans le cadre d'une autonomie et animée d'un pouvoir local ».[20]

Dans un communiqué destiné aux Réunionnais, François Mitterrand exprime très clairement sa position sur l'avenir des D.O.M. :

> « (...) Quant au statut de ces derniers, il est évident qu'il ne pourra pas être remis en question ou modifié par une décision unilatérale du nouveau gouvernement, ni même comme on a pu le laisser croire, par une

18 *Témoignages* du 23 avril 1974.
19 *La gazette de l'île de la Réunion* du 26 avril 1974.
20 *Témoignages* du 3 avril 1974.

> consultation qui porterait sur l'ensemble du corps électoral français, métropole et Outre Mer confondus. Les habitants d'Outre Mer sont seuls qualifiés pour se prononcer sur leur avenir. (...) »[21]

François Mitterrand rassure ainsi les socialistes départementalistes, qui veulent limiter la portée de cette élection présidentielle de 1974 comme une opportunité pour la gauche de renverser la majorité en place. Joseph Mondon s'appuie sur les discours et les messages que François Mitterrand lance à la population réunionnaise. L'idée principale de l'union de la gauche est la remise en question de l'autorité de la droite dans la politique départementale.

> « (...) Aujourd'hui force est de constater, qu'après quinze ans d'exercice d'un pouvoir sans partage, il n'existe ni politique de l'emploi (le chômage est dans les DOM dix fois plus élevé qu'en métropole), ni véritable égalité sur le plan des avantages sociaux, ni décentralisation, ni infrastructure économique solide. Le gouvernement a laissé se dégrader l'agriculture, principale source de richesse locale, sans implanter une véritable activité industrielle de remplacement. (...) »[22]

Afin de mieux faire passer ce message, les gauches réunionnaises s'appuient sur un « Comité de liaison pour la victoire du candidat unique de la gauche », où se retrouvent les signatures du P.C.R., du P.S.R. et celle de la Fédération socialiste ; de la Confédération Générale du Travail de la Réunion (C.G.T.R.), de l'Union des Femmes de la Réunion (U.F.R.) et du Front de la Jeunesse Autonomiste de la Réunion (F.J.A.R.).

Joseph Mondon s'entoure aussi d'une organe décisionnelle avec Paul Vergès (P.C.R.), Wilfrid Bertile (P.S.R.) et Albert Ramassamy (Fédération socialiste). Participent aussi à la campagne Bruny Payet (C.G.T.R. et rédacteur en chef de *Témoignages*) et Élie Hoareau (F.J.A.R.). Le mot d'ordre de l'union de la gauche est le ciment du rassemblement à gauche. Paul Vergès l'exprime clairement lors du grand meeting du 27 avril 1974 à Saint-Louis.

> « (...) La présence et l'engagement de tous les représentants de la gauche à la Réunion, la présence à cette tribune de l'envoyé spécial de François Mitterrand, de son fils et de ses amis, de l'envoyé du Parti Communiste Français, constitue l'image vivante, de cette union et de cette solidarité. (...) »[23]

---

21 Extrait d'un communiqué de François Mitterrand aux Réunionnais tiré de *Témoignages* du 30 avril 1974.

22 Extrait d'un communiqué de François Mitterrand aux Réunionnais tiré de *Témoignages* du 30 avril 1974.

23 *Témoignages* du 3 mai 1974.

III. 1956-1974 : DES LÉGISLATIVES À LA PRÉSIDENTIELLE

Pour ce premier tour, les résultats recoupent les données des instituts de sondage[24]. Il en sera bien différemment en 1981, et plus encore en 1995.
Avec un fort taux de participation, (seulement 15,77% d'abstentions), François Mitterrand enlève 43,25% des suffrages exprimés (11 044 373 bulletins). Il est suivi par Valéry Giscard d'Estaing avec 8 326 774 voix, soit 32,6% des électeurs en sa faveur. Quant à Jacques Chaban-Delmas, ce premier tour de scrutin est pour lui une défaite cinglante avec seulement 15,11% c'est à dire 3 857 728 électeurs. C'est un ordre d'arrivée qui est en corrélation avec les résultats globaux des départements d'Outre-mer.
La défaite de Jacques Chaban-Delmas marque une évidente rupture dans cet « après-gaullisme » commencé en 1969. Après seize années de pouvoir, la formation gaulliste s'incline devant cette troisième force issue de la majorité. Les Républicains Indépendants s'impose avec Valéry Giscard d'Estaing :

> « (...) Libre de choisir entre la composante gaulliste et la composante centriste-modérée, l'électorat de la majorité se prononce sans ambages en faveur de la seconde, faisant brutalement régresser l'U.D.R. de la position d'un parti dominant à celle d'une tendance minoritaire au sein de l'ensemble modéré (...) »[25]

Le second tour s'annonce serré. Les deux candidats comptent sur les reports de voix pour asseoir une légère avance.

À La Réunion, Les trois principaux candidats obtiennent 94,81% des suffrages exprimés ne laissant que 5,19% des voix aux neuf autres candidats. L'île présente d'autres caractéristiques originales dans les résultats de ce premier tour. C'est d'abord le fort taux d'abstention qui frappe, il est de 34,99%, soit un total de 63 465 électeurs réunionnais ! On note également un nombre 1 363 bulletins considérés comme blancs ou nuls. Cette faible participation trouve ses origines dans les mœurs électorales des Réunionnais, qui depuis plusieurs années expriment le même phénomène d'abstention. Désintérêt pour la vie politique, lassitude après des années de fraude et de violences électorales ou craintes de représailles indirectes, sont autant de raisons et de causes qui peuvent expliquer ce fait.

---

24 Comme nous l'indiquons en introduction, l'étude entre les données des instituts de sondages et les résultats du premier tour ne conduisent pas toujours à cette observation, voir le scrutin présidentiel de 1995.

25 Alain Lancelot, *La relève et le sursis*, projet, septembre 1974, p. 941.

L'Union de la gauche avec plus de voix que les deux candidats de la majorité réunis (avec 47,03% des suffrages pour ces deux candidats contre 47,78% pour François Mitterrand) renoue avec les succès politiques de 1956. Le score considérable qu'obtient François Mitterrand avec 47,78 % des suffrages exprimés (55 674 voix) le situe largement devant Jacques Chaban-Delmas. Contrairement à la situation nationale, le candidat gaulliste obtient 29,32% soit 34 170 électeurs et maintient son avance sur V.G.E, qui en troisième position recueille 17,71% des suffrages soit 20 634 voix.

Inscrits	181 340
Votants	117 875
Suffrages exprimés	116 512

Candidats	Nombre de voix obtenues
F. Mitterrand	55 674
J. Chaban-Delmas	34 170
V. Giscard d'Estaing	20 634
J. Royer	686
A. Laguiller	971
R. Dumont	761
J.-M. Le Pen	512
E. Muller	492
A. Krivine	392
B. Renouvin	429
J.-C. Sebag	1409
G. Heraud	382

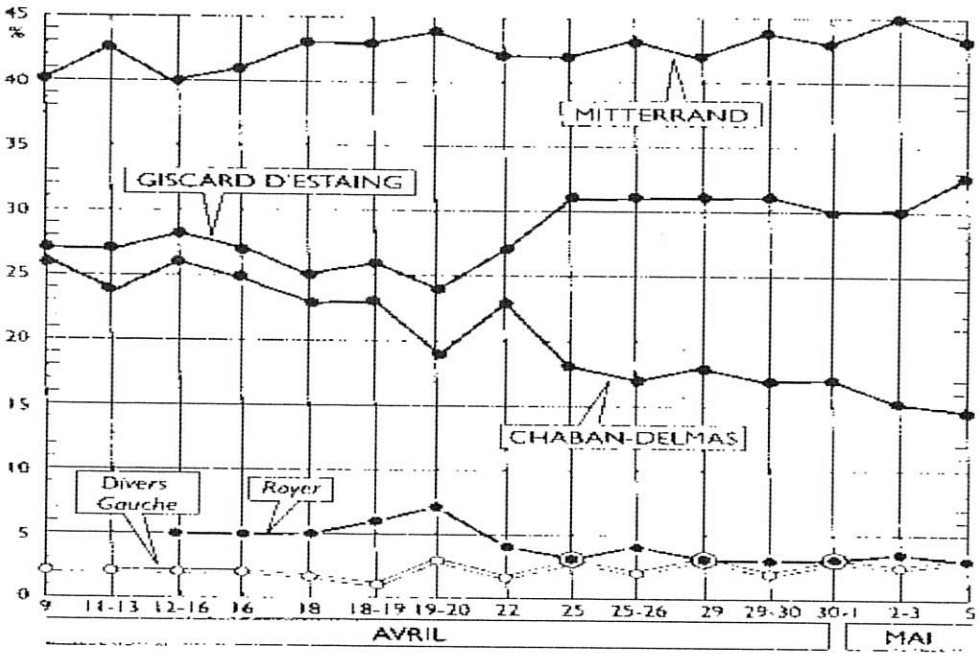
Candidats	Nombre de voix obtenues en %
F. Mitterrand	47,78
J. Chaban-Delmas	29,32
V. Giscard d'Estaing	17,71
J. Royer	0,59
A. Laguiller	0,83
R. Dumont	0,65
J.-M. Le Pen	0,44
E. Muller	0,42
A. Krivine	0,33
B. Renouvin	0,37
J.-C. Sebag	1,21
G. Heraud	0,32

Pour affiner la lecture des résultats de ce premier scrutin, nous joignons les résultats pour l'ensemble des DOM-TOM.

Inscrits	511 465
Votants	244 076
Suffrages exprimés	267 389
Majorité absolue	259 965

Candidats	Nombre de voix obtenues en %
F. Mitterrand	43,35
V. Giscard d'Estaing	32,94
J. Chaban-Delmas	14,55
J. Royer	3,23
A. Laguiller	2,36
R. Dumont	1,34
J.-M. Le Pen	0,76
E. Muller	0,70
A. Krivine	0,37
B. Renouvin	0,17
J.-C. Sebag	0,16
G. Heraud	0,07

Sondages et résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 1974



Nous reproduisons ci-dessus les résultats des différents sondages réalisés par la SOFRES (9, 12-16, 22, 29-30 avril), l'IFOP (9, 16, 18, 22, 25, 29 avril ; 2-3 mai) et Publimétrie (11-13, 19-20, 25-26 avril, 30 avril-1er mai) ainsi que le résultat réel du scrutin du 5 mai 1974.

Source : *Le Monde, Dossiers et Documents, L'Élection présidentielle de mai 1974*, p. 101-103.

L'étude au cas par cas des résultats des communes de La Réunion permettent de constater que le candidat de la gauche arrive en tête dans dix-sept communes contre six pour le candidat U.D.R. et seulement une pour le candidat Républicain Indépendant.

Les dix sept communes dans lesquelles François Mitterrand arrive en tête.

La Possession :

F. Mitterrand l'emporte avec 1 780 voix devant J. Chaban-Delmas 448 voix et devant V. Giscard d'Estaing 259 voix.

Le Port :

F. Mitterrand l'emporte avec 3 891 voix devant J. Chaban-Delmas 1 129 voix et V. Giscard d'Estaing 592 voix.

Saint-Paul :

F. Mitterrand l'emporte avec 6 603 voix devant J. Chaban-Delmas 1 717 voix et V. Giscard d'Estaing 1 381 voix.

Étang-Salé :

F. Mitterrand l'emporte avec 866 voix devant J. Chaban-Delmas 510 voix et V. Giscard d'Estaing 506 voix.

Saint-Leu :

F. Mitterrand l'emporte avec 2 668 voix devant J. Chaban-Delmas 1 425 voix et V. Giscard d'Estaing 948 voix.

Les Avirons :
F. Mitterrand l'emporte avec 819 voix devant J. Chaban-Delmas 644 voix et V. Giscard d'Estaing 353 voix.

Saint-Louis :
F. Mitterrand l'emporte avec 3 899 voix devant J. Chaban-Delmas 1 655 voix et V. Giscard d'Estaing 1 418 voix.

Le Tampon :
F. Mitterrand l'emporte avec 3 962 voix devant J. Chaban-Delmas 3 146 voix et V. Giscard d'Estaing 1 450 voix.

Petite-Île :
F. Mitterrand l'emporte avec 1 385 voix devant J. Chaban-Delmas 1 206 voix et V. Giscard d'Estaing 390 voix.

Plaine des palmistes :
F. Mitterrand l'emporte avec 323 voix devant J. Chaban-Delmas 253 voix et V. Giscard d'Estaing 171 voix.

Bras-Panon :
F. Mitterrand l'emporte avec 767 voix devant J. Chaban-Delmas 368 voix et V. Giscard d'Estaing 111 voix.

Saint-André :
F. Mitterrand l'emporte avec 2 614 voix devant J. Chaban-Delmas 1 639 voix et V. Giscard d'Estaing 432 voix.

Saint-Pierre :
F. Mitterrand l'emporte avec 6 217 voix devant J. Chaban-Delmas 2 174 voix et V. Giscard d'Estaing 3 022 voix.

Saint-Philippe :
F. Mitterrand l'emporte avec 686 voix devant J. Chaban-Delmas 230 voix et V. Giscard d'Estaing 240 voix.

Sainte-Rose :
F. Mitterrand l'emporte avec 925 voix devant J. Chaban-Delmas 239 voix et V. Giscard d'Estaing 195 voix.

Saint-Benoît :
F. Mitterrand l'emporte avec 2 858 voix devant J. Chaban-Delmas 1 680 voix et V. Giscard d'Estaing 738 voix.

Sainte-Suzanne :
F. Mitterrand l'emporte avec 1 265 voix devant J. Chaban-Delmas 732 voix et V. Giscard d'Estaing 308 voix.

Les six communes dans lesquelles Jacques Chaban-Delmas arrive en tête.

Saint-Denis :
J. Chaban-Delmas l'emporte avec 6 865 voix devant F. Mitterrand 6 790 voix et V. Giscard d'Estaing 5 415 voix.

Trois-Bassins :
J. Chaban-Delmas l'emporte avec 825 voix devant F. Mitterrand 328 voix et V. Giscard d'Estaing 194 voix.

Entre-Deux :
J. Chaban-Delmas l'emporte avec 766 voix devant F. Mitterrand 617 voix et V. Giscard d'Estaing 119 voix.

Saint-Joseph :
J. Chaban-Delmas l'emporte avec 3 027 voix devant F. Mitterrand 1 763 voix et V. Giscard d'Estaing 1 022 voix.

Salazie :

J. Chaban-Delmas l'emporte avec 1 001 voix devant F. Mitterrand 644 voix et V. Giscard d'Estaing 286 voix.

Sainte-Marie :

J. Chaban-Delmas l'emporte avec 1 467 voix devant F. Mitterrand 1 348 voix et V. Giscard d'Estaing 327 voix.

La seule commune dans laquelle Valéry Giscard d'Estaing arrive en tête.

Cilaos :

V. Giscard d'Estaing l'emporte avec 634 voix devant J. Chaban-Delmas 465 voix et F. Mitterrand 333 voix.

La victoire de François Mitterrand apparaît dans l'île comme un bouleversement. Le comité de soutien du candidat François Mitterrand se félicite de ces résultats qui dénotent une réelle volonté de changement. François Mitterrand exprime dans un message le sens qu'il donne à cette avance considérable sur le plan local :

> « (...) Merci de m'avoir apporté, dès le premier tour plus de 55 000 voix. Cette première victoire est votre victoire (...) Le 19 mai, vous voterez plus massivement encore pour le candidat de la gauche. Vous voterez pour transformer notre combat en victoire finale. »[26]

Le journal *Témoignages* explique ce que représente pour La Réunion cette victoire de la gauche.

« (...) C'est la première fois depuis 1956 et depuis la prise de pouvoir par l'UDR en 1958, que la gauche à la Réunion totalise, dans les urnes, plus de voix que la droite. (...) » [27]

Dans le camp de la majorité locale, l'heure est aux vives inquiétudes quant à l'avenir de La Réunion et à l'interprétation du vote du corps électoral.

> « (...) L'opinion publique métropolitaine, à plus de 13 000 kilomètres, pourrait sans connaître les vraies données du problème, se poser la question suivante : sur 117 872 votants, plus de 55 000 Réunionnais et Réunionnaises seraient donc favorables aux thèses autonomistes prônées par le P.C.R. (...) Sur les 55 659 voix obtenues par François Mitterrand, il faut compter au moins 50 000 mécontents (...) »[28]

La défaite de Jacques Chaban-Delmas entraîne le ralliement de la majorité U.D.R. locale au comité de soutien de Pierre Lagourgue pour la victoire de Valéry Giscard d'Estaing. C'est donc une victoire au goût amer

26 *Témoignages* du 10 mai 1974.
27 *Témoignages* du 8 mai 1974.
28 *La gazette de l'île de la Réunion* du 10 mai 1974.

pour Michel Debré, car hier, adversaire sans retenue du candidat Valéry Giscard d'Estaing, il se doit pour le deuxième tour de soutenir sa candidature afin d'éviter que cela ne profite à l'opposition. Inversement, Pierre Lagourgue est propulsé au poste de représentant de la majorité face au candidat de la gauche.

Dans un communiqué Michel Debré exprime sa réaction face aux résultats de ce scrutin du 5 mai et donne ses consignes de vote pour le deuxième tour :

> « Les électrices et les électeurs nationaux du département de la Réunion ont largement donné leur préférence à Jacques Chaban-Delmas. Ils ont ainsi marqué leur fidélité au Gaullisme et leur reconnaissance pour l'œuvre considérable réalisée par la Ve République. Je les en remercie de tout cœur. Les résultats des départements de la métropole ne permettent pas à Jacques Chaban-Delmas de continuer le combat au deuxième tour. D'autre part, la déplorable alliance des socialistes avec les séparatistes exige une réplique de tous les nationaux, par une volonté d'union et un effort de combat commun. Le succès de Mitterrand ouvrirait une ère angoissante d'incertitudes et remettrait en cause les résultats obtenus aussi bien que les promesses d'avenir. Dans ces conditions, les Réunionnaises et Réunionnais doivent marquer leur résolution en votant pour Giscard d'Estaing. Je le demande et le recommande formellement. »[29]

Inversement, les partisans de Valéry Giscard d'Estaing fixent les nouvelles données de la conjoncture politique réunionnaise.

> « (...) La défaite écrasante de Jacques Chaban-Delmas met fin sans discussion possible à 15 ans de règne sans partage du Gaullisme qui avait mis, on se le rappellera souvent la France en coupe réglée. (...) »[30]

Les consignes de vote des soutiens de Jacques Chaban-Delmas se reportent sur la candidature de « la nouvelle majorité dans l'ancienne majorité » présidentielle. Il en est ainsi pour l'ensemble des trois députés (Michel Debré, Jean Fontaine et Marcel Cerneau) et le sénateur Georges Repiquet et l'association des maires de La Réunion.

Le député Marcel Cerneau se fait le porte-parole de cette majorité dans *le combat national* dans lequel il demande aux sympathisants de la majorité de soutenir Valéry Giscard d'Estaing :

> « La nation a tranché le 5 mai. L'heure n'est pas à l'examen critique des résultats. Valéry Giscard d'Estaing est depuis dimanche soir le candidat unique de toutes les Réunionnaises, de tous les Réunionnais qui refusent l'aventure. Il doit être assuré de notre soutient total et de l'apport de toutes

29 *Le Démocrate Réunionnais* du mois de mai 1974.
30 *Le cri du peuple* du 9 mai 1974.

> les voix qui se sont portées sur Jacques Chaban-Delmas au premier tour et celles qui, quoique hostiles au candidat socialo-communiste, ne se sont pas encore exprimées dans le scrutin. (...) »[31]

Cette fusion des deux courants de la majorité prend acte le 6 mai 1974, lors d'un meeting improvisé dès le lendemain du premier tour. Les parlementaires réunionnais sont présents (sauf Michel Debré qui est rentré à Paris) et soutiennent tous Valéry Giscard d'Estaing. C'est également le cas pour dix-huit communes (sur vingt quatre) qui par le biais de leur maire ou de leurs conseillers municipaux apportent leur voix au candidat de la majorité. On retient les appels d'Yves Barau, maire de Sainte-Marie et celui d'Auguste Legros, maire de Saint-Denis.

Ces ralliements ne sont pas sans déplaire aux partisans de Valéry Giscard d'Estaing et de Pierre Lagourgue, qui ne manquent pas de souligner l'importance de ce premier tour de scrutin. Par le biais de leurs journaux, ils mettent en avant leur interprétation de ces résultats et de ces alliances qui font que, *« la quasi-unanimité contre Giscard s'est muée en unanimité pour Giscard »* :

> « (...) Bien que n'étant pas rancunier, Lagourgue n'oubliera jamais qu'entre un fils du pays comme lui et Debré, tous les maires et conseillers généraux ont préféré Debré. Maintenant que ces gens, viennent à nous, mais qu'ils observent la plus grande discrétion. »[32]

C'est un renversement politique que connaît l'île de La Réunion au lendemain de ce premier tour de l'élection présidentielle. La réalité des résultats nationaux associée à l'ambiguïté de ceux du département, génère dans l'échiquier politique local, une nouvelle donne qui se confirme le 19 mai.

Mis à part la course au ralliement et les consignes de vote pour les candidats, deux faits marquent cet entre deux tours et qui, sans être quantifiables dans les résultats, peuvent exercer une influence dans le choix des électeurs. Il s'agit à l'échelle nationale du grand débat télévisé organisé sur les plateaux de l'O.R.T.F., entre les deux candidats en lice pour le deuxième tour de scrutin. C'est une première dans une élection présidentielle en France, qui attire 25 millions de téléspectateurs en cette soirée du 10 mai 1974.

La bataille décisive que se livrent les candidats François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing pour le second tour de cette élection présidentielle est

---

31 *Le combat national* du 8 mai 1974.
32 *Le cri du peuple* du 9 mai 1974.

sujet à de multiples exactions. Un acte de violence politique doit être mentionné, il s'agit de l'attentat dont a été victime Paul Vergès dans la nuit du 10 au 11 mai 1974. De retour d'un meeting politique dans le sud, Paul Vergès et Christophe Mitterrand se dirigent vers l'ouest du département, dans des voitures distinctes mais qui se suivent. Au niveau de la Grande Ravine (Trois-Bassins), la voiture de Paul Vergès reçoit des impacts de carabine.

> « Battus le 5 mai, affolés devant le verdict prévisible du 19 mai voilà où ils en sont : Ils tirent sur les voitures de Paul Vergès et de Christophe Mitterrand. (...) »[33]

> « (...) La droite se sent perdue et prend peur. À partir de ce moment là, les ultras perdent la tête et sont prêts à toutes les bêtises. La volonté de créer des incidents devient manifeste pour tenter de fausser le scrutin du 19 mai. (...) »[34]

> « (...) En ma qualité de mandataire départemental de M. François Mitterrand, j'élève une vive protestation contre de tels faits. J'attire l'attention des pouvoirs publics sur la gravité de pareils agissements. (...) Il ne faut pas se dissimuler que le but et le fond de cet attentat est de fausser le scrutin du 19 mai en revenant aux méthodes scandaleuses du passé. »[35]

19 mai : Mitterrand vainqueur...

Le dimanche 19 mai au soir, dès l'annonce des résultats pour le département, c'est l'explosion de joie chez les partisans de François Mitterrand. La gauche réunionnaise remporte là, sa première consultation électorale depuis 1956. À droite, c'est la consternation dans la satisfaction. En effet, perdante sur le plan local, elle n'en demeure pas moins gagnante à l'échelle nationale.

Cette victoire de François Mitterrand est la première de la gauche depuis 1956 (élections législatives avec le succès de Paul Vergès et Raymond Mondon)[36]. Paul Vergès en tant que leader de la gauche dans l'île se félicite de cette avancée et souligne l'importance des résultats de ce scrutin dans une conversation téléphonique avec le journal métropolitain *l'Humanité* ; communication retranscrite dans le journal *Témoignages* :

---

33 *Témoignages* du 13 mai 1974.
34 *Témoignages* du 14 mai 1974.
35 Idem.
36 Sur ces législatives de 1956, voir Y. Combeau, *op.cit.*

> « (...) C'est la première fois depuis 1956 que la majorité réelle de gauche dans l'opinion peut se traduire électoralement (...) C'est une victoire politique de grande portée pour notre pays. Elle pose d'une façon éclatante le problème réunionnais. Elle a été acquise par la mobilisation des travailleurs, des planteurs, des jeunes et de l'ensemble des démocrates, (...) pour affirmer la volonté d'un changement fondamental à la Réunion. (...) »[37]

> « (...) Mais quelque soit le résultat global ce qui est acquis restera acquis pour les Réunionnais. C'est en effet, (...) seize ans d'humiliation qui viennent d'être balayés. (...) »[38]

> « (...) Sur ce plan la majorité des Réunionnais a montré nettement qu 'elle votait pour l'autodétermination. »[39]

> « (...) Il est évident qu'à travers cette élection présidentielle et en portant la gauche à la place où elle se trouve, les Réunionnais comme les Antillais ont posé leur problème spécifique, celui d'un pays soumis à un statut colonial. Celui-ci vient de craquer. Le peuple de l'ancienne île de Bourbon vient de faire savoir sans équivoque qu'une page vient de se tourner. »[40]

La droite réunionnaise connaît en ce 19 mai 1974, un affront considérable à la vue de ces résultats dans le département. En effet, depuis 1956, la droite réunionnaise est toujours restée majoritaire lors des consultations électorales qu'elles soient législatives, sénatoriales, cantonales ou municipales. Les réactions après ce deuxième tour de scrutin reflètent cette expectative dans le camp de la majorité. C'est ainsi que *le journal de l'île de la Réunion* titre en ce matin du 20 mai 1974, avec : « La France a choisi hier Valéry Giscard d'Estaing. Mais la Réunion a écouté le chant des sirènes socialo-communistes. »[41]

La gazette de l'île de la Réunion explique cependant :

> « Nous ne considérons pas cette majorité de Mitterrand à la Réunion comme une victoire des communistes. Elle est l'expression d'un mécontentement général dont les responsables locaux auraient tort de minimiser l'importance sous couvert d'anticommunisme (...) Il ne s'agit nullement d'un changement de statut mais d'un changement de politique économique et sociale, dans le sens d'un meilleur équilibre entre les différentes catégories sociales du Département. C'est cela que nous devons retenir de ce scrutin du 19 mai qui restera inscrit à l'encre rouge dans les annales politiques de l'île de la Réunion. »[42]

---

37 *Témoignages* du 21 mai 1974.
38 *L'Humanité* du 20 mai 1974 cité dans *Témoignages* du 29 mai 1974.
39 *Témoignages* du 22 mai 1974.
40 *L'Humanité* du 20 mai 1974 cité dans *Témoignages* du 29 mai 1974.
41 *Le journal de l'île de la Réunion* du 20 mai 1974.
42 *La gazette de l'île de la Réunion* du 24 mai 1974.

Tableau : Résultats nationaux (19 mai 1974)

Inscrits	30 600 775
Votants	26 724 595
Suffrages exprimés	26 367 807
Majorité absolue	13 183 904

Candidats	**Nombre de voix obtenues**
Valéry Giscard d'Estaing	13 396 203
François Mitterrand	12 971 604

Candidats	**Nombre de voix obtenues en %**
Valéry Giscard d'Estaing	50,81
François Mitterrand	49,19

Les résultats à La Réunion (19 mai 1974)

Inscrits	181 340
Votants	136 364
Suffrages exprimés	134 328

Candidats	**Nombre de voix obtenues**
François Mitterrand	67 643
Valéry Giscard d'Estaing	66 685

Candidats	**Nombre de voix obtenues en %**
François Mitterrand	50,36
Valéry Giscard d'Estaing	49,64

Les douze communes dans lesquelles François Mitterrand arrive en tête

La possession :

François Mitterrand l'emporte avec 2 029 voix contre 843 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Le Port :

François Mitterrand l'emporte avec 4 597 voix contre 1 958 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Saint-Paul :

François Mitterrand l'emporte avec 8 550 voix contre 6 701 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Saint-Leu :

François Mitterrand l'emporte avec 3 253 voix contre 2 972 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Saint-Louis :

François Mitterrand l'emporte avec 6 703 voix contre 3 831 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Saint-Pierre :

François Mitterrand l'emporte avec 7 312 voix contre 5 983 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Saint-André :

François Mitterrand l'emporte avec 3 814 voix contre 2 952 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Saint-Philippe :

François Mitterrand l'emporte avec 748 voix contre 578 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Sainte-Rose :

François Mitterrand l'emporte avec 1 010 voix contre 529 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Saint-Benoît :

François Mitterrand l'emporte avec 3 505 voix contre 2 909 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Bras-Panon :

François Mitterrand l'emporte avec 957 voix contre 800 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Sainte-Suzanne :

François Mitterrand l'emporte avec 1 732 voix contre 1 206 voix pour son adversaire Valéry Giscard d'Estaing.

Les douze communes dans lesquelles Valéry Giscard d'Estaing arrive en tête

Saint-Denis :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 13 171 voix contre 9 356 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Trois-Bassins :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 1 322 voix contre 418 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Étang-Salé :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 1 401 voix contre 1 029 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Les Avirons :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 1 131 voix contre 928 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Entre-Deux :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 971 voix contre 674 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Cilaos :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 1 484 voix contre 541 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Le Tampon :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 5 565 voix contre 4 613 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Petite-Île :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 1 742 voix contre 1 494 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Plaine des Palmistes :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 559 voix contre 363 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Saint-Joseph :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 5 063 voix contre 2 056 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Salazie :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 1 479 voix contre 918 voix pour son adversaire François Mitterrand.

Sainte-Marie :

Valéry Giscard d'Estaing l'emporte avec 1 959 voix contre 1 739 voix pour son adversaire François Mitterrand.

La victoire à l'échelle nationale du candidat républicain confère à son mandataire le poste de garant de la nouvelle majorité présidentielle dans le département.

Ainsi, comme le fait remarquer le journal *le Régional* en citant Paul Bénard (maire de Saint-Paul), un tournant est amorcé dans l'ancienne majorité :

> « (...) La prise de position d'une partie des responsables politiques de la Réunion pour Giscard, dès avant le premier tour, la victoire de ce dernier ont fait que pratiquement le pays a changé de chef politique (...) Lagourgue, à cause de la position qu'il a prise et de la victoire de Giscard est devenu le chef politique de ce département (...) »[43]

Pierre Lagourgue est ainsi placé devant Michel Debré. Le député de la première circonscription se sent désavoué et entame une période qu'il supporte difficilement, comme il le confie dans un de ses ouvrages postérieurs aux événements :

43 *Le Régional* du 25 mai 1974.

> « (...) Tout change à partir de l'élection de Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Commence alors une nouvelle période où, à Paris, mon autorité est battue en brèche et où s'affirme mon isolement à La Réunion[44] (...) Depuis 1974, ma situation a changé. À La Réunion, je ne suis plus le « patron » ; en effet, à Paris, je ne suis pas considéré comme un soutien inconditionnel de Giscard d'Estaing. Une part qui va croissante de la classe politique réunionnaise se demande pourquoi il a fallu faire appel à un métropolitain pour représenter l'île au Palais-Bourbon. Je suis accusé de deux politiques contraires : d'une part, j'aurais fait des Réunionnais des assistés, d'autre part, je demeurais par entêtement le principal obstacle à l'extension aux départements d'outre-mer des lois sociales appliquées en métropole[45]. (...) »

La tâche à venir de Pierre Lagourgue s'annonce d'emblée difficile car il est à la tête d'une « nouvelle majorité » à l'échelle nationale, mais qui dans sa composante et dans sa forme est loin d'être celle de La Réunion.

De cette élection présidentielle à La Réunion, deux thématiques émergent : le débat entre autonomistes et départementalistes et les évolutions internes à la droite réunionnaise. Elles ont dominé la campagne électorale d'avril-mai 1974 et seront omniprésentes dans la vie politique départementale jusqu'à l'élection présidentielle de 1981.

---

44 Debré, Michel, *Combattre toujours*, 1969-1973. p. 237.
45 *Ibid.*, p. 261.

1981 :
Un tournant dans l'histoire de La Réunion ?

Un événement devient historique lorsque « l'irréversibilité des faits politiques et sociaux » est reconnue. Vingt ans après l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République, comment comprendre et mesurer de façon pertinente la portée d'un tel événement à La Réunion ? L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, après 23 ans d'opposition, marque-t-elle un véritable tournant (ou une rupture) dans le développement de La Réunion ? L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 a-t-elle dénoué les exaspérations et récompensé l'espérance d'une plus forte assimilation à la République Française ?

Pour esquisser une réponse à ces questions, il est nécessaire de rappeler le lien causal qui existe entre l'élection présidentielle et les législatives qui en sont la conséquence directe. L'arrivée de la gauche s'est donc opérée en deux temps. À La Réunion, cette remarque est essentielle, car la mesure du changement n'est perceptible qu'au regard de ces deux évènements.

1. LE TEMPS DE LA CAMPAGNE

Au début des années quatre-vingt La Réunion est marquée par l'héritage de la bipolarisation du paysage politique depuis 1946. À la veille des élections présidentielles de 1981, la position géostratégique de La Réunion accentue plus que jamais les tensions entre les « nationaux » qui revendiquent leur attachement à la France et « les autonomistes », assimilés au bloc communiste. Mais la bipolarisation masque difficilement les clivages propres à chaque camp. La droite qui s'oppose résolument à toute idée d'autonomie est divisée entre légitimistes, dévoués au président, et ceux qui affirment leur fidélité au gaullisme. À gauche, le « *Parti communiste réunionnais, puissant, structuré, hégémonique* »[46] occupe une place prépondérante sur la scène politique, tandis que la jeune fédération socialiste qui est parvenue en octobre 1979 à faire taire ses propres dissensions,

46 Paul-François Martinez, *Géopolitique de La Réunion*, thèse de géographie, Université Paris VIII, 1999, p. 133.

cherche lors de la visite de François Mitterrand en octobre 1980, à se donner l'allure d'un parti attrayant et dynamique. Mais contrairement au Parti communiste réunionnais, les socialistes Réunionnais manquent de moyens, d'expérience, de structures et surtout d'unité. À vrai dire, les socialistes ont du mal à se positionner clairement pour ou contre la départementalisation, car en l'acceptant ils reconnaissent une situation de fait qu'ils ne cessent de combattre, et en la refusant ils prennent le risque de tourner le dos à la France, ce qui n'est pas leur intention.

En visite à La Réunion du 30 septembre au 3 octobre 1980, soit presque trente ans après sa venue en 1951 en tant que ministre de la France d'Outre-mer, François Mitterrand réunit 300 personnes à son arrivée. « *C'est bien peu pour un leader politique qui, en 1974, avait obtenu la majorité aux présidentielles à La Réunion* » commente Le J.I.R., qui ajoute : « *François Mitterrand lui-même est apparu hier aux Réunionnais comme un homme fatigué, tassé sur lui même, peu enthousiaste* ».[47] Qu'importe, le premier secrétaire du Parti socialiste annonce : « *Nous sommes aujourd'hui le premier parti de France par le nombre de nos militants et par le nombre de nos élus* ».

Selon le Premier secrétaire de la fédération socialiste, Wilfrid Bertile, cette visite a été perçue par la presse nationale comme un galop d'essai avant le véritable affrontement.[48] Dans son discours au gymnase des Deux-Canons, à Sainte-Clotilde, François Mitterrand expose les thèmes qui seront repris au cours de la campagne :

> « Pour nous, socialistes, la fraude électorale présente encore trop souvent dans l'outre-mer doit prendre fin. Le centralisme et l'oppression capitaliste doivent cesser, le chantage financier, corollaire logique de la politique d'assistance menée par le gouvernement, doit être bannie de la vie politique ».[49]

Le 24 janvier 1981, au cours du Congrès de Créteil le Parti socialiste officialise la candidature de François Mitterrand et les 110 propositions de son programme son adoptées. L'éventuelle « reconquête du pouvoir » peut commencer...

À La Réunion, les socialistes s'élèvent contre la dégradation de l'État : « *À La Réunion cette situation est aggravée par le clientélisme, l'assistance*

---

47 *Le J.I.R.*, 1er octobre 1980.
48 Wilfrid Bertile, entretien du 9 juillet 2001.
49 *Le J.I.R.*, 3 octobre 1980.

qui multiplie les liens de dépendance et conduit à une dégradation de l'homme ».[50] Jacques Pomonti, délégué général de la formation au Parti socialiste, chargé d'initier les militants socialistes à la communication politique, constate qu'« *on a à faire à de véritables illettrés civiques* ».[51] Selon lui,

> « le Parti socialiste veut s'attacher à poser les vrais problèmes : l'inefficacité des mesures prises, les échecs économiques, les inégalités de la situation sociale, la dépendance culturelle, les méfaits de l'assistance, la mainmise sur le service public d'information ».

Mais comme l'affirmait François Mitterrand : « *ce n'est pas en un jour que l'on accouche d'un monde nouveau* ».[52]

La situation réunionnaise n'est pourtant pas un cas d'exception. Ernest Moutoussamy, député progressiste de la Guadeloupe élu en 1981, constate qu'après vingt-trois ans de pouvoir :

> « la droite laisse les départements et territoires d'outre-mer dans une situation préoccupante, caractérisée par un développement anachronique, un taux de chômage très élevé, deux à trois fois plus qu'en métropole, de faibles ressources liées à l'activité productive, une exclusion fondée sur des inégalités sociales, sur la précarité et l'insuffisance de logement, et une dégradation du climat ambiant liée à l'absence de perspectives pour la jeunesse. Dans ce contexte désastreux où la revendication d'une plus grande responsabilité est très forte, la liberté d'information est verrouillée par la radio télévision officielle et par quelques organes de presse aux ordres du pouvoir, donnant le sentiment que l'Outre-Mer vit en marge de la République ».[53]

La cristallisation du débat présidentiel sur la situation de crise, imputable à une conjoncture internationale particulièrement défavorable plus qu'à l'inaptitude du gouvernement à recueillir les fruits de son plan d'austérité occulte le fait que « *Les années Giscard ont été le laboratoire du changement, la voie ouverte au pluralisme après le monolithisme des années 1958-1974* ».[54] Il n'est donc pas surprenant que lorsqu'il présente ses vœux aux Français d'outre-mer, le président dresse un bilan positif pour les D.O.M.-T.O.M. :

---

50 *Le Quotidien*, 7 février 1981.
51 *Idem.*
52 *Le Quotidien*, 1er octobre 1980.
53 Ernest Moutoussamy, *L'Outre-Mer sous la présidence de François Mitterrand*, L'Harmattan, Paris, 1996, p. 9.
54 Georges Duby, (dir.), *Histoire de la France des origines à nos jours*, Larousse, Paris, p. 1051.

> « Au cours des dernières années, nous avons franchi des étapes décisives vers l'égalité des droits réservés à tout citoyen où qu'il vive dans le monde, égalité politique mais aussi égalité des droits économiques et sociaux ».[55]

Pour remédier aux dérives qu'il dénonce, Mitterrand, avant même d'avoir annoncé sa candidature, propose lors de son séjour dans l'île l'élection d'un Conseil départemental au scrutin proportionnel qui se substituerait au Conseil général et au Conseil régional, laissant aux élus le soin de décider eux-mêmes l'affectation des crédits publics.[56] Mais Mitterrand prend soin de rappeler que *« l'autre politique »* qu'il propose tient compte à la fois de l'attachement des Français d'Outre-mer à la France et *« du nécessaire respect des identités locales »*.[57]
Très tôt Wilfrid Bertile comprend que *« la victoire de M. Mitterrand en métropole se traduira ici, par de grandes difficultés. (...) Nous vivons en 1981, peut-être les heures les plus dures de notre vie de socialistes »*.[58] Selon l'aveu même de François Mitterrand, la fédération réunionnaise représente

> « une force minoritaire. Mais aux prochaines présidentielles, pense-t-il, les choses changeront car l'opinion se cristallisera entre quatre grands courants et il s'établit alors des équilibres. Nous devrions donc alors rassembler plus de suffrages que nous n'en avons jamais eu ici ».[59]

Le 12 mars, la fédération locale du PS déclare qu'elle espère atteindre 15% de l'électorat Réunionnais.[60]

Pour le Parti communiste réunionnais, la campagne prési-dentielle permet surtout de mobiliser ses électeurs contre les forces de droite et de réaffirmer sa volonté d'obtenir l'autonomie. Selon *Témoignages*,

> « Le P.C.R. est d'ailleurs le seul parti ici à La Réunion à centrer cette bataille des présidentielles sur une plate-forme réunionnaise. C'est le seul parti à « réunionniser » ce scrutin, le seul qui appelle les Réunionnais et les Réunionnaises à lutter pour arracher un changement sur les problèmes qui les concernent ».[61]

---

55 *Le J.I.R.*, 2 janvier 1981, discours de Valéry Giscard d'Estaing du 31 décembre 1980.
56 Le texte de la proposition de loi relative à la création du Conseil départemental est publié par *Le Quotidien*, le 6 mai 1981.
57 *Le Quotidien*, 8 mai 1981.
58 *Le Quotidien*, 19 janvier 1981.
59 *Le J.I.R.*, 4 octobre 1980.
60 *Le Quotidien*, 12 mars 1981.
61 *Témoignages*, 21-22 mars 1981.

Contrairement aux Partis communistes martiniquais et guadeloupéens, le P.C.R. est aussi le seul à appeler à voter pour le candidat du Parti communiste français.

Le P.C.R. incite à voter pour Marchais mais fait campagne autour de ses propres thèmes : atteindre 10 000 membres et *« faire triompher un objectif : le programme immédiat de l'autonomie »*.[62] Cette *« réunionnisation »* du débat explique que le P.C.R. soit resté indifférent à *« l'attitude discriminatoire d'élus communistes à l'encontre d'ouvriers immigrés et originaires des D.O.M.-T.O.M. »*.[63] Le chef du P.C.R., Paul Vergès, illustre sa position en affirmant que

> « les bulletins au nom de Georges Marchais seront les bulletins d'approbation de notre politique, de notre mot d'ordre d'autonomie démocratique et populaire ».[64]

2. LA VICTOIRE DE F. MITTERRAND SE CONSTRUIT PATIEMMENT

Les raisons profondes de la victoire de la gauche en 1981 prennent leurs racines peu après l'occasion manquée de 1974, où Mitterrand avait échoué de peu. En fait, dès 1976 la succession des rendez-vous électoraux ouvre la voie de l'alternance. Toutes ces campagnes alimentent la critique du gouvernement. Quelques mois à peine après sa démission, Jacques Chirac fonde le Rassemblement pour la République (R.P.R.) sur la base de l'ancienne U.D.R. La machine électorale est lancée. Mais divisée, la droite subit un revers aux élections cantonales de 1976 et surtout aux municipales de 1977. Chirac gagne la bataille de Paris contre le candidat du président. En revanche, l'union profite à la gauche qui remporte 156 villes de plus de 30 000 habitants sur 221. Face au danger d'un renversement de majorité lors des législatives de 1978, Valéry Giscard d'Estaing refuse, contrairement à la « tradition » gaulliste, de dramatiser le risque d'une alternance politique. Pour parer à cette éventualité, en février 1978, le président suscite la création de l'union pour la démocratie française (U.D.F.).

Bien sûr la division de la gauche retarde l'alternance. Le P.C.F., craignant que le succès du P.S. ne lui porte préjudice, met à fin l'union le 22 septembre 1977. Mais cette division permet justement au P.S. de se démarquer du P.C.F. discrédité par son soutien à l'invasion soviétique en Afghanistan.

---

62 *Témoignages*, 16 mars 1981.

63 *Le Quotidien*, 19 janvier 1981 : vote d'une motion lors de la convention extraordinaire de la fédération socialiste à Saint-Philippe, le 18 janvier 1981.

64 *Le Quotidien*, 22 avril 1981.

Dernière occasion de compter les forces avant les présidentielles, les premières élections européennes mettent en évidence en 1979 la fragmentation du paysage politique français, tant à droite qu'à gauche. Au premier rang s'affrontent Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, au second Jacques Chirac et Georges Marchais. Les quatre partis dominant sont ainsi représentés.

Autres facteurs de la victoire : les consultations électorales survenues après 1974 sont caractérisées par la féminisation et le rajeunissement de l'électorat socialiste. On note à cela deux raisons : l'abaissement de la majorité à 18 ans et le vote des députés socialistes en faveur du divorce, de la contraception et de l'avortement. Ainsi, les réformes entreprises par Valéry Giscard d'Estaing ont profité à la gauche sans récompenser leur véritable initiateur.

Lorsque François Mitterrand décide, pour la troisième fois, de se porter candidat aux élections présidentielles de 1981, il a déjà 64 ans, mais sa personnalité, son expérience et son habileté politique sont des instruments de victoire qui transforment ses faiblesses en « force tranquille ».

Une semaine après le vote des 180 000 militants métropolitains, les socialistes Réunionnais réunis en convention extraordinaire, à Saint-Philippe, (200 personnes sur les 500 adhérents de la fédération, selon *Le Quotidien*), avalisent la candidature de François Mitterrand, le 18 janvier 1981. Jean-Luc Defaud, un militant socialiste, reconnaît qu'à La Réunion *« le Parti socialiste est encore mal perçu par beaucoup, qui ne voient pas la différence entre le P.C. et le P.S., entre le P.S. et la droite »*.[65] Plus grave, la fédération est faiblement mobilisée et manque de structure d'encadrement. Qu'importe, Mitterrand est plébiscité par 85% des suffrages. Les socialistes Réunionnais ont conscience qu'un changement est possible. Ils craignent simplement de ne pas être capables d'en assumer la charge.

Depuis 1972, les objectifs du changement pour les socialistes se résument à une seule ambition : *« changer la vie »*. Du 31 janvier au 1er février 1981 à Macon, les socialistes définissent *« une autre politique pour un autre cadre de vie »* basée sur la redistribution des pouvoirs aux citoyens. Objectifs affichés : *« limiter les dégâts du cadre de vie capitaliste »*, renforcer le rôle des comités d'entreprises et préparer le passage à la semaine des 35 heures.[66]

---

65 *Le Quotidien*, 19 janvier 1981.
66 *Le Quotidien*, 2 février 1981.

Le 24 février 1981, *Le Quotidien* annonce la naissance de son confrère *Combat socialiste*, quotidien national lancé le 17 février 1981 pour soutenir la campagne présidentielle de Mitterrand. « *Extrêmement déficitaire* », cet organe du Parti socialiste disparaît dès le début du mois de juillet 1981.

3. LA PRESSE ET L'OPINION PUBLIQUE

À La Réunion, l'écho du débat présidentiel est véhiculé grâce aux journaux métropolitains dont les articles sont commentés ou repris par la presse régionale quotidienne. La perception des enjeux nationaux dépend des sources retenues par chaque journal.

Cette distorsion de l'actualité nationale influe à son tour sur le jeu politique local, d'autant que la ligne directrice des états majors n'est pas toujours respectée par les fédérations locales. L'affron-tement gaulliste entre Chirac et Debré a des répercussions particulières à La Réunion, puisque « *le siège du R.P.R. devient la permanence de M. Debré. Et [que] le R.P.R. se retrouve à la porte !* »[67] Cette situation s'explique bien entendu par la reconnaissance qu'un certain nombre de Réunionnais accorde à l'œuvre de développement réalisée par leur député. Une autre raison explique leur choix : le discours de Debré, qui fustige la faiblesse de la droite et le danger du communisme rassure les départementalistes les plus inquiets selon lesquels, « *sans une France forte l'avenir de La Réunion risquerait d'être altéré* ».[68] La peur du changement est le principal argument de la campagne de Michel Debré. *Le Quotidien* rapporte les paroles d'un « *séga Debré* » qui résume les angoisses de la frange conser-vatrice : « *Note papa l'est là, n'aura pas personne pour ennuie à nous. Tout'bande communiste y ennuiera pu nous. Notre papa l'est là pour donne à nous notre pinte de riz, pour défendre à nous...* ».[69] La notion d'assistance, fortement ancrée dans les mentalités réunionnaises, apparaît ici avec évidence.

Aucun sondage n'ayant été commandé à La Réunion, il est impossible de retracer l'évolution des intentions de vote de la population réunionnaise. La seule indication disponible sur la pénétration du discours électoral des dix candidats en course, provient d'une enquête menée par *Le Quotidien* sur le soutien que les maires de La Réunion apportent aux différents prétendants.

---

67 *Le Quotidien*, 12 février 1981.
68 *Le Quotidien*, 15 décembre 1980.
69 *Idem.*

Résultats : « *aucun des élus de La Réunion n'a accordé son parrainage à un « petit candidat », exception faite pour Michel Debré. Mais lui fait ici partie des « grands »*. « La bande des quatre » *n'a pas, à La Réunion, la même physionomie qu'à Paris, Jacques Chirac s'en trouve exclu au profit du député de la première circonscription* ».[70]

François Mitterrand ne peut compter que sur le soutien de Wilfrid Bertile (maire de Saint-Philippe et premier secrétaire de la fédération locale du Parti socialiste). Mais selon L'Express, le candidat socialiste est « *sans illusion sur le vote des D.O.M.-T.O.M.* ».[71]

En comparant les données de l'enquête du *Quotidien* aux résultats du premier tour des élections présidentielles, on constate que Valéry Giscard d'Estaing est largement en tête (avec plus de 45% des voix), viennent ensuite Georges Marchais (avec plus de 21% des voix) suivi par Jacques Chirac et François Mitterrand (qui se situent entre 10 et 9%). Mais la surprise vient du résultat de Michel Debré (qui plafonne tout juste au dessus de 5%). Deux conclusions s'imposent, tout d'abord le soutien des élus locaux n'est pas représentatif des intentions de vote de leurs administrés, et enfin, les électeurs Réunionnais ont préféré le maire de Paris au député de La Réunion. La popularité de « *papa Debré* » n'a pas trompé les électeurs Réunionnais sur le véritable enjeu de ses élections.

Le Quotidien qui publie régulièrement le résultat des sondages réalisés en métropole, signale le 5 janvier 1981, que « *pour la première fois un sondage attribue à M. François Mitterrand la victoire au deuxième tour de l'élection présidentielle* ». Le 9 janvier, « *François Mitterrand estime que sa victoire "est possible", même s'il considère que pour le moment celle de M. Valéry Giscard d'Estaing est "encore probable"* ». Moins de quinze jours plus tard, Giscard est au « creux de le vague ». Selon *Le Quotidien*,

> « tous les sondages publiés depuis le début de l'année reflètent une nette détérioration de l'image de marque du président Valéry Giscard d'Estaing et une sensible amélioration de celle de François Mitterrand ».[72]

Le 4 mars, Giscard est donné perdant par la presse étrangère. Le même jour, le Parti socialiste affirme dans un communiqué public que « *pour organiser sa propagande, Valéry Giscard d'Estaing fait parvenir aux*

---

70 *Le Quotidien*, 10 avril 1981.
71 *Le Quotidien*, 17 mars 1981.
72 *Le Quotidien*, 22 janvier 1981.

préfets (...) des brochures officielles préfacées par lui présentant et commentant le bilan de son septennat ».[73] *Le Quotidien* se demande alors si le président est un candidat comme les autres. Le 11 avril, *Le Quotidien* mentionne que les états-majors de Mitterrand et Chirac protestent contre la non-publication par Le Figaro d'un sondage selon eux, défavorable à Valéry Giscard d'Estaing. À La Réunion aussi les atteintes à la liberté d'information sont dénoncées par les partis d'opposition.

La lente évolution des sondages en faveur de Mitterrand a sans doute incité, à partir de la fin du mois de janvier, le Parti communiste français a changé d'attitude envers l'ancien candidat unique de la gauche. Maintenir ses attaques contre le candidat socialiste alors que tous les sondages lui assuraient une place au second tour aurait ruiné les chances du P.C.F. d'accéder « par la petite porte » à un gouvernement de gauche.

Mais comme le constate Jean-Jacques Becker

> « le plus surprenant était que la victoire finale de Giscard d'Estaing n'était guère mise en doute — les sondages sur le second tour l'affirmèrent jusqu'à la fin du mois de mars — alors que le président de la République, d'après sa côte I.F.O.P., avait battu ses records d'impopularité aux mois de janvier et février 1981 (mécontent : 51%), sans compter l'extraordinaire impopularité du Premier ministre, Raymond Barre (25% de satisfaits, 63% de mécontents en février). Au fond, dans l'opinion, l'idée se maintenait que l'élection d'un président socialiste était impossible ».[74]

À l'approche du premier tour des présidentielles, *Le J.I.R.* constate que la logique de la bipolarisation n'a pas fonctionné :

> « En trois mois, force est de reconnaître que les choses ont bien évolué. (...) On pensait que la campagne aurait permis d'opérer une sélection des deux champions du second tour. Or, il s'est produit l'inverse : les écarts n'ont cessé de se resserrer entre quatre candidats ».[75]

Mais à La Réunion, comme dans les autres D.O.M.-T.O.M., rappelle *Le Quotidien*, *« le débat politique se résume le plus souvent, quand ce n'est pas tout le temps, à la seule alternative : être Français ou pas »*.[76]

---

73 *Le Quotidien*, 4 mars 1981.
74 Jean-Jacques Becker, *Crises et alternances*, Seuil, Paris, 1998, p. 234.
75 *Le J.I.R.*, 21 avril 1981.
76 *Le Quotidien*, 17 mars 1981.

Selon l'analyse du *J.I.R.* à deux jours du premier tour de scrutin, « *Mitterrand n'est plus pour le P.S. la force d'entraînement qu'il a été. (...) Une certaine idée de la gauche disparaît avec cette élection présidentielle* ».[77]

Lorsque les résultats sont annoncés, les dissensions s'apaisent momentanément : le plus urgent consiste à resserrer les rangs pour mettre en échec le projet « *séparatiste* » du P.C.R., qui a plus de chance d'aboutir avec la possible entrée de ministres communistes dans un gouvernement de gauche. La mobilisation a aussi pour but d'engranger le plus de voix possible pour assurer au président sortant la preuve de la fidélité réunionnaise, mais surtout de creuser l'écart avec son adversaire. Du résultat national semble dépendre l'avenir de La Réunion.

Tableau 1 : Résultats du premier tour des présidentielles à La Réunion, *J.I.R.*, 27 avril 1981[78]

France		Différences	Réunion	
Giscard (UDF)	28,68%	**+17,44**	46,12%	70 076
Mitterrand (PS)	26,15%	**-16,27**	9,88%	15 019
Chirac (RPR)	17,59%	**-6,97**	10,62%	15 985
Marchais (PCF)	15,42%	**+6,54**	21,96%	33 366
Lalonde (Écologie)	3,72%	-2,77	0,95%	-
Laguiller (Lutte Ouvrière)	2,39%	-0,37	2,02%	-
Crépeau (MRG)	2,08%	-1,53	0,55%	-
Debré (RPR)	1,64%	**+4,96**	6,60%	10 052
Garaud (RPR)	1,27%	-0,42	0,85%	-
Bouchardeau (PSU)	1,01%	-0,59	0,42%	-

À La Réunion, ce premier tour de scrutin recueille 64,95% de participation, soit 153 779 votants sur 236 731 inscrits. Le taux d'abstention (35,04%) est néanmoins plus élevé qu'en métropole (18,29%).

77 *Le J.I.R.*, 24 avril 1981.

78 Nous rajoutons la colonne des différences. Signalons simplement comme l'explique *Le Quotidien* (27 avril) qu'Arlette Laguiller « semble avoir bénéficié de sa position sur les tables de bureaux de vote : elle avait la première place ».

Quelques constats s'imposent : les suffrages accordés aux quatre « grands » ne se répartissent pas de la même manière qu'en métropole. Les « petits » totalisent 12,11% en métropole, 4,82% à La Réunion, mais sans compter Debré, puisqu'à La Réunion, celui-ci occupe une stature intermédiaire. S'il reste en dessous des 10%, son score est supérieur de 4,96 points à celui qu'il réalise en métropole. François Mitterrand lui aussi est en dessous des 10%, et sa performance se situe bien en deçà de celle qu'il réalise en 1974, lorsqu'il était le candidat unique de la gauche. Mais selon l'analyse du *Quotidien*, il effectue tout de même une « nette progression » par rapport aux législatives de 1978 et aux européennes de 1979, soit un gain de 500 voix (2,5% de plus).[79] Par rapport au plan national, Mitterrand accuse une différence de 16,27 points, soit presque qu'exactement le contraire de la différence exprimée en faveur de Giscard d'Estaing. La même remarque prévaut pour Chirac au profit de Marchais. Debré « fait la différence ». Mais en définitive, des quatre « grands », Mitterrand est celui pour lequel les Réunionnais ont le moins voté.

À La Réunion, *Témoignages* estime que les résultats de la droite ont été acquis par le chantage sur 300 000 assistés. Malgré tout, le Parti communiste réunionnais comptabilise plus de 33 000 voix, *« celles des forces vives du pays ! »*. Selon le quotidien communiste, Debré *« s'effondre, victime à son tour du même chantage qu'il utilisait jadis, sous l'état U.D.R. »*,[80] et Giscard, qui tient l'escarcelle, remporte les suffrages. Le Quotidien relativise les motifs d'autosatisfaction du Parti communiste réunionnais en soulignant qu'à chaque consultation celui-ci perd des voix.[81] Alors qu'il totalise 50 974 voix pour les législatives de 1978, il n'en compte plus que 44 503 pour les européennes de 1979, (élection qui mobilise peu, d'autant qu'il s'agit d'une première). Mais au premier tour des présidentielles de 1981, l'évaporation de l'électorat communiste est manifeste, puisqu'il subit une perte de 17 608 voix en deux ans, (soit l'équivalent de 34,5% du nombre de votants en 1978). L'éditorialiste du *Quotidien*, conclue :

> « le P.C.R. a semble-t-il d'une part, été pris au piège de ses contradictions, et d'autre part, pour avoir trop voulu montrer sa force, il a étalé ses faiblesses. (...) Tout en s'affirmant "anti-colonialiste", le Parti communiste réunionnais se situe dans une logique de dépendance.

79 *Le Quotidien*, 27 avril 1981.
80 *Témoignages*, 27 avril 1981.
81 *Le Quotidien*, 28 avril 1981.

> Pour parvenir à ses fins, il semble beaucoup plus compter sur un changement en France que sur les résultats de sa propre lutte ». La veille, Le Quotidien annonçait déjà : « La tactique qui consistait à assimiler les voix allant à Georges Marchais à autant de soutiens au programme d'autonomie du P.C.R. n'a pas payé. Le Parti se retrouve en dessous de son score des européennes et des dernières législatives, et même en dessous de son résultat de 1968 où il avait obtenu 25% des voix. Le P.C.R. a été entraîné dans la dégringolade du parti frère de l'Hexagone ».[82]

Alors qu'en 1974 les résultats de l'élection présidentielle, donnaient à La Réunion, l'avantage à François Mitterrand sur Valéry Giscard d'Estaing (50,46% contre 49,54%), en 1981, le président sortant écrase localement son adversaire. À La Réunion, comme dans les autres D.O.M.-T.O.M., Mitterrand ne réalise qu'un résultat médiocre (36,88% contre 63,12%), pourtant ce score est le plus élevé des D.O.M.-T.O.M.

Sur 807 815 inscrits dans les D.O.M.-T.O.M., on dénombre 44,97% abstentions (contre 18,28% en métropole). Valéry Giscard d'Estaing arrive très largement en tête avec 56,96% des voix, viennent ensuite Jacques Chirac (15,06%), Mitterrand (11,63%) et Marchais (9,72%).[83]

Tableau 2 : Résultats du 1er tour des Présidentielles dans les DOM-TOM, Le Quotidien, 28 avril 1981

	Giscard	Mitterrand	Chirac	Marchais
Réunion	46,12%	9,88%	10,62%	21,96%
Guyane	42,65%	21,11%	27,98%	1,47%
Guadeloupe	71,02%	9,78%	9,99%	6,55%
Martinique	71,75%	12,17%	10,12%	2,45%
Mayotte	73,27%	2,30%	18,68%	0,50%
Nouvelle-Calédonie	48,82%	23,33%	17,63%	3,42%
Wallis et Futuna	60,21%	0,53%	38,64%	0,12%
Saint-Pierre et Miquelon	57,84%	18,28%	7,23%	2,80%

Au second tour des présidentielles le président sortant reste majoritaire dans les D.O.M.-T.O.M. La Réunion, qui est le département d'outre-mer le plus peuplé, fournit le plus grand nombre de voix aussi bien pour Valéry Giscard d'Estaing que pour François Mitterrand (à l'exception

82 *Le Quotidien*, 27 avril 1981.
83 *Universalis*, Paris, 1982, p. 259.

de la Guadeloupe où Mitterrand réalise un meilleur score. La Guadeloupe est d'ailleurs le seul département d'outre-mer à lui offrir la victoire).

Tableau 3 : Résultats du 2e tour de la présidentielle dans les D.O.M.-T.O.M., J.O. du 16 mai 1981[84]

Départements	Inscrits	Votants	Suffrages exprimés	F. Mitterrand	V. Giscard d'Estaing
Réunion	237 122	170 008	168 042	61 899	106 143
Martinique	187 319	103 150	100 112	19 459	80 653
Guadeloupe	177 577	86 722	84 579	18 216	66 363
Guyane	22 978	12 128	11 847	3 990	7 857
Mayotte	20 329	14 024	13 941	1 405	12 536
St-Pierre-et-Miquelon	3 854	3 021	2 935	896	2 039
Total	**649 179**	**389 053**	**381 456**	**105 865**	**275 591**

Entre le premier et le second tour des élections présidentielles, la gauche s'est rassemblée autour de François Mitterrand. À droite, les ralliements sont tardifs, en tout cas, ils manquent de spontanéité si ce n'est de sincérité. À La Réunion, la menace communiste fait oublier (temporairement) les discordes. Debré fait allégeance au président sortant. Jean-Paul Virapoullé se demande quant à lui si le Parti communiste réunionnais va « *vendre ses voix à François Mitterrand* » ou « *utiliser l'astuce de l'abstentionnisme ?* ». Selon lui « *dans tous les cas, le Parti communiste réunionnais se dérobera* ».[85] Mais n'en déplaise au candidat de la majorité présidentielle, le Parti communiste réunionnais, appelle à voter Mitterrand pour « *battre à tout prix* » la droite.[86] Il engage même ses forces, son dynamisme et ses moyens, plus que la fédération réunionnaise du Parti socialiste.

Cinq jours plus tard, *Le Quotidien* livre sa « consigne de vote » à demi-mot :

> « Demain, seul dans l'isoloir, dit-il, il faudra chasser les démagogues et les maîtres chanteurs. Retrouver, dans le calme revenu, toute son âme propre

84 Résultats publiés dans le *Bulletin d'information du CENADDOM* (Centre National de Documentation des Départements d'Outre-Mer), Talence, Avril-mai-juin 1981, N°61. (11e année).

85 *Le Quotidien*, 27 avril 1981.

86 Réaction de Paul Vergès, dans *Le Quotidien*, 2 mai 1981.

> et toute sa conscience propre. Demain, dimanche 10 mai 1981, il faudra vaincre la résignation. La soumission. Comme la peur choquante. L'élection se jouera, à peu de choses près, à 50/50. Or, lundi, il faudra bien savoir qu'il n'y aura pas en France et à La Réunion 50% de philanthropes et 50% d'assassins, 50% de gens éclairés, et 50% d'imbéciles ».[87]

Le 10 mai, François Mitterrand devient le premier président socialiste de cette Ve République qu'il avait tant combattue. Après 23 ans d'opposition, la gauche française accède au pouvoir.

Mais pourquoi La Réunion a-t-elle voté contre le projet socialiste alors que sept ans plus tôt, elle donnait Mitterrand gagnant ? Comment expliquer que le score de Mitterrand soit passé entre 1974 et 1981 de 50,46% à 36,88% ? Que signifie ce vote ? Marque-t-il l'attachement de la population Réunionnaise au pouvoir établi, ou la crainte que le P.C.R. n'obtienne l'autonomie grâce à une victoire socialiste ? La peur du « largage » peut-elle, à elle seule, expliquer la particularité de ce vote ? Pourquoi le débat politique à La Réunion s'est-il (une fois encore) cristallisé autour de l'épineuse question du statut ?

Et surtout, comment, après le 10 mai, La Réunion a-t-elle vécu ce passage d'une ère politique à une autre ?

4. LA FORCE TRANQUILLE L'EMPORTE

Le J.I.R. salue timidement la victoire de François Mitterrand :

> « Quelque soit le jugement qu'il est permis à chacun de porter sur la politique dont est porteur le nouveau Président de la République et son projet de société, celui-ci a offert la possibilité d'une alternance, refusée pendant vingt-deux ans et qui apparaîtra peut-être à l'avenir, comme l'épreuve majeure et indispensable pour assurer la survie des institu-tions de la Ve République. De ce point de vue, l'élection de M. François Mitterrand marque un tournant considérable dans nos institutions et constitue probablement le tournant le plus important de notre histoire politique, depuis le retour au pouvoir du général De Gaulle ». Mais dès le lendemain, Le JIR avoue que « pour le moment, la victoire de François Mitterrand est surtout la défaite de Valéry Giscard d'Estaing ». À ses yeux, « La France a choisi le risque et le changement ».

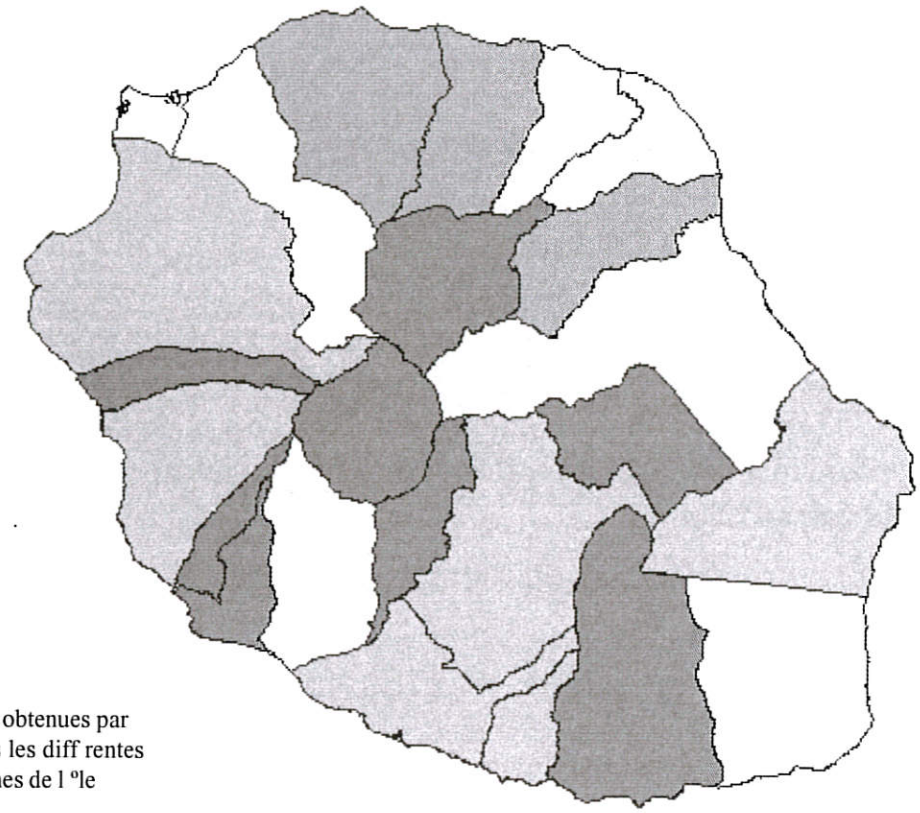
La formulation de Témoignages est incontestablement plus pragmatique : « *La gauche a gagné. Giscard Battu ! Mitterrand président de la République* ».[88] *Témoignages* est le seul des trois quotidiens à illustrer sa une par une photo de la

87 *Le Quotidien*, 9 mai 1981.
88 *Témoignages*, 11 mai 1891.

population en liesse. (En ce sens, il ne se dérobe pas de sa vocation populaire). Ce qui est donné à voir, c'est la réalité telle qu'elle est vécue sur le sol réunionnais. Mitterrand bien que vainqueur et reconnu comme tel, n'est pas montré. L'important pour le quotidien communiste, c'est la victoire de la gauche, donc du Parti communiste réunionnais contre l'adversaire déclaré : Giscard. Mais à peine consommée, la victoire appelle de nouvelles batailles pour une libération totale du « pays ». Pour les instances dirigeantes du Parti communiste réunionnais, l'arrivée de la gauche n'est qu'« une étape » dans un processus de « décolonisation ».

Le meilleur score de Mitterrand à La Réunion reste celui de 1974, lorsqu'il portait les couleurs d'une gauche unie. En 1981, il double à peine son score de 1965. Autre fait à signaler en sept ans, le nombre d'inscrits a presque doublé, par conséquent le nombre d'électeurs a subi une plus forte augmentation. En 1981, Mitterrand ne remporte aucune des trois circonscriptions alors qu'il avait obtenu la deuxième en 1974. Sur les 24 communes de l'île, il ne remporte la majorité en 1981 que dans les villes communistes du Port et de la Possession, mais n'obtient pas la majorité dans les autres communes de gauche (Sainte-Suzanne, Saint-Louis et Saint-Philippe).

La R union giscardienne Au 10 mai 1981



% des voix obtenues par
Giscard dans les diff rentes
communes de l °le

- > 80%
- 70-80%
- 60-70%moyenne : 63,12%
- 50-60%
- < 50%

10 km

Tableau 4 : Élections présidentielles 1974–1981, d'après *Le Quotidien*, 11 mai 1981

	France		Réunion	
	Giscard d'Estaing	**Mitterrand**	**Mitterrand**	**Giscard d'Estaing**
5 mai 1974	32,6%	43,2%	47,78%	17,71%
19 mai 1974	50,81%	49,19%	50,46%	49,54%
26 avril 1981	28,68%	26,15%	9,90%	46,19%
10 mai 1981	48,01%	51,99%	36,88%	63,12%

Tableau 5 : Résultats des trois campagnes présidentielles menées par François Mitterrand

19 DECEMBRE 1965		**19 MAI 1974**		**10 MAI 1981**	
France					
De Gaulle :	* 55,6%	Giscard :	50,80%	Giscard :	** 48,17%
Mitterrand :	44,4%	Mitterrand :	49,19%	Mitterrand :	51,82%
Réunion					
De.Gaulle :	**83,05%** (97.837)	**Giscard :**	**49,54%** (67.110)	**Giscard :**	**63.12%** (105.902)
Mitterrand :	**16,39%** (19.311)	**Mitterrand :**	**50,56%** (68.339)	**Mitterrand :**	**36.88%** (61.876)
Inscrits :	161 267	181 437		236 459	
Votants :	117 792	136 358		169 722	
Exprimés :	117 148	135 461		167 778	
Nuls :	644	897		1 944	
Abstentions :	43 475	45 079		66 737	

*Résultats France métropolitaine uniquement. **Résultats France + DOM

Tableau 6 : Élection présidentielle de 1981 à La Réunion, Le Quotidien 11 mai 1981[89]

2e tour	10 mai 1981 – Présidentielles 1981							
	Inscrits	votants	%	Exp.	V GE	%	FM	%
Bras-Panon	3 265	2 241	66,64	2 224	1 342	60,34	282	39,62
St-André	14 388	9 360	65,05	9 285	5 231	56,34	4 054	43,66
St-Benoît	11 889	7 358	61,89	7 301	4 163	57,02	3 138	42,98
St-Denis	44 098	29 122	66,04	28 687	19 981	69,65	8 706	30,55
Ste-Marie	6 470	4 782	73,91	4 736	2 904	61,32	1 832	38,68
Ste-Suzanne	5 585	4 624	82,79	4 576	2 535	55,40	2 041	44,60
Salazie	3 768	2 738	72,66	2 716	2 315	85,24	401	14,76
Première circonscription	**89 463**	**60 225**	**67,32**	**59 525**	**38 471**	**64,63**	**20 454**	**35,37**
Les Avirons	2 881	2 422	84,07	2 389	1 716	71,83	673	28,17
Cilaos	2 633	1 962	74,52	1 940	1 629	83,97	311	16,03
Entre-deux	2 308	1 667	72,23	1 638	1 250	76,31	388	23,69
L'Étang-Salé	3 910	2 810	71,87	2 766	2 009	72,63	757	27,37
Le Port	11 041	8 547	77,41	8 412	3 536	42,04	4 876	57,95
La Possession	5 014	4 274	85,24	4 238	1 635	38,58	2 603	61,42
St-Leu	10 197	7 206	70,66	7 131	4 592	64,39	2 539	35,61
St-Louis	18 768	13 835	73,71	13 737	7 880	57,36	5 857	42,64
St-Paul	24 658	19 428	78,79	19 217	12 128	63,11	7 089	36,89
Trois-Bassins	2 760	2 188	79,28	2 172	1 633	75,18	539	24,82
Deuxième circonscription	**84 170**	**64 339**	**76,44**	**63 640**	**38 008**	**59,72**	**25 632**	**40,28**
Petite-île	4 702	3 639	77,39	3 605	2 343	64,99	1 262	35,01
Pl. Palmistes	1 417	934	65,91	922	679	73,64	243	26,36
St-Joseph	10 247	8 223	80,25	8 146	6 067	74,48	2 079	25,52
St-Pierre	24 091	16 711	69,37	16 447	10 254	62,35	6 193	37,65
St-Philippe	1 940	1 462	75,36	1 453	789	54,30	664	45,70
Ste-Rose	2 989	2 091	69,96	2 070	1 273	61,50	797	38,50
Le Tampon	17 441	12 426	71,25	12 294	8 314	67,63	3 980	32,37
Troisième circonscription	**62 827**	**45 486**	**72,40**	**44 937**	**29 719**	**66,13**	**15 218**	**33,87**
TOTAL	**236 460**	**170 050**	**71,72**	**168 102**	**106 198**	**63,12**	**61 304**	**36,88**

89 Nous avons corrigé un certain nombre d'erreurs dans les calculs du Quotidien, mais nous avons laissé les pourcentages tels quels.

À La Réunion, c'est un peu le calme après la tempête.

> « À l'écart du tumulte et des alcôves de la politique, une grande partie de la population est assise sur le seuil des cases depuis dimanche et attend. (...) ce n'est pas la grande trouille, pas vraiment la résignation non plus, c'est plutôt un hébétement. Tout a été si brutal, tellement inattendu ».[90]

Tout à changé sans que rien ne change. L'apocalypse n'a pas eu lieu. La droite reste sur ses gardes ; à gauche, les socialistes se gardent de tout triomphalisme, mais déjà le ton n'est plus le même ; les communistes sont les seuls à manifester ouvertement leur enthousiasme.

À la une du *J.I.R.*, au lendemain de la victoire de François Mitterrand, un article signé par le nouveau directeur du journal, Claude Jouanny, évoque *« le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... »*[91] : en l'occurrence, celui de *« rester dans la famille française »*. Étonnamment, l'auteur de cet article prête le flanc à la critique. Évidemment, trois jours plus tard, *Témoignages* réplique :

> « Le J.I.R. a toujours été opposé au principe de l'autodétermination appliqué aux Réunionnais. (...) Or voilà que brusquement il réclame pour le peuple réunionnais le droit de disposer de lui-même. Que se passe-t-il donc ? Il se passe que le pouvoir a basculé et que la France a depuis dimanche un Président de gauche. Alors Le J.I.R. écrit : "Ce qui compte pour nous habitants des D.O.M.-T.O.M., c'est que nous ayons manifesté notre volonté de rester dans la famille française". Ainsi, pour Le J.I.R. voter pour la droite, c'est-à-dire contre la majorité du peuple de France, "c'est manifester sa volonté de rester dans la famille française". Cela sous-entend que, si les Réunionnais, comme la majorité des électeurs français avaient voté pour la gauche, ils auraient manifesté une volonté de séparatisme ! C'est le monde renversé ! ».[92]

Le Président du Conseil général, Pierre Lagourgue explique que

> « les Réunionnais ont voté en masse pour Valéry Giscard d'Estaing, pour deux raisons : ils ont non seulement vu l'œuvre accomplie dans les départements d'outre-mer et en particulier à La Réunion depuis 1974, mais ils ont surtout manifesté leur volonté expresse de rester dans le cadre du statut départemental, sans modification par rapport à la métropole ».[93]

Si le changement est synonyme de profondes inquiétudes pour la droite départementaliste, les socialistes mesurent la portée de la victoire de

90 Le Quotidien, 16 mai 1981.
91 Le J.I.R., 11 mai 1981.
92 Témoignages, 14 mai 1981.
93 Le Quotidien, 11 mai 1981.

Mitterrand. Interrogé par *Le Quotidien*, Jean-Yves Dalleau, militant socialiste, déclare que

> « la victoire de François Mitterrand (...) constitue pour La Réunion et les Réunionnais le point de départ d'un changement, le début de l'autre politique ». Wilfrid Bertile estime pour sa part qu'il s'agit d'« un événement historique. Après 23 ans de lutte, François Mitterrand vient d'être élu premier président socialiste de la Cinquième République »[94].

Mais quelques jours plus tard, le maire de Saint-Philippe prévient les Réunionnais

> « contre les tentatives de récupération de toutes sortes : récupération par la droite de la légitimité de l'attachement à la France. Nul n'a le monopole de l'amour de la patrie. Récupération bruyante par le Parti communiste réunionnais de la victoire de François Mitterrand ».[95]

Le premier secrétaire de la fédération socialiste adopte un discours de fermeté, mais celui-ci ne parvient pas à masquer la fragilité de la position du Parti socialiste à La Réunion. Cette attitude de repli laisse plutôt supposer que la fédération, qui se niche entre le marteau et l'enclume, ne parvient pas à assumer la victoire présidentielle.

Déconcerté par la prestance du Parti communiste réunionnais, qui ne craint pas de manifester sa joie durant toute la semaine qui suit l'élection de François Mitterrand, *Le J.I.R.* rappelle que *« le succès de François Mitterrand n'appartient pas aux communistes »*[96]. *Le Quotidien* constate lui aussi que *« le Parti communiste réunionnais a fait un impressionnant étalage de sa force »*[97]. La veille déjà, à Saint-Louis, 1200 à 1 500 militants communistes avaient fêté la victoire jusqu'à deux heures du matin. Au fil des jours, *« partout, les défilés et les meetings se sont succédés, regroupant plusieurs centaines de personnes »*. Toujours selon *Le Quotidien*,

> « le Parti socialiste est quasi-inexistant à La Réunion, et [les communistes] ne veulent surtout pas lui laisser le temps de s'organiser, d'essayer de profiter de cette victoire qui est aussi la sienne. Il s'agit d'occuper au maximum le terrain, et d'accréditer dans l'esprit des masses que le seul représentant de la gauche à La Réunion, c'est le Parti communiste réunionnais ».

---

94 *Le Quotidien*, 11 mai 1981.
95 *Le Quotidien*, 13 mai 1981.
96 *Le J.I.R.*, 12 mai 1981.
97 *Le Quotidien*, 12 mai 1981.

Ces manifestations populaires d'adhésion au changement célèbrent « *les retrouvailles du peuple de La Réunion* », déclare Paul Vergès, fondateur du Parti communiste réunionnais, qui voit dans la victoire de François Mitterrand « *un vote de libération* » qui ouvre « *une ère nouvelle* ».[98] Même si après « *plus de trente ans de règne sans partage de la droite à La Réunion* », « *c'est la gauche à La Réunion qui a voté AVEC La France pour le changement* », le chef du Parti communiste réunionnais appelle tous les Réunionnais au dialogue et à la concertation.

Dès le lendemain de la passation de pouvoir, le nouveau président de la République exerce deux des prérogatives que la Constitution lui confère : il désigne un Premier ministre, et dissout l'Assemblée nationale.

« *Paradoxalement, cette alternance dont beaucoup prédisaient qu'elle serait délétère pour les institutions de la Ve République, a d'abord pour effet de les renforcer* ». En décidant la dissolution de l'Assemblée nationale, François Mitterrand utilise ainsi « *l'une des armes majeures données au chef de l'État par la constitution qu'il a tant combattue* ».[99] À Pierre Mauroy incombe la tâche de former le gouvernement mais surtout de remporter les élections législatives.

5. LES LÉGISLATIVES CONFIRMENT LE VIRAGE À GAUCHE, MAIS LA RÉUNION RESTE À DROITE

La campagne législative prend des allures de revanche pour la droite réunionnaise. Pour défendre son attachement à la France, du moins pour contrer l'éventualité à terme d'un « largage », il lui faut au moins deux députés. À l'inverse la fédération socialiste ne peut rester en dehors du jeu politique : il lui faut un siège, mais de préférence aux côtés de la droite. La droite et le P.C.R. espèrent tous deux profiter de la faiblesse du Parti socialiste pour s'imposer tout en espérant l'élection d'un émissaire du nouveau gouvernement.

Le 4 juin un accord de désistements réciproques est signé entre le P.S. et le P.C.F. Mais dans l'océan Indien, les antagonismes entre la fédération socialiste et le Parti communiste réunionnais restent trop

98 Témoignages, 13 mai 1981.
99 Georges Duby, op. cit., p. 1053.

prégnants pour que la campagne des législatives soit abordée dans un climat de confiance. Stratégie ou défiance, il y est difficile de cerner les causes réelles de cette attitude qui pousse la fédération réunionnaise à s'écarter de la ligne politique définie à Paris.

Bien sûr le parti socialiste n'a que peu de moyens, il est faiblement structuré et relativement jeune, aussi pour ne rien devoir à personne, préfère-t-il compter sur ses propres forces, quand bien même il mesure leur insuffisance. Cette attitude est peut-être aussi le fruit d'une réflexion, d'un risque calculé et pleinement assumé. La victoire de Mitterrand confère un sens nouveau au vote légitimiste : celui-ci se mesure désormais à l'aune du socialisme. La fédération mise peut-être sur un retournement de majorité, même si Bertile tente de dissuader imposteurs et nouveaux convertis. Le but inavoué de la manœuvre semble de réussir seul, sans l'aide empressée du Parti communiste réunionnais, à récolter les fruits du changement, afin, plus tard de négocier le rapprochement, mais en ayant inversé le rapport de force à son avantage.

Wilfrid Bertile explique que

> « le ralliement du P.C.R. aux thèses de François Mitterrand a été tellement soudain et sans conditions qu'on croirait que le président de la République s'appelle Georges Marchais. Or, voter pour le P.C.R. c'était voter pour l'autonomie et la proposition 63 de Georges Marchais. Le nouveau langage du P.C.R. s'explique par des raisons tactiques ».[100]

En refusant le mariage d'intérêt proposé par le P.C.R., les socialistes démontrent clairement que la droite n'est pas l'unique rempart contre l'aboutissement des projets autonomistes. En s'arrogeant ce masque de justicier, les socialistes entendent contrôler le jeu politique à leur profit. La tactique est payante puisque la droite se sent rassurée, tandis que le P.C.R. s'évertue à rechercher l'alliance. Seule ombre au tableau, les germes de la division contaminent les membres de la fédération.

Par ailleurs, les dirigeants de la fédération socialiste n'avaient pas prévu et ne pouvaient pas prévoir, que le P.C.R., mettrait fin de lui-même au mot d'ordre d'autonomie.

C'est au cours de la réunion du comité central du Parti communiste réunionnais, le 12 mai, que les dirigeants communistes décident du

---

100 *Le Quotidien*, 16 mai 1981.

changement d'orientation de leur parti. Cette décision n'est rendue publique que le 15 mai. Paul Vergès estime qu'une ère nouvelle commence. Peut-être faut-il y voir la véritable explication du changement d'orientation du P.C.R. Comprenant qu'une page d'histoire vient de se tourner, celui-ci peut envisager le futur sous un jour nouveau. Face aux circonstances nouvelles, le Parti communiste réunionnais a su faire l'analyse des perspectives qui s'offraient à lui. En fait, ce revirement si brusque n'était pas fait pour rassurer ceux qui avaient peur du changement, quel qu'il soit.

Des raisons plus politiques contribuent également à la prise de décision du P.C.R. L'élection présidentielle a permis aux différentes factions politiques de dresser instantanément la carte de leur influence. Or entre le premier et le second tour des présidentielles, la gauche stagne à 36,88%. Comment dans ces conditions prétendre que la majorité des Réunionnais est favorable au programme d'autonomie du P.C.R ? Persister dans une telle voie aurait fragilisé la base électorale communiste. Changer de politique, de revendication, était un moyen plus sûr de faire peau neuve. Mais cela aurait-il été possible si les conditions du changement ne s'y prêtaient ? C'est ce qui explique que Paul Vergès juge ce projet, *« compte tenu de l'urgence »* comme étant *« un cadre acceptable par les forces de gauche »*. L'urgence, c'est bien sûr le renouvellement de la chambre des députés.

> « Face à la droite qui utilise la stratégie de la peur, pour affoler l'opinion, les forces de gauche doivent s'unir et non se combattre. (...) Ce n'est pas seulement une nécessité à La Réunion, c'est un devoir pour l'ensemble de la gauche de participer de toutes ses forces à l'avènement d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale ».[101]

Un tel discours, mettant l'accent sur une victoire nationale de la gauche a de quoi surprendre quand seulement quelques jours plus tôt le P.C.R. se vantait d'être le seul à « réunionniser » la campagne présidentielle. La fédération socialiste va faire le chemin inverse.

Mais le renversement de majorité entre le vote des présidentielles en 1981 et le premier tour des législatives de 1981 à de quoi surprendre. Le Quotidien évoque la *« spectaculaire remontée de la Gauche qui se retrouve à nouveau majoritaire à la Réunion, en regroupant sur ses candidats 50,64%*

---

101 *Le Quotidien*, 15 juin 1981.

des suffrages ».[102] Selon son analyse, la progression du Parti socialiste est particulièrement nette puisqu'il passe de 6,93% des voix en 1978, à 9,83% au premier tour des présidentielles, et à 17,85% au premier tour des législatives. Néanmoins, malgré une certaine déperdition des voix, le Parti communiste réunionnais demeure le parti le plus implanté localement.

Tableau 7 : Progression de la gauche de 1973 à 1979, à La Réunion, *Le Quotidien*, 30 mars 1981

	Législatives 1973	**Législatives 1974**	**Législatives 1978**	**Européennes 1979**
Électeurs inscrits	173 600	181 339	230 548	231 580
PCR	44 811	67 643	50 974	44 503
PS	Union de la gauche	Candidat commun	10 035	9 973
% inscrits	25,81%	37,30%	PCR 22,10%	19,21%
			PS 4,35%	4,30%

La division de la Droite entre Debré et Lagourgue témoigne de l'usure lente et régulière des hommes en place. Comme l'observe avec stupéfaction Jean-Paul Virapoullé, le « *courant giscardien qui était à 65% il y a un mois à peine, est actuellement en train de prendre une orientation socialiste* ».[103] Fort de ses résultats, Wilfrid Bertile invite chacun à prendre ses responsabilités. Cette attitude satisfait la droite mais embarrasse le P.C.R.

Le 22 juin, La Réunion se retrouve « aux deux tiers dans l'opposition » alors que la gauche était en mesure de l'emporter. Le PCR qui aurait pu « marchander » le soutien d'Élie Hoarau contre celui de Daniel Cadet à Paul Vergès ne l'a pas fait, et se retrouve par conséquent exclu de la représentation nationale. Michel Debré est élu à 59,18% des voix, Jean Fontaine obtient 50,45% des suffrages et Wilfrid Bertile, 54,70%.

102 *Le Quotidien*, 15 juin 1981.
103 *Idem.*

Tableau 8 : Deuxième tour des législatives de 1981, Le Quotidien, 22 juin 1981

1re circonscription		**2e circonscription**		**3e circonscription**	
Inscrits :	90 288	Inscrits :	84 432	Inscrits :	62 870
Votants :	55 465 (61,43%)	Votants :	65 397 (77,46%)	Votants :	40 941 (65,12%)
Exprimés :	54 328	Exprimés :	64 330	Exprimés :	39 794
Michel Debré :	32 150 (59,18%)	**Jean Fontaine :**	32 453 (50,45%)	**Wilfrid Bertile :**	21 768 (54,70%)
Bruny Payet :	22 178 (40,82%)	**Paul Vergès :**	31 877 (49,55%)	**A-M. Pihouée :**	18 026 (45,30%)

Cette élection législative marque la fin de l'hégémonie de la droite qui pendant 25 ans représentait La Réunion au Parlement. Paul Vergès porte plainte contre Jean Fontaine qu'il accuse de fraudes à Saint-Louis, à Saint-Paul et à Saint-Leu. Mais le Conseil constitutionnel qui reconnaît les faits (utilisation massive de procurations, pression sur le personnel communal, collage et tracts illégaux), juge qu'ils ne sont pas de nature à modifier le résultat du scrutin. L'élection de Jean Fontaine est confirmée.[104]

Dans la première circonscription, le report des voix socialistes a profité au candidat communiste, mais celui-ci est largement distancé par Michel Debré, qui retrouve un second souffle après son errance présidentielle. Mais dans la seconde circonscription, selon *Le Quotidien*

> « c'est grâce aux voix socialistes que Jean Fontaine a été élu. (...) Les voix de Daniel Cadet dans les quatre communes rurales de la deuxième (Avirons, Entre-Deux, Trois-Bassins et Cilaos) ont fait la différence».[105]

Enfin dans la troisième circonscription, toujours selon *Le Quotidien*, Wilfrid Bertile remporte son siège de député grâce à la discipline républicaine. À part quelques défections à Saint-Pierre, *« le candidat socialiste a, en effet, recueilli sur son nom l'ensemble des voix qui s'étaient portées sur M. Élie Hoarau le 14 juin dernier »*.

104 *Le Quotidien*, 21 novembre 1981.
105 *Le Quotidien*, 22 juin 1981.

Six semaines après l'élection de François Mitterrand, la France confirme son désir de changement en accordant au nouveau gouvernement les moyens de sa politique. La victoire socialiste est écrasante. La droite perd une centaine de sièges, et le P.C.F. est littéralement laminé.

« *La France est désormais le seul pays occidental à compter des communistes au sein de son équipe dirigeante* », constate *Le Quotidien.*[106] Après une brève expérience des responsabilités ministérielles entre 1944 et 1947, les communistes passent 34 ans sur les bancs de l'opposition. Mais fidèle à l'union de la gauche, François Mitterrand réhabilite les communistes qui accèdent ainsi aux plus hautes responsabilités au moment où leurs résultats électoraux sont au plus bas.

Une fois le pouvoir consolidé, le temps des réformes peut commencer.

CONCLUSION

L'alternance a eu lieu mais La Réunion n'appartient pas à la nouvelle majorité présidentielle. Déjà en 1974 elle avait voté à contre-courant. La société réunionnaise est plus que jamais marquée par la dualité de son paysage politique. Paradoxalement, l'élection de Bertile donne enfin les moyens d'agir aux socialistes ; mais coincés entre les deux députés de la droite conservatrice et la pression du Parti communiste réunionnais, qui reste en dépit de sa défaite aux législatives, la force politique la plus structurée, quelle est la marge de manœuvre du député socialiste ?

Jean-Claude Migneaux, un militant de la première heure, explique dans une tribune libre publiée dans *Le Quotidien*, ce que représente le 10 mai pour les socialistes Réunionnais :

> « l'élection de François Mitterrand est une victoire politique considérable, mais on ne saurait la réduire à une simple victoire politique. C'est, ici, le retour à la dignité pour près de 40% des Réunionnais, humiliés et malmenés depuis 1958, et plus spécialement à partir de 1962. Voilà qu'enfin les hommes et les femmes de gauche se voient reconnaître leurs droits de citoyens dans leurs propres pays, eux qui étaient quasiment exclus de la vie publique depuis vingt ans ».[107]

106 *Le Quotidien*, 24 juin 1981.
107 *Le Quotidien*, 13 mai 1981.

Les réformes annoncées promettent d'affranchir les relations entre la France et les départements d'outre-mer des vestiges du colonialismes.

Pourtant, La Réunion comme les autres D.O.M.-T.O.M., s'inscrit délibérément dans l'opposition pour conjurer sa crainte du largarge. Dans un contexte de guerre froide où l'océan Indien est convoitée tant par les Soviétiques que par les Américains, le vote à droite a une signification particulière. Les Réunionnais expriment ainsi leur désir de rester liés au bloc occidental. Dépendants des aides sociales et économiques de la métropole, les électeurs rejettent ainsi le programme d'autonomie démocratique et populaire du P.C.R. Mais si la peur du largage a ainsi largement conditionné le résultat des élections de 1981, cela ne signifie pas que les Réunionnais veulent rester à l'écart du changement. Bien au contraire, mais en votant à droite, ils expriment de façon démocratique leur attachement viscéral au statut départemental de 1946 et leur désir sincère de rester Français. La population ne s'oppose pas de façon radicale à toute forme de changement, simplement elle refuse d'être écartée des décisions liées à la remise en cause ou à l'évolution du statut de l'île. Cette épineuse question du statut est la clé de l'identité Réunionnaise. Alors que les hommes politiques considèrent le problème de façon administrative, les Réunionnais considèrent qu'ils sont seuls à pouvoir disposer d'eux mêmes. La question du statut serait-elle une question de souveraineté ?

CHAPITRE 3

1988-1995: La gauche majoritaire

Mickael Catapoulé, Yvan Combeau

Ces deux élections présidentielles se situent dans une nouvelle conjoncture politique. La question du statut s'est partiellement estompée. La thématique dominante est désormais liée à l'égalité sociale et au développement de La Réunion-département, puis région dans le cadre national et européen.

Ces deux consultations nationales donnent au candidat de la gauche (François Mitterrand et Lionel Jospin) une majorité de suffrages au second tour. En harmonie avec les résultats officiels de mai 1988, La Réunion est en léger décalage en 1995. Comme pour l'ensemble des départements d'outre-mer La Réunion donne à Lionel Jospin une nette avance (56% des exprimés) sur le maire de Paris.

Par-delà l'élection présidentielle, d'autres scrutins se préparent. Les législatives de juin 1988 marquent la fin du mandat de Michel Debré. Après 25 années, l'ancien premier ministre du général de Gaulle quitte la scène politique réunionnaise. Auguste Legros lui succède dans la première circonscription. En 1995, les scrutins municipaux sont en filigrane de la consultation présidentielle. Après l'engagement présidentiel, les formations et les édiles municipaux doivent anticiper la campagne des municipales et les effets des rapports de forces sortis des urnes présidentielles.

Comme nous l'avons souligné pour la présidentielle de 1981, les candidats intègrent désormais dans leur campagne (et souvent dans les premiers moments de la campagne électorale) une visite dans les départements d'outre-mer. La venue de François Mitterrand en 1988 est d'ailleurs un temps, puis un thème de la campagne réunionnaise avec une attaque sur le fonctionnement de R.F.O. La visite de Raymond Barre constitue l'occasion d'un retour sur

l'histoire de La Réunion et l'analyse d'une approche des rapports entre les domiens et la France. En 1995, la visite de Jacques Chirac est un temps fort de l'élection. Elle exprime autant le lien du candidat avec l'outre-mer qu'elle le distingue de la campagne d'Edouard Balladur.

1988-1995, nous avons souhaité aborder distinctement ces deux échéances électorales en privilégiant l'étude chiffrée des scrutins (présidentiel, législatives) en 1988, en mettent l'accent sur le discours politiques en faveur de l'égalité sociale et du développement en 1995.

1988 : L'élection de l'égalité sociale

En 1988, les électeurs Réunionnais ne votent pas à contre-courant du vote de la Métropole contrairement aux deux dernières consultations de 1974 et de 1981. En 1988, les électeurs arrivent à maturité. Ils n'ont plus peur de voter à gauche.

L'évolution pacifique de la vie politique locale qu'a inauguré le septennat de François Mitterrand est l'un des facteurs de la victoire du candidat socialiste. Sa visite marque l'opinion avec sa volonté affirmée de bâtir l'égalité sociale. Il faut aussi ajouter l'union de la gauche dès le premier tour. Le P.C.R. se félicite de son rôle de rassembleur et estime qu'il est le principal artisan dans la victoire du président sortant. Sans doute a t-il l'occasion de tisser des relations étroites avec l'Elysée. Le P.S., toujours à la recherche d'une base électorale, souhaite s'affirmer à gauche de l'échiquier politique. Les rapports entre les deux partis se dégradent lors des législatives.

À droite, à la surprise générale, Raymond Barre devance Jacques Chirac. Certains élus issus du R.P.R. semblent prendre conscience que leur parti doit tourner la page. La reconstruction passe alors par l'éviction de Michel Debré. Ce dernier n'a pas eu le temps de préparer sa succession et le parti gaulliste entre dans une période de divisions lors des législatives. Après le temps du R.P.F., les années Debré, les gaullistes réunionnais entrent dans une nouvelle période de leur histoire à la recherche d'une nouvelle direction et de nouveaux mots d'ordre de mobilisation.

De l'union de la gauche...

Avant la fin de son septennat, les 8 et 9 février 1988, François Mitterrand vient à La Réunion. Il s'agit de sa troisième visite dans l'île après 1951 où il était ministre de l'Outre-Mer sous la IVe République[1] et 1980, alors qu'il était premier secrétaire du P.S. Deux mois à peine avant le premier tour de l'élection présidentielle, le chef de l'Etat laisse encore planer une incertitude sur une éventuelle candidature à sa succession. En effet, il faut attendre le 22 mars 1988 pour qu'il annonce enfin son intention de renouveler son mandat. Lorsqu'il arrive à Gillot, il est

1 Voir Y. Combeau, *op. cit.*

accueilli par 13 000 personnes environ. Nombreux sont les militants qui sur l'initiative du P.C.R. brandissent des pancartes mentionnant un thème qui est cher à Paul Vergès : l'égalité sociale[2]. François Mitterrand n'est pas insensible aux attentes des communistes : *« Il faut peu à peu conquérir les droits sociaux, les droits à l'égalité sociale que reconnaissent nos lois à quiconque en relève* [3]*»*.

L'arrivée du Président de la République est retransmise en direct sur R.F.O. Durant le discours de François Mitterrand ont lieu des incidents techniques, ce qui provoque la colère du Chef de l'Etat[4].

> « Il a un compte à régler avec R.F.O. qui l'a ignoré lors de sa venue à la Réunion. "Quelqu'un a dit : Radio France Outre-Mer c'est "Radio-Pinochet" ». Ce n'était pas poli, mais c'est assez vrai. Il aurait pu dire aussi bien "Radio Ceaucescu", c'aurait été assez vrai. Tout est contrôlé, car c'est loin. Alors on retrouve sa vraie nature »[5].

Assuré du soutien de la section locale du Parti socialiste, le président-candidat bénéficie aussi de l'appui du P.C.R., malgré les mises en garde de Georges Marchais[6].

Le parti de Paul Vergès, très actif durant la campagne électorale, apparaît comme le « maître du jeu ». Au cours d'une conférence de presse tenue le 5 avril, Paul Vergès déclare :

> « C'est pour assurer dès le premier tour une large victoire à l'égalité et créer ainsi les conditions d'un large rassemblement des Réunionnais pour le développement de la Réunion que le P.C.R. préconise le vote du Président de la République sortant[7]. »

---

2 Depuis 1986, le P.C.R. réclame l'égalité sociale, plus particulièrement l'ali-gnement du S.M.I.C. (Salaire Minimum Interprofessionnel de Croissance), qui en 1986 ne représente que 77,6 % de celui de la métropole.

3 *Témoignages*, le 9 février 1988.

4 *« Quand il existe une situation de monopole ou de quasi-monopole comme c'est le cas de R.F.O., le devoir de ceux qui en disposent au nom de la nation est de servir le pluralisme dans tous les domaines de la pensée et de l'action. Dans un pays démocratique, on ne peut pas accepter que l'information, elle, ne le soit pas. Je considère que R.F.O. de par son comportement n'est pas digne de la mission qui lui a été dévolue et je n'ai aucune raison de la cautionner. », Le Quotidien*, le 11 février 1988.

5 F. Rey, Jean-Pierre Mithois, D. Poncet, *Mitterrand 2*, Belfond, 1988, p. 197.

6 Il menace d'exclure Paul Vergès de la liste du P.C.F. pour les élections européennes. *« On ne peut être dans un camp et le lendemain dans l'autre, il faut choisir », le J.I.R.*, le 7 avril 1988.

7 *Témoignages*, Le 6 avril 1988.

L'union de la gauche locale est un atout considérable pour le Président de la République[8]. Cependant, il semble qu'il s'agit avant tout de la concrétisation d'un accord entre l'Elysée et le P.C.R.

... au morcellement de la droite

La droite locale est écartelée entre Jacques Chirac, candidat du R.P.R., et Raymond Barre, candidat de l'U.D.F.

Candidat depuis le 18 janvier 1988, Jacques Chirac, nommé Premier ministre au lendemain des élections législatives de mars 1986, conduit la politique du gouvernement pour l'Outre-Mer. Au cours de sa campagne électorale, il vient dans l'île le 29 mars 1988 accompagné de Michel Debré, qui fête ses 25 ans de mandat de député de la première circonscription de l'île. Plusieurs thèmes sont abordés parmi lesquels la mobilité, l'éducation et les répercussions du marché européen sur l'économie locale. Jacques Chirac souhaite avant tout prolonger l'action entreprise par le gouvernement depuis le début de la cohabitation : la parité sociale globale et la loi de défiscalisation. La parité sociale globale, combattue par la gauche locale, est un ensemble de dispositions législatives et réglementaires, notamment dans le domaine social qui sont appliquées dans les Dom-Tom. L'égalité des prestations individuelles est recherchée. Pour Auguste Legros, la parité sociale est une étape nécessaire qui débouchera sur l'égalité sociale :*« Nous avons l'intention d'aller au-delà de la parité. La parité sociale est une étape, une étape vers l'égalité sociale*[9]*. »*

« Parité » ou « Egalité », voilà le véritable enjeu de l'élection présidentielle de 1988.

Face au Président de la République et au Premier ministre, Raymond Barre apparaît comme le « troisième homme[10]» . Le 17 avril 1988, l'ancien Premier ministre vient dans le département. La visite de Raymond Barre dans l'île est avant tout placée sous le *« poids des symboles*[11] ». Il utilise le créole dans son discours, reprend *Ti'fleur fanée*, danse le *séga*, s'arrête à la grotte des premiers Français. Sans doute souhaite t-il rappeler aux Réunionnais qu'ils ont

8 En se basant sur les élections régionales de mars 1986, l'addition des listes P.C.R. et P.S. donne 46 % des voix à la gauche.

9 *Le Quotidien*, le 17 mars 1988.

10 Thème présent avant le scrutin présidentiel de 2002.

11 *Le J.I.R.*, le 18 avril 1988.

l'occasion d'élire un des leurs à la présidence de la République. Il prône la solidarité sociale, le développement économique et le désenclavement.

Il bénéficie du soutien des centristes, parmi lesquels on retrouve les leaders de France Réunion Avenir (F.R.A.), André Thien Ah Koon et Pierre Lagourgue. Ce dernier a toujours voulu affirmer son indépendance politique et s'est souvent opposé à Michel Debré[12].

I. LES RÉSULTATS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Pour ce premier tour de scrutin, le taux de participation dans le département s'élève à 77,66 %. Avec 51,15 % des suffrages, François Mitterrand obtient la majorité des suffrages exprimés. La droite est écartelée entre Raymond Barre (24,5 %) et Jacques Chirac (17,46 %). L'analyse des résultats électoraux montre que l'union de la gauche est bénéfique au président sortant. Dans les communes tenues par le P.S et le P.C.R., François Mitterrand recueille de 55 à 70 % des voix. À Saint-Benoît, commune tenue par Jean-Claude Fruteau, premier secrétaire de la Fédération locale du P.S., il obtient 60,71 % des suffrages. Au Port, dans la commune de Paul Vergès, leader du P.C.R., avec 70 % des voix, il réalise le meilleur score pour un candidat de gauche lors du premier tour d'une élection. Dans les communes de droite, François Mitterrand obtient de bons résultats. À Saint-Denis, commune tenue par Auguste Legros (R.P.R.) depuis 1969, il devance Jacques Chirac de quinze points (42,09% contre 27,11 %). On constate que, dans les communes tenues par la droite, le Chef de l'Etat, même s'il arrive en tête, il ne dépasse pas la barre des 50 % à l'exception de Saint-André (50,97 %) et de Bras-Panon (51,78 %).

À droite, Raymond Barre avec 24,5 % des suffrages exprimés crée la surprise de ce premier tour dans le département en devançant Jacques Chirac, qui n'obtient que 17,46 % des voix. Le candidat centriste recueille, sur l'ensemble des communes, de 11 à 42 % des voix. Soutenu par les maires de F.R.A., il arrive en tête au Tampon (41 %) et à l'Entre-Deux (42 %). Néanmoins dans ces communes, l'écart entre François Mitterrand et l'ancien Premier ministre est très faible (1 %). Le R.P.R. tombe de haut. Jacques Chirac obtient de 7 à 37 % des suffrages dans

12 Lors des élections régionales de mars 1986, sous l'impulsion de Pierre Lagourgue et d'André Thien Ah Koon, une partie de l'U.D.F. se regroupe dans F.R.A. (France Réunion Avenir). Une alliance est conclue avec le P.C.R. et prive la droite locale de la présidence de la Région.

toute l'île. Le Premier ministre est souvent relégué en troisième position derrière François Mitterrand et Raymond Barre. Dans les communes tenues par le R.P.R., ses scores sont décevants. À Saint-Paul, il ne recueille que 17,46 % des voix, et à Saint-Denis, quinze points le séparent de François Mitterrand. Il semble que les divisions de la droite lors du premier tour ainsi que la popularité du Président de la République constituent un handicap important pour Jacques Chirac. Les autres candidats sont marginalisés.

L'ensemble des résultats du premier tour de l'élection présidentielle

	Métropole	**DOM**	**Autre OM**	**Étranger**	**Total**
Inscrits	37 048 089	735 930	231 203	163 296	**38 179 118**
Votants	30 381 566	439 459	135 759	102 516	**31 059 300**
Abstentions	6 667 123	296 471	95 444	60 780	**7 119 818**
Blancs et nuls	601 565	18 201	2 188	612	**622 566**
Exprimés	29 780 001	421 258	133 571	101 904	**30 436 734**

Candidats	**Voix**	**Suffrages exp.%**	**% sur inscrits**
F.Mitterrand	10 381 322	34,10	27,19
J.Chirac	6 075 160	19,95	15,91
R.Barre	5 035 144	16,54	13,18
J-M Le Pen	4 376 742	14,37	11,46
A.Lajoinie	2 056 261	6,75	5,38
A.Waechter	1 149 897	3,77	3,01
P.Juquin	639 133	2,09	1,67
A.Laguiller	606 201	1,99	1,58
P.Boussel	116 874	0.38	0.30

Le premier tour de l'élection présidentielle à La Réunion

Inscrits	292 627
Votants	215 557
Abstentions	4 264
Suffrages exprimés	211 293

Candidats	Voix	Suffrages exp. %	% sur inscrits
F.Mitterrand	108 077	51,15	36,93
J.Chirac	36 897	17,46	12,60
R.Barre	51 463	24,5	17,58
J-M Le Pen	3 740	1,77	1,27
A. Lajoinie	5 360	2,54	1,83
A.Waechter	1 652	0,78	0,56
P.Juquin	1 299	0,61	0,44
A.Laguiller	1 832	0,87	0,62
P.Boussel	673	0,32	0,22

Après l'annonce des résultats, la gauche est euphorique. Le P.C.R., par l'intermédiaire de Paul Vergès, estime qu'il a contribué largement dans la victoire de François Mitterrand. Il déclare :

> « (...) Par notre choix, nous avons crée les conditions d'un rassemblement majoritaire et aujourd'hui, il est, ici, une réalité incontournable : l'égalité. Je suis heureux que notre mot d'ordre ait été entendu[13] ».

Cherchant surtout à affirmer son identité à gauche de l'échiquier politique, le P.S. considère que le P.C.R. *« a contribué mais n'a pas déterminé le vote en faveur de François Mitterrand*[14] ». À droite, au soir du premier tour, Raymond Barre se désiste en faveur de Jacques Chirac. Dans le département, le 27 avril, l'ensemble des dirigeants de la droite locale se retrouve pour affirmer leur union derrière le Premier ministre. Pourtant, il ne bénéficie pas d'un soutien sans failles des centristes. Certains élus craignent un rapprochement de Jacques Chirac avec le Front National.

Le 8 mai, François Mitterrand est élu président de la République pour sept ans. Avec 54,01 % des voix, il devance de huit points Jacques Chirac qui recueille 45,98 % des voix.

13 Le Quotidien, le 25 avril.
14 Ibid.

Le second tour de l'élection présidentielle

	Métropole	DOM	Autre OM	Français de l'étranger	Total
Inscrits	37 039 196	735 992	213 185	162 496	**38 168 869**
Votants	31 349 247	489 831	140 512	105 481	**32 085 071**
Abstentions	5 689 949	246 161	90 673	57 015	**6 083 798**
Blancs et nuls	1 144 863	14 072	1 393	1 494	**622 566**
Exprimés	30 204 384	475 759	139 119	103 987	**30 436 734**

Candidats	Voix	Suffrages exp. %	% sur inscrits
F.Mitterrand	16 704 279	54,01	43,76
J.Chirac	14 218 970	45,98	37,25

Le second tour de l'élection présidentielle à l'Ile de La Réunion

Inscrits	292 852
Votants	232 623
Blancs ou nuls	3 901
Suffrages exprimés	228 722

Candidats	Voix	Suffrages exp. %	% sur inscrits
F.Mitterrand	137 838	60,26	47,06
J.Chirac	90 884	39,74	31,02

Le second tour de l'élection présidentielle à La Réunion

Communes	François Mitterrand		Jacques Chirac	
	VOIX	Suff. Exp.%	VOIX Exp. %	Suff.
Avirons	1 627	53,89	1 392	46,11
Bras-Panon	1 877	56,11	1 468	43,89
Cilaos	1 241	49,29	1 277	50,71
Entre-Deux	883	43,33	1 155	56,67
Etang-Salé	2 168	62,50	1 301	37,50
Petite-Ile	2 740	61,88	1 688	38,12
Pl. des Palmistes	614	49,16	635	50,84
Le Port	9 526	77,65	2 742	22,35
La Possession	4 538	74,02	1593	25,98
Saint-André	8 235	57,66	6 047	42,47
Saint-Benoît	7 510	70,23	3 183	29,77
Saint-Denis	20 787	52,96	18 465	47,04
Saint-Joseph	4 344	50,17	4 314	49,83
Saint-Leu	5 607	64,29	3 115	35,71
Saint-Louis	11 756	66,97	5 799	33,03
Saint-Paul	15 409	59,22	10 613	40,78
Saint-Pierre	14 939	65,30	7 940	34,70
Saint-Philippe	1 182	58,92	824	41,08
Sainte-Marie	4 841	66,83	2 403	33,17
Sainte-Rose	1 955	64,14	1 093	35,86
Sainte-Suzanne	4 659	67,29	2 265	32,71
Salazie	1 683	56,38	1 302	43,62
Le Tampon	8 265	47,73	9 050	52,27
Trois-Bassins	1 452	54,34	1 220	45,66

À La Réunion, pour ce tour décisif, le taux de participation progresse de six points par rapport au premier tour et atteint 79,43 % alors qu'en Métropole il s'élève à 84,6 %. Après avoir massivement voté pour François Mitterrand au soir du premier tour, les Réunionnais confirment leur choix pour le président sortant en lui accordant 60,26 % des voix. Dans les communes de gauche, le candidat socialiste arrive largement en tête. Au Port, avec 77,05 % des voix, il progresse de sept points par rapport au premier tour. Le mauvais report des voix barristes est bénéfique au chef de l'Etat. Ainsi, à Saint-Paul (59,22 %), à Saint-André (57,66 %), Bras-Panon (56,11%), il obtient la majorité des suffrages exprimés. À l'Etang-Salé, la victoire de François Mitterrand est écrasante. Il recueille 62,50 % des voix contre 37,50 % au Premier Ministre.

En revanche, à l'Entre-Deux (56,67 %), au Tampon (52,27 %) et à Cilaos (50,71 %), l'union de la droite joue en faveur de Jacques Chirac. Le score décevant du Premier ministre dans le département provoque un électrochoc au

sein du R.P.R. Pour François Caillé, alors secrétaire de la section de Saint-Denis du R.P.R., il faut « *envisager le renouvellement de la classe politique et surtout changer de langage* [15] ». À travers cette déclaration, Michel Debré semble être visé. Déjà au lendemain du premier tour *Le Monde* écrit :

> « M. Chirac a payé le dérapage entre son action personnelle et l'état du R.P.R à la Réunion, qui depuis 1983 est sur la pente d'un déclin semblable à celui du PC. Le non-renouvellement des cadres de la formation gaulliste locale, parfois archaïque, alors que ceux des socialistes et des communistes ont évoluée, explique en grande partie le recul du R.P.R dans un département qui, il y a une quinzaine d'années, était une de ses chasses gardées[16]. »

De son côté, *Le Quotidien* évoque « *l'émergence d'une autre droite* » regroupée autour des centristes qui depuis les élections régionales de 1986 tente de s'affirmer sur le plan local. Le score de Raymond Barre (24,5)% dans l'île encourage certains élus à se démarquer du R.P.R. Ainsi, le 25 avril l'Union Départementaliste, dernier lien qui unit le R.P.R. à l'U.D.F. au conseil régional est rompu. Six élus parmi lesquels figurent Ibrahim Dindar, Raymond Cazal et Pierre Heideger se regroupent au sein du Groupe Centriste Libéral (G.C.L.).

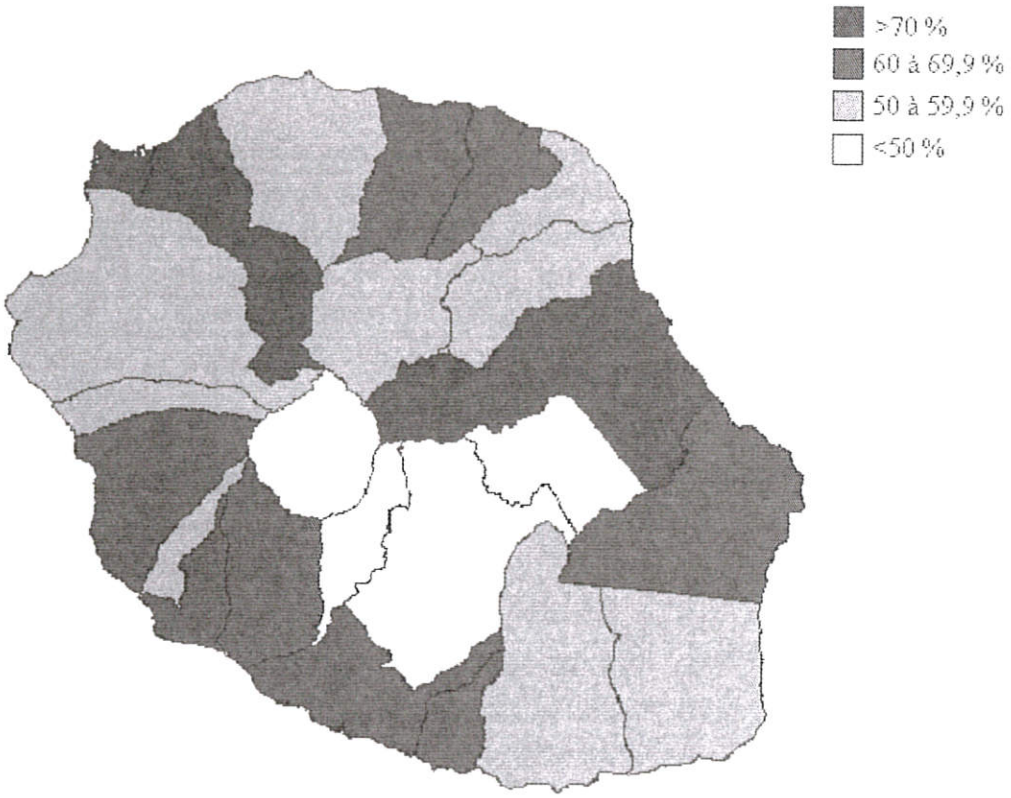
Certains, à l'image d'André Thien Ah Koon, rappellent qu'il ne faut pas confondre l'élection présidentielle et les élections locales. Pour le maire du Tampon, le résultat de la présidentielle ne reflète pas la composition de l'électorat . Les « structures communales » se mobilisent d'avantage pour les élections mettant en scène les acteurs de la vie politique locale (municipales, législatives, régionales).

15Le Quotidien, le 9 mai 1988.

16 Le Monde, le 26 avril 1988.

17 Le Quotidien, le 9 mai 1988.

La Réunion Mitterrandienne en 1988



III. LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Confronté à une majorité parlementaire hostile depuis 1986, François Mitterrand décide de dissoudre l'Assemblée Nationale. Le 14 mai, il annonce de nouvelles élections. Le Président de la République souhaite profiter de la dynamique de l'élection présidentielle en fixant les élections dans un délai proche, soit les 5 et 12 juin. La logique des institutions est respectée. Dans l'île les nouvelles élections sont l'occasion d'observer la fragilité des alliances politiques. L'union de la gauche se fissure tandis qu'à Saint-Denis le R.P.R. se divise.

1) Les divisions de la gauche et de la droite

Après l'annonce de nouvelles élections, les élus socialistes et communistes se rencontrent afin de définir la stratégie qu'ils mettront en place pour les législatives. Des tractations ont lieu. Le P.S. souhaite des candidatures uniques dans chaque circonscription, deux socialistes et trois communistes. Cependant, le P.C.R. opte pour une primaire à gauche. Dès lors l'union se fragilise. Chacun des partis se rejette la faute des discordes au sein de la majorité.

Le 19 mai, par l'intermédiaire de Témoignages, le P.C.R. accuse les socialistes de mener une campagne anti-communiste. D'après le journal des tractations ont lieu entre le P.S. et certains élus de droite pour faire barrage aux candidats communistes :

> « Les candidatures du Parti Socialiste local n'iraient pas dans le sens d'une ouverture pour battre les ultras mais bel et bien pour faire échec au Parti communiste réunionnais[18]. » Le lendemain, dans Le Quotidien, Jean-Yves Dalleau, alors porte-parole du PS réplique : « Il y a une campagne anti-socialiste qui se développe. Elle nous inquiète et sème le trouble dans l'électorat populaire qui s'était prononcé massivement pour François Mitterrand[19] ».

Les candidatures de Paul Vergès et de Jean-Claude Fruteau dans la cinquième circonscription accroissent les tensions entre les deux partis et marquent la fin de l'union de la gauche.Pendant que le P.C.R. et le P.S. se déchirent, une frange du R.P.R., celle qui regroupe les élus dionysiens entre dans une période de division. À l'image de l'union qui s'est faite en France métropolitaine, le R.P.R. et l'U.D.F. se regroupent au sein de l'Union du Rassemblement et du Centre (U.R.C.). Cependant, au sein de la droite dionysienne des divisions apparaissent.

Dans la première circonscription, l'annonce de nouvelles élections législatives fait naître des stratégies et excite les convoitises. Le 15 mai, Auguste Legros décide de se présenter. Dès lors, Michel Debré, alors député depuis 1963 est désavoué par le parti qu'il a toujours contrôlé. Figure incontournable de la droite locale, célèbre pour ses positions contre le P.C.R., l'ancien Premier ministre du Général de Gaulle est contraint à se retirer de la vie politique locale. Le 17 mai, il ne demande pas le renouvellement de son mandat. Une page de la vie politique locale et de la droite est tournée.

Dans le dernier tome de ses mémoires, Michel Debré revient sur cette période :

> « En 1988, Mitterrand est réélu, les communistes réunionnais ont voté pour lui dès le premier tour. La dissolution de l'Assemblée crée une situation nouvelle. Je suis tenté par ce nouveau combat, lorsque je reçois un coup de téléphone de mon ancien suppléant Auguste Legros qui craint que je ne lui demande de se retirer. Ce coup de téléphone fut l'élément déterminant mais je m'interrogeais depuis plusieurs mois et, de toutes façons, si l'Assemblée nationale n'avait pas été dissoute, j'étais décider à ne pas me présenter. Aux raisons locales, s'ajoutaient des raisons personnelles et surtout nationales. Les raisons locales

18 *Témoignages*, le 19 mai 1988.
19 *Le Quotidien*, le 20 mai 1988.

> sont claires ; je voulais "l'union des départementalistes" alors que bon nombre d'entre eux préféraient une désunion qui permettait à certains de bénéficier au second tour des voix communistes obéissant aux ordres du parti, lequel n'avait et n'a d'autre but, que combinaisons pour des motifs de moralité publique et privée. Mon opposition paraissait incompréhensible à la génération des cinquante ans et aux plus jeunes, aux yeux desquels j'apparaissais de plus en plus comme gêneur.[20] »

En outre, il ne soutient aucun candidat de droite pour les élections et ne souhaite pas qu'on se serve de son nom durant la campagne électorale. Pour Le Quotidien la candidature d'Auguste Legros « *correspond à la volonté exprimée par la jeune génération R.P.R. d'un rajeunissement de la classe politique*[21] ». La candidature du maire de Saint-Denis ne fait pas l'unanimité. Trois autres candidats de la droite décident de se présenter : Alain Defaud, Gilbert Gérard, Mario Lechat.

1) Les résultats du second tour

Les résultats de la première circonscription (Saint-Denis)

Inscrits	53 752
Votants	29 421
Abstentions	24 331
Suffrages exprimés	28 929

Candidats	**Voix**	**Suffrages exprimés**	**% sur inscrits**
Auguste Legros	10 831	37,44	20,14
Gilbert Annette	8 544	29,53	15,89
Camille Sudre	2 991	10,34	5,56
Raymond Lauret	2 084	7,20	3,87
Gilbert Gerard	1 680	5,81	3,12
Alain Defaud	1 523	5,26	2,53
Mario Lechat	841	2,91	1,56
Georges Sisco	227	0,78	0,42
Jacques Fastre	208	0,72	0,38

20 Michel Debré, *Combattre toujours* 1969-1993, Mémoires, Albin Michel, 1994, 331 p.
21 *Le Quotidien*, le 16.05.1988.

Les résultats de la seconde circonscription : (Le Port, La Possession, Trois-Bassins, Saint-Paul)

Inscrits	58 344
Votants	38 134
Abstentions	20 200
Suffrages exprimés	37 000

Candidats	**Voix**	**Suffrages exprimés**	**% sur inscrits**
Laurent Vergès	21 051	56,89	36,08
Jean-Marc Benard	11 163	30,17	19,13
Gabriel Armoudon	3 858	10,43	6,61
Georges Rivière	928	2,51	1,59

Les résultats de la troisième circonscription (Cilaos, Saint-Leu, Les Avirons, l'Etang Salé, Saint-Louis, Entre Deux, Le Tampon)

Inscrits	69 074
Votants	48 703
Abstentions	20 371
Suffrages exprimés	47 754

Candidats	**Voix**	**Suffrages exprimés**	**% sur inscrits**
André Thien Ah Koon	22 880	47,91	33,12
Claude Hoarau	18 904	39,59	27,36
Michel-Charles Hoarau	4 826	10,11	21,09
Gentil-Claude Hoarau	1 144	2,44	1,65

Les résultats de la quatrième circonscription (Saint-Pierre, Petite-Ile, Saint-Joseph, Saint-Phillipe, Sainte-Rose)

Inscrits	51 865
Votants	34 612
Abstentions	17 253
Suffrages exprimés	32 844

Candidats	Voix	Suffrages exprimés	% sur inscrits
Elie Hoarau	15 171	46,19	29,25
André-Maurice Pihouée	12 295	37,43	23,70
Wilfrid Bertile	6 378	19,42	12,97

Les résultats de la cinquième circonscription (Sainte-Marie, Sainte-Suzanne, Saint-André, Bras-Panon, Salazie, Saint-Benoît)

Inscrits	60 045
Votants	39 666
Abstentions	20 379
Suffrages exprimés	39 042

Candidats	Voix	Suffrages exprimés	% sur inscrits
Jean-Paul Virapoullé	15 301	39,19	25,48
Paul Vergès	12 139	31,05	20,21
Jean-Claude Fruteau	11 322	29	18,85
Jean-Baptiste Ponama	280	0,72	0,46

Dans le département, le taux de participation est de 64,67 %. Il est sensiblement égal à la moyenne nationale (65,65 %) mais inférieur au premier tour de l'élection présidentielle (73,66%). Le P.C.R., avec 37,37 % des suffrages, confirme qu'il est bien le premier parti de l'île. Le parti de Paul Vergès progresse de huit points par rapport aux élections législatives de mars 1986. Le P.S., avec 18,82 % des suffrages, ne bénéficie pas de l'effet Mitterrand. Sur les cinq candidats représentant la majorité présidentielle, seul Gilbert Annette est assuré d'être présent au second tour. L'ensemble de la droite recueille près de 41 % des voix lors du premier tour. Par rapport aux élections législatives de mars 1986 elle perd près de 13 points. Seul Laurent Vergès (P.C.R.) avec 56,89 % des voix est élu dès le premier tour. Ailleurs, il y a ballottage.

Dans la première circonscription, Auguste Legros (U.R.C.) est en ballottage favorable face à Gilbert Annette (P.S.). Le maire de Saint-Denis recueille 37 % des suffrages tandis que le candidat de la majorité présidentielle en obtient 29,55 %. Jamais le P.S. n'avait obtenu un tel score

lors des précédentes élections législatives. La surprise de ce premier tour est le score de Camille Sudre qui obtient près de 10 % des suffrages.

Le patron de TELE FREE DOM se présente pour défendre sa télé et sans aucune étiquette. Pour l'instant, il préfère demeurer à l'écart des manœuvres politiciennes. Ainsi pour le second tour, il ne donne pas de consignes de vote.

Dans les autres circonscriptions, il y a ballottage favorable pour la gauche. Ainsi dans la cinquième circonscription, la gauche unie recueille près de 23 461 voix alors que Jean-Paul Virapoullé (U.R.C.) en obtient 15 301. Avec près de 29 % des suffrages, Jean-Claude Fruteau est contraint de se retirer sur les directives nationales de la rue de Solférino.

À gauche, avant d'aborder le second tour, le P.S. se trouve en positon d'arbitre dans trois des quatre circonscriptions en ballottage. Cependant une interrogation demeure quant à son attitude. Soutiendra t-il le P.C.R. où fera t-il barrage au parti de Paul Vergès ? Le 7 juin, dans une déclaration, le P.S. lève le voile sur ses intentions :

> « Prenant acte du refus par le P.C.R. des propositions faites avant le premier tour. Il appelle l'ensemble de ses militants et les électeurs de François Mitterrand à se mobiliser autour de Gilbert Annette, candidat de la circonscription de Saint-Denis[22]. »

Voilà qui risque de peser lourd à la veille du second tour des législatives.

À droite, dans la première circonscription, des tensions demeurent. Mario Lechat et Gilbert Gérard ne donnent pas de consignes de vote en faveur d'Auguste Legros. Mario Lechat justifie sa décision :

> « Pourquoi je n'appelle pas à voter Legros ? Je garde toutes mes convictions à droite mais je ne me reconnais pas dans la droite qu'il représente. Il n'aurait jamais du se présenter. Auguste Legros fait obstacle au renouvellement de la classe politique et porte une lourde responsabilité dans la division de la droite[23] ».

---

22 *Le Quotidien*, le 8 juin 1988.
23 *Le Quotidien*, le 8 juin 1988.

Les résultats du second tour

Les résultats du second tour dans l'île

Inscrits	234 736
Votants	174 836
Abstentions	59 900
Suffrages exprimés	170 659

Les résultats de la première circonscription

Inscrits	53 737
Votants	35 716
Abstentions	18 021
Suffrages exprimés	35 084

Candidats	Voix	Suffrages exprimés %	% sur inscrits
Auguste Legros	18 674	53,23	34,75
Gilbert Annette	16 410	46,77	30,53

Les résultats de la troisième circonscription

Inscrits	69 081
Votants	56 108
Abstentions	12 973
Suffrages exprimés	54 916

Candidats	Voix	Suffrages exprimés %	% sur inscrits
André Tien Ah-Koon	30 042	54,71	43,48
Claude Hoarau	24 873	45,29	36,01

Les résultats de la quatrième circonscription

Inscrits	51 859
Votants	39 574
Abstentions	12 285
Suffrages exprimés	38 491

Candidats	Voix	Suffrages exprimés %	% sur inscrits
Elie Hoarau	20 451	53,13	39,43
André Maurice Pihouée	10 840	46,87	20,90

Les résultats de la cinquième circonscription

Inscrits	63 033
Votants	43 438
Abstentions	19 595
Suffrages exprimés	42 168

Candidats	Voix	Suffrages exprimés %	% sur inscrits
Jean-Paul Virapoullé	22 551	53,48	35,77
Paul Vergès	19 617	46,52	31,12

Au lendemain du second tour des élections législatives, trois députés de l'union entre le R.P.R. et l'U.D.F. et deux députés communistes sont élus. Ainsi, la représentation parlementaire de l'île est identique à celle obtenue à l'issue des élections législatives de mars 1986. Dans la première circonscription, Auguste Legros, avec 53,23 % des suffrages l'emporte face à Gilbert Annette qui obtient 46,77 % des voix. Par rapport au premier tour de l'élection présidentielle, la gauche gagne quatre points.

Malgré sa défaite, le candidat de la majorité présidentielle semble satisfait :

> « Le score de ce soir est de bon augure pour les prochaines cantonales où d'ores et déjà deux cantons de Saint-Denis sont à gauche et deux autres jouables. Des perspectives ouvertes pour les consultations à venir sont intéressantes[24]. »

Sans doute évoque-t-il les prochaines élections municipales qui se déroulent dans un an.

Dans la troisième et cinquième circonscription, le mauvais report des voix de gauche est flagrant. Dans la troisième circonscription, André Thien Ah Koon (U.R.C.), avec 54,71 % des voix l'emporte face à Claude Hoarau (P.C.R.) qui obtient 45,59 % des suffrages.

24 *Le Quotidien*, le 13 juin 1988.

Dans la cinquième circonscription le duel Virapoullé-Vergès prend une tournure inattendue. Devancé par près de 8 000 voix face au total des voix recueillies par la gauche, le candidat de l'U.R.C. parvient à inverser la situation à la surprise générale. Finalement, il l'emporte avec 53,48 % des voix contre 46,52 % pour le leader du P.C.R. Seul Elie Hoarau dans la quatrième circonscription parvient à tirer son épingle du jeu en obtenant 53,13 % au second tour.

Ainsi, le P.C.R., considéré comme le grand gagnant du premier tour, se révèle être le perdant du second tour même si le parti est représenté par deux députés à l'Assemblée Nationale. Malgré le score historique du premier tour des élections législatives, les communistes ne renforcent pas leur représentation parlementaire. Virtuellement, ils auraient pu obtenir quatre députés s'il n'y avait pas eu de mauvais reports de voix à gauche.

Au soir du second tour, Paul Vergès ne cache pas sa déception. Il accuse le P.S. d'être à l'origine de la défaite de la majorité présidentielle à la Réunion. Le principal fautif est Jean-Claude Fruteau accusé d'avoir contribué à un « renversement d'alliances ». La fin de l'union de la gauche dès le premier tour des élections législatives semble être véritablement la cause de la défaite de la majorité présidentielle. Ne parvenant pas à trouver un accord, le P.S. et le P.C.R. ont sans doute fait une erreur de stratégie qui profite à la droite unie dès le premier tour (même si à Saint-Denis, les désaccords persistent à droite).

25 *Le Quotidien*, le 13 juin 1988.

1995 : Une présidentielle pour l'Égalité et le Développement

En mars 1993, la majorité socialiste sortante a subi lors des législatives une des plus sévères défaites électorales de la Ve République. Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale est des plus restreints avec 57 membres (dont 5 apparentés). Le projet de l'U.P.F. (Union pour la France) a été présenté le 10 février. Le 28 mars, le second tour des législatives donne aux droites françaises une majorité exceptionnelle depuis 1958[26]. Sur les 577 sièges, le R.P.R., formation prééminente, obtient 242 membres. L'U.D.F. totalise 207 sièges. Le 29 mars 1993, François Mitterrand accepte la démission de Pierre Bérégovoy et charge Edouard Balladur de constituer le nouveau gouvernement[27]. Une seconde cohabitation commence.

Au fil des mois, le nouveau locataire de Matignon, qui n'ambitionnait pas l'Élysée en mars 1993, s'impose comme un probable candidat à la présidentielle au regard d'une popularité grandissante que traduisent les sondages de mars 1993 à janvier 1995. À la fin de l'année 1993, le premier ministre obtient encore plus de 60% d'opinion favorable. Il faut pourtant, clé des tendances futures, distinguer la sympathie pour un non-candidat à l'Élysée et l'appréciation sur l'action gouvernementale.

> « Si 54% des Français en novembre (et même 65% en décembre) continuent de percevoir de manière positive la personnalité du Premier ministre, la majorité d'entre eux jugent alors son bilan plutôt négatif »[28].

En novembre 1994, la sixième élection présidentielle au suffrage universel divise le R.P.R. En visite à Lille, ville de naissance du général de Gaulle, le 4 novembre, Jacques Chirac se lance officiellement dans la campagne en annonçant sa candidature dans un entretien au quotidien

---

26 Au premier tour, les droites toutes tendances confondues rassemblent 44% des suffrages exprimés.

27 Sur la constitution de ce gouvernement et sa politique pendant deux années, se reporter aux témoignages d'E. Balladur dans l'émission radiophonique Histoire d'un siècle, France-Inter, le 14.12.2001.

28 P. Lévêque, *Histoire des forces politiques en France de 1940 à nos jours*, Tome III, A. Colin, 1997, p. 430.

régional *La voix du Nord.* Dans les faits, depuis la parution de son livre *Une Nouvelle France*, Jacques Chirac tente de se réinsérer dans le débat politique en multipliant les rencontres avec les Français par une « campagne de terrain ». Quant à E. Balladur, il fait un pas de plus vers sa candidature lorsqu'il déclare dans *Le Figaro « Jacques Chirac depuis longtemps est réfugié dans son parti comme dans une citadelle »*[29].

Alors que le R.P.R., créé en 1976, se divise entre deux candidats, le Parti socialiste est à la recherche d'un potentiel candidat. Depuis les législatives de mars 1993, la direction socialiste est en crise. Le 3 avril, Michel Rocard est nommé président du P.S. Le 29 mai, il se place en candidat assuré (« Rien ne m'empêchera d'être candidat à l'élection présidentielle de 1995 »[30]). Du 2 au 4 juillet, les États Généraux du P.S. à Chassieu (Rhône), renforce l'autorité du maire de Conflans Saint-Honorine. Les 22-24 octobre, il est officiellement élu premier secrétaire des socialistes. Les scrutins européens du 12 juin 1994 signent la fin de la tentative rocardienne. Dès le 19 juin, Michel Rocard refuse d'être désormais « le candidat naturel du P.S. » à l'élection présidentielle. Il se démet de ses fonctions. Henri Emmanuelli le remplace. L'alternative apparaît se construire autour de la personne de Jacques Delors, Président de la Commission européenne. Le Congrès socialiste de Liévin (18-20 novembre 1994) interpelle Delors pour qu'il fasse « son devoir ». Gilbert Annette considère que Delors est une chance pour les socialistes et la gauche.

Le 11 décembre, invité de l'émission « 7 sur 7 », Jacques Delors refuse d'être candidat.

> « Bien entendu, j'éprouve un sentiment de grande déception car Jacques Delors était porté par les sondages et qu'il n'aurait pas eu de peine à l'emporter » (Jean-Claude Fruteau)

> « C'est un coup dur pour Free-Dom. Delors avait fait l'unanimité chez nous et nous laisse sinon orphelin au moins pantois » (Camille Sudre)

Avec amertume, Michel Rocard compare le P.S. à « un champ de ruines »[31]. et considère bien faibles les chances de la gauche de gagner la présidentielle. La liste des refus s'allonge (Michel Rocard, Pierre Mauroy, Jack Lang...). Les socialistes engagent une campagne interne pour la

---

29 *Le Figaro*, 24.10.2001.

30 *Journal du Dimanche*, 29.05.1994.

31 Le 17 décembre 1995 lors d'une colloque organisé à Paris par les Clubs Convaincre et Témoin.

désignation d'un candidat au moment où Edouard Balladur annonce (le 18 janvier) sa candidature. Et ce n'est que le 3 février que le P.S. connaît le nom de son candidat. Lionel Jospin est désigné avec 65% des suffrages.

I. Visites et campagne électorale

Sur la période 1993-1995, la vie politique du département connaît quelques évolutions. Cinq députés représentent La Réunion : Gilbert Annette, Paul Vergès, André Thien-Ah-Koon, André Maurice Pihouée, Jean-Paul Virapoullé. Le 20 juin 1993, après l'annulation des scrutins des 22- 29 mars 1992, les élections régionales permettent, dans le cadre d'une alliance P.C.R.-Free-Dom, à Margie Sudre d'accéder à la présidence du Conseil Régional. En mars 1994, le Conseil général bascule à gauche (24 sièges sur 47) avec l'élection à la présidence de Christophe Payet, maire de Petite-île. Après la condamnation d'Eric Boyer (mars 1994), Paul Vergès devient sénateur.

Dans ce contexte politique départemental, Edouard Balladur, encore non-candidat, se rend le 25 novembre 1994 à La Réunion. Il est accueilli par le nouveau Préfet. Quelques jours avant cette visite, Pierre Steinmetz a remplacé Hubert Fournier. Le Premier ministre vient inaugurer la nouvelle piste de Gillot qui permet des vols sans escale vers Paris.

Cette visite, temps habituel de pré-campagne, de ce « *bourgeois libéral* »[32] ne suscite pas l'enthousiasme de la population réunionnaise. Elle est un premier test du décalage entre l'expression des sondages et la réalité d'une présence dans la pré-campagne électorale.

D'une toute autre nature est la visite de Jacques Chirac, trois semaines après, qui est en campagne depuis deux mois. Il s'insère dans une conjoncture caractérisée par la thématique de l'égalité sociale. Dès le meeting du Parti communiste réunionnais au Port, le 17 décembre, les dirigeants communistes mettent en avant le Projet d'un pacte pour le développement solidaire et le lancement d'une campagne d'information sur les 130 propositions « *basées sur la solidarité, le développement et sur un pacte passé avec le pouvoir pour les 7 ans qui viennent* »[33]. Sans avancer de consigne définitive de vote pour la

32 Lire Véronique Maurus, *Le Monde*, 20.04.1995.
33 Intervention d'Elie Hoarau.

présidentielle, le P.C.R. marque son opposition contre « *tous ceux qui seront contre la solidarité et l'égalité* ».

Deux jours après ce rassemblement, la question de l'égalité est de nouveau largement évoquée lors du voyage du maire de Paris. Le mardi 20 décembre, Jacques Chirac est le seul candidat déclaré à droite. Il passe trois journées dans le département, accompagné de Jean-Louis Debré, fidèle chiraquien. Il prolonge sa campagne sur le terrain et va à la rencontre des habitants : une visite qui prend le total contre-pied du voyage d'Edouard Balladur. À un rythme soutenu, il participe aux fêtes du 20 décembre (« *Cette journée est aussi importante pour la France, car elle est à l'origine de l'abolition de l'esclavage. Mais comment peut-on parler de l'égalité des hommes sans l'égalité des droits* »[34], se rend à l'Étang salé, au Tampon, St Pierre, St Leu...

À Saint-Pierre, le meeting rassemble près de 3000 personnes.

> « Précédant la discours attendu du candidat Chirac, se sont succédé sur le podium : Jean François Bosviel en maître de cérémonie gouailleur, TAK au timbre de voix musclé, André-Maurice Pihouée aux accents moralistes du prédicateur....Et pour ceux qui continuent à douter de sa parole, la candidat du RPR enfonce le clou : « L'égalité sociale constitue avant tout à mes yeux une obligation morale...Pour moi, il n'y a donc plus lieu de s'obstiner dans un combat d'arrière-garde. Le temps est venu d'étendre aux départements d'outre-mer dans les formes et pour les montants appliqués en métropole, les prestations qui ne l'ont pas encore été, ainsi que d'achever aussi rapidement que possible l'alignement du SMIC... »[35].

Jacques Chirac rencontre aussi Margie Sudre et Paul Vergès à l'Hôtel de Région. Les membres de l'exécutif régional se félicitent de cette réunion de travail qui a permis de mettre en avant le Plan de Dévéloppement Actif (P.D.A.).

Devant cette recomposition en vue de la présidentielle, Jean-Paul Virapoullé évoque la naissance d'un nouveau parti le R.P.C.R.

> « Le P.C.R. sait que la gauche a déjà perdu les présidentielles, donc il tente d'asphyxier le débat en jetant la bâche de l'égalité sociale. Paul Vergès a transformé le débat présidentiel en une supérette de l'égalité. Il remplit les rayons de démagogie et à la sortie des caisses le peuple aura la surprise ».

Dans une lettre datée du 24 décembre, le maire de St André demande au premier ministre d'être candidat à la magistrature suprême :

---

34 Déclaration de J. Chirac le 20 décembre 1994.
35 *J.I.R.* du 22.12.1994.

> « Vous avez su parler non pas avec démagogie en vous positionnant sur le terrain usé, idéologique et dangereux de l'égalité sociale, mais sur celui plus difficile, et combien plus noble et plus courageux du développement économique, de la dignité et de la responsabilité qui passe par l'exercice des droits nouveaux ».

À droite face aux deux candidatures du R.P.R., le député-maire André Tien Ah Koon apporte son soutien à Jacques Chirac alors que Raymond Lauret, premier adjoint du Tampon, préfère appuyer Edouard Balladur[36].

Autre visite sur le sol réunionnais : dans la journée du 22 décembre, Jean-Marie Le Pen arrive pour une visite publique et privée. L'annonce de cette visite a promptement suscité une manifestation d'hostilité lors de la conférence de presse du président du Front national. Le JIR revient sur ces événements :

> « dans une ambiance houleuse, une quinzaine de manifestants ont pendant plus d'une heure perturbé le déroulement de la conférence de presse...Durant une brève échauffourée, le chanteur Danyel Waro et le comédien Baguett' ont été légèrement blessé »[37].

Le 26 décembre, lors de son départ, une manifestation réunit près de 200 personnes venues dire leur colère.

Au cours de sa venue, Jean-Marie Le Pen s'en prend aux alliances du candidat R.P.R. (*« la poignée de main P.C.R.-R.P.R. »*).

Le leader du F.N. se fait aussi le chantre de « l'égalisation sociale », toujours inscrite dans le programme de l'outre-mer de sa formation.

Début janvier 1995, les socialistes réunionnais sont alors en attente d'un candidat. Ils observent les enjeux nationaux et départementaux. Par la voix de Dominique Rivière, secrétaire fédéral du PS, présenté alors par la presse comme la *« dauphin de Jean Claude Fruteau »*, les socialistes expriment leur volonté de ne pas voir s'insérer le R.P.R. dans le bloc favorable à l'égalité sociale.

> « Le rassemblement d'une plate-forme P.S., P.C.R. et Free-dom sur la base d'un front progressiste a fait l'unanimité des trois mouvements. Il est illusoire de croire que le RPR s'associe a ce front ».

Au regard du vide créé par le refus de Jacques Delors de se lancer dans la campagne présidentielle, Dominique Rivière reste cependant optimiste. Il faudra aux socialistes attendre encore le début février pour connaître le nom de leur candidat. En mars, Lionel Jospin est présent dans

---

36 Position qui le rapproche de Dominique Perben, ministre des DOM-TOM.

37 *J.I.R.*, 24.12.1994.

la campagne réunionnaise. Arrivé à l'Hôtel de Ville de Saint-Denis, il propose au maire Michel Tamaya d'aller le plus rapidement possible « sur le terrain » des quartiers dionysiens.

Lionel Jospin veut se démarquer de « l'immobilisme et des conservateurs ». Ironisant à plusieurs reprises sur « le chiraco-marxisme » et la nouvelle habitude de Jacques Chirac d'abandonner les chants militaires pour une *Internationalionale* quotidienne et matinale, Jospin refuse d'avancer l'idée d'une égalité immédiate S.M.I.C. métropole-S.M.I.C. Dom. Au journal de R.F.O., l'ancien premier secrétaire du P.S., face à M.Gault rejette la démagogie :

> «...Je suis le candidat de l'égalité sociale...Je suis venu vers les Réunionnais en les abordant comme des citoyens français et développer mon programme (salaires, créations d'emplois, jeunesse...). Égalité sociale : Chirac était contre pendant longtemps, il vient de changer tout d'un coup d'avis
>
> Égalité sociale ...Le projet de François Mitterrand a été ralenti par le gouvernement Balladur soutenu par Chirac.... ».

Discours qui recoupe la profession de foi de Gilbert Annette en 1993 :

> « Avec François Mitterrand, la marche de notre département vers plus de liberté et de responsabilité, vers plus d'égalité et de solidarité est incontestable...Mais dans le monde dur d'aujourd'hui, il faut que personne ne soit exclu du progrès. Aussi, aux côtés du Président de la République, je défendrai avec détermination les acquis sociaux (retraites, RMI, droit à la Santé...) et L'Égalité sociale (Allocations Familiales au 1er juillet 93, SMIC au 1er janvier 1995...) »[38].

Lionel Jospin se veut le véritable candidat, et le seul candidat, de l'égalité et du développement. Des mots qu'il estime partager avec Paul Vergès. Il demande à chaque électeur de choisir entre la conception conservatrice (Chirac, Balladur) et progressiste (Jospin).

> « Le 1er tour des présidentielles mobilise peu : l'enjeu de 1988 – réaliser légalité sociale- est en voie d'achèvement...Nul ne remet en cause la départementalisation, comme en 1974 et 1981...À Droite, E. Balladur, pressé et distant, s'est mis hors jeu, fin novembre, en repoussant l'échéance finale de l'égalité sociale. J. Chirac s'y est converti, avec effusion et réalisme. L. Jospin, venu à la mi-mars, en début de campagne, est relativement peu connu à La Réunion »[39].

---

38 Extrait de la déclaration de G. Annette (Archives Assemblée nationale).

39 Un juste résumé de la situation de P.Martinez, « Réflexions géopolitiques autour des élections présidentielles de 1995 à La Réunion », *Travaux & Documents*, Février 1999, p. 59-68.

Pour le P.C.F., Robert Hue succède à Georges Marchais. Le 28 janvier 1994, lors du 28e congrès à Saint-Ouen, il est élu secrétaire national.

> « Le nouveau secrétaire national du P.C. dont on pouvait penser qu'il n'était qu'une doublure de Georges Marchais et qui révèle pendant la campagne électorale une personnalité populaire »[40].

Francis Wurtz vient représenter le P.C.F. à La Réunion. Le député européen du PCF arrive avec André Belleville, responsable des DOM-TOM place du colonel Fabien. Robert Hue place au *« premier plan de ses préoccupations la mise en œuvre de l'égalité, et conjointement, celle d'un plan de développement »*.

Le Conseil constitutionnel avalise aussi les candidatures de Dominique Voynet, Arlette Laguillier, Philippe de Villiers, Jacques Cheminade.

L'engagement du P.C.R.

Dès le début février, les choix départementaux recoupent globalement les engagements nationaux habituels. Le R.P.R. appuie majoritairement Jacques Chirac, le camp balladurien (soutenu sur le plan national par la plus grande partie de l'U.D.F. et une fraction du R.P.R) compte surtout sur le député-maire de St-André. Les socialistes rejoignent Jospin. Free-Dom ne donne pas de consigne de vote. Si Camille Sudre[41] laisse « l'électorat freedomien » libre de son vote, il demande pourtant de sanctionner la politique du Gouvernement en « éliminant » dès le premier tour la candidature du Premier ministre : *« Comme dit la pub d'evian, nous allons é-li-mi-ner. Deux candidats l'ont déjà été pour Free-Dom : Balladur et Le Pen »*.

La principale incertitude réside dans le choix de la direction du Parti communiste réunionnais.

Le P.C.R. procède en deux temps. Il avance les candidatures des partisans de l'égalité et du développement et écarte en l'isolant la candidature d'Edouard Balladur présenté comme « le candidat de l'inégalité ». Dans une déclaration officielle, le P.C.R. estime que chaque électeur doit librement choisir («en personne majeure et responsable ») selon sa propre conviction

---

40 J.-J. Becker, *Histoire politique de la France depuis 1945*, A.Colin, 1996, p. 188.

41 Dans un entretien avec Idriss Issa, *Le Quotidien*, 7.4.1995, Camille Sudre indique avoir voté en 1981 et 1988 pour François Mitterrand.

entre 4 candidats (Hue, Voynet, Jospin, Chirac). Reprenant des déclarations de Nicolas Sarkozy ou de Simone Veil, les dirigeants communistes présentent les balladuriens nationaux et « péi » comme favorables à « la parité absolue » dans les DOM[42].

> « L'idée selon laquelle Edouard Balladur est bien le seul candidat à s'opposer à l'égalité est désormais clairement établie chez l'immense majorité des Réunionnais. D'ailleurs Simone Veil a confirmé aux Antilles que la politique sociale d'Edouard Balladur dans les DOM s'inscrit dans un retour à la parité sociale. L'intention de ce dernier, en cas d'élection à la présidence de la République, est d'étendre le système injuste de l'A.P.E. "tropicalisée" à l'ensemble des autres prestations. D'ailleurs Jean-Paul Virapoullé a confirmé à Maurice que tel est bien l'objectif du candidat-Premier minsitre selon lequel « nous avons l'égalité des droits ».
>
> « À moins de trois semaines du premier tour de la présidentielle, le débat est donc très clair et les camps bien délimités pour les Réunionnais : il y a d'un côté les candidats partisans de l'égalité et un seul candidat qui milite en faveur d'un retour à la parité »[43].

Le parti propose que le 23 avril soit d'abord un plébiscite en faveur de l'Egalité et du Développement au travers du premier tour de scrutin et annonce pour le 17 avril un grand rassemblement à la Halle des manifestations du Port. Il ne s'agit plus d'évoquer le septennat futur de tel ou tel candidat mais d'avancer l'idée d'*« un septennat du développement »*. Une position, que les dirigeants replacent dans la continuité des élections présidentielles passées.

> « Contrairement à ce qu'écrit un de nos confrères, le P.C.R. n'a pas changé par rapport à 1988. Il n'a d'ailleurs pas changé par rapport à 1981 ou à 1974, voire à 1969. À chaque fois, constamment, il a saisi l'opportunité de l'élection présidentielle pour poser un problème fondamental a ses yeux pour La Réunion : la fraude électorale en 1964, le principe de l'autodétermination en 1974 et 1981, l'égalité en 1988 »[44].

Posture réaffirmée sur RFO-télévision (le 12 avril) par Paul Vergès qui ajoute que pour

> « la première fois, dans une élection, les Réunionnais ne sont pas appelés à ratifier une solution élaborée à Paris, mais ce sont les candidats qui disent leur approbation d'une solution élaborée par les Réunionnais. Les Réunionnais sortent de leur position suiviste qu'on

42 *Témoignages*, 3.4.1995.

43 *Témoignages*, 5.4.1995. Titre sans équivoque du positionnement communiste à travers le quotidien du PCR le 9 avril « Amplifier les luttes et battre Balladur ».

44 *Témoignages*, 13.4.1995.

> appelait la position légitimiste et deviennent majeurs. Ce sont eux qui ont élaboré une solution et ce sont les candidats qui se sont prononcés sur cette solution »[45].

Notons que le journal *Le Monde* du 18 avril évoque des divergences entre Paul Vergès qui aurait choisi de voter pour Robert Hue et Elie Hoarau pour Lionel Jospin. Commentaire que *Témoignages* réfute dans son édition du mercredi 19 avril.

Face à « cet engagement multiple » des communistes, Jean Claude Fruteau oppose le choix d'un vrai vote de gauche avec le bulletin Jospin.

Réponse du P.C.R. :

> « C'est la volonté du premier secrétaire de la fédération du PS d'enfermer le choix des Réunionnais dans une seule alternative qui est choquante. Le maire de Saint-Benoît a fait avant-hier soir sur Antenne Réunion la démonstration du caractère fondamentalement non-réunionnais de sa démarche... »[46].

Inversement le Mouvement Alternatif Réunionnais (François Esquer), qui soutient la candidature de Dominique Voynet se

> « réjouit que les résultats dans les sondages n'aient joué aucun rôle dans l'analyse et qu'ainsi les électeurs communistes et freedomiens aient été invités par les dirigeants de ces formations à prendre la candidature de Dominique Voynet en considération »

Au début d'avril soit trois semaines avant le premier tour, force est de constater que la campagne ne passionne pas. Comme le note *Témoignages*,

> « ce scrutin ne semble guère passionner les Réunionnais, si l'on en croit une campagne qui a du mal à « prendre ». Seuls en effet les passages qu'effectuent dans notre île les candidats ou leurs représentants venus de France lui donnent un peu de rythme »[47].

Le premier tour : Echec de Balladur

Le premier trait, déjà perçu lors des semaines de campagne, de ce scrutin du 23 avril est un évident désintérêt. Avec seulement 63,81% de participation, La Réunion se démarque notablement de la moyenne nationale (79,8% de participation).

---

45 Réponse parvenue dans l'ordre suivant : Hue, Voynet, Chirac, Jospin.
46 *Témoignages*, 14.4.1995.
47 *Témoignages*, 1-2.4.1995.

Résultats du premier tour à La Réunion

Inscrits	371.633	
Votants	237.140	63,81%
Blancs nuls	10.376	
Exprimés	226.764	Inscrits - exprimés
CHIRAC	79.765	21,4% - 35,18%
JOSPIN	68.839	18,5% - 30,36%
BALLADUR	30.684	8,2% - 13,53%
HUE	23.907	6,4% - 10,54%
LE PEN	6.554	1,7% - 2,89%
LAGUILLIER	5.491	1,4% - 2,42%
De VILLIERS	5.060	1,3% - 2,23%
VOYNET	4.322	1,1% - 1,91%
CHEMINADE	2.142	0,5% - 0,94%

Le communiqué de Camille Sudre pour le Mouvement Free-Dom reprend ces deux données.

> « Le fort taux d'abstention des électeurs réunionnais contrai-rement aux précédents scrutins et contrairement à la métropole, traduit un profond malaise exprimé par la population. La classe politique, depuis longtemps discréditée, a perdu la confiance d'une partie de l'électorat.
> Il ressort du vote exprimé hier, que les Réunionnais ont plébiscité l'égalité et la dignité, en éliminant le candidat-Premier ministre qui leur refuse les droits sociaux les plus élémentaires. Il est temps de se mettre au travail et d'appliquer le PDA (Plan de Développement Actif) si l'on veut éviter une situation irréversible ».

Dans sa déclaration, le P.C.R. insiste « sur le chiffre de 80% des exprimés pour l'Égalité et le P.D.A. (Balladur battu dans tous les DOM et éliminé[48]) mais souligne aussi la surprise que constitue la présence du candidat socialiste au second tour. À noter que, dans la logique du prochain scrutin municipal de Saint-André, le score d'Edouard Balladur (28,78% des exprimés) dans la commune de Jean-Paul Virapoullé constitue un évident motif de satisfaction. (Jospin réalise 29,35%). Jean Louis Rabou parle de *« victoire fourre tout de l'égalité, un slogan populiste qui nous prépare d'amères désillusions »*[49].

48 Titre de *Témoignages*, 25.4.1995.
49 *Le Quotidien*, 24.4.1995.

Score d'Edouard Balladur dans les DOM (% des exprimés)

Guadeloupe	14,48%
Guyane	16,88%
Martinique	23,58%
La Réunion	13,53%

Pour ce premier tour, globalement, la droite est majoritaire. Chez les socialistes, à l'aune de la situation de décembre 1994, les résultats de Lionel Jospin sont une excellente surprise. Les résultats du candidat socialiste surprennent d'autant plus que les sondages le plaçaient sur le plan national en troisième position avec 17% des intentions de vote. Le P.S. fédéral entend bien profiter de cette vague rose du premier tour. Dans son premier commentaire, Jean Claude Fruteau reprend le thème du vote socialiste et du refus d'un pacte allant de Chirac à Hue. Lors de la soirée électorale de R.F.O., il stigmatise ceux qui sont « *un jour dans le camp du progrès et un autre dans celui du recul et de l'immobilisme* ».

Les deux semaines de campagne pour le second tour laissent le temps au P.C.R. de finaliser sa position. Après avoir analysé les résultats, rejeté l'impatience (« *l'heure n'est pas à la précipitation fébrile pour l'un ou l'autre candidat* »), posé les questions des ralliements (et principalement des électeurs F.N. vers Jacques Chirac), les communistes se fixent le mot d'ordre : « *Réunionnais pensez d'abord à vous* »[50]. Le 30 avril, à la veille du défilé du 1er mai, la déclaration adoptée à l'unanimité par le Comité Central du P.C.R. affirme la volonté des communistes « de voir se réaliser l'Egalité et le Développement du pays en votant avec le bulletin Jospin de manière à mettre en échec la manœuvre des balladuriens tout en ne doutant pas de la sincérité de ceux qui avec le bulletin Chirac, souhaitent ardemment que ce dernier tienne ses engagements pour l'Égalité et le PDÀ »[51].

Ce choix en faveur du candidat socialiste part d'un maintien de l'équilibre entre Chirac et Jospin, que viendrait bousculer les déclarations de Jean-Paul Virapoullé, Serge Camatchy, adjoint au maire de Saint-André ou Joseph Sinimalé. « *Les chiraquiens ont fait perdre Chirac* », cette idée avancée par les communistes visent à marquer leur évolution de tendance de l'entre-deux-tours.

---

50 *Témoignages* 27.4.1995.

51 Extrait de la déclaration du 30 avril 1995.

Du côté de Free-Dom, le mouvement se félicite de la reconnaissance par les deux candidats du P.D.A., mais refuse toujours de choisir entre Chirac et Jospin.

À droite, la logique du désistement républicain s'impose. À l'image de Clovis Pavaye et Jean-Paul Euphrasie, responsables du Comité Balladur de Saint Paul, les soutiens du premier ministre appellent l'ensemble des électeurs de la droite à contribuer au succès de Jacques Chirac afin de « *transformer l'essai en victoire finale* ». Image de cette unité retrouvée : le meeting du Tampon, le 1er mai en présence des envoyés du RPR, Eric Raoult et François Grosdidier. À la tribune, l'union est de mise d'André Tien Ah Koon à Jean–Paul Virapoullé, d'André-Maurice Pihouée à Fred K.Bidy. Principaux thèmes de ce rassemblement, l'expérience et les compétences du leader gaulliste au service de la réalisation rapide de l'égalité entre les DOM et la métropole avec cette formule du député-maire du Tampon : « *Nous sommes des Français plus français que les Parisiens et que les Corréziens* ».

Cette nouvelle répartition des forces politiques dans la perspective du second tour se retrouve dans les commentaires qui suivent le face à face télévisé du mardi 2 mai. Jean-François Bosviel s'estime extrêmement satisfait de Jacques Chirac (« *Il a mis en lumière sa maîtrise des sujets et sa capacité d'écoute des Français* »). Jean Claude Fruteau souligne la profonde authenticité de Jospin («*Ce débat lui a permis de manifester ses réelles capacités d'homme d'État* »).

Le 7 mai, jour du second tour, le corps électoral se rend dans le calme aux urnes. Alors que les résultats nationaux ne sont pas proclamés, les chiffres du dépouillement des bureaux de vote de La Réunion sont connus. Avec 56,07% des suffrages exprimés, Lionel Jospin arrive nettement en tête de « ce duel politique ». Sur le plan national, les chiffres s'inversent. Jacques Chirac l'emporte avec 52,4%.

> « Ainsi donc, la troisième tentative aura été la bonne, même si la Réunion une fois de plus a tout fait à l'envers en votant à 56% pour Lionel Jospin. ...Une autre question est tout simplement l'avenir de l'outre-mer français. Le précédent président de droite, Valéry Giscard d'Estaing, estimait que « les Dom sont des danseuses qui coûtent trop cher ». Il y a un an, dans le quotdien Le Monde, Aimé Césaire prêtait peu ou prou la même pensée, le même dessein à nos gouvernants : « Un jour on nous laissera tomber, vous devinez bien, on va finir par s'apercevoir que nous coûtons cher et que nous sommes des emmerdeurs professionnels ». Dans une interview au Quotidien, le 5 mai 1994, l'habile Paul Vergès ne disait pas autre chose en désignant le gouvernement Balladur : « le gouvernement prépare le largage des DOM. Les choses ont-elles changé, au prétexte que de Paul Vergès à

Camille Sudre on a rabâché jusqu'au 23 avril qu'en votant Jacques Chirac on votait pour La Réunion ? Nul en effet ne pouvait ignorer, dès ce premier tour, que Jacques Chirac qui n'a fait somme toute que 2 points de plus que le Premier ministre, aurait inévitablement besoin de toute la droite et d'Edouard Balladur au deuxième tour. Puis pour diriger la France et organiser l'avenir de la Réunion qu'il s'agisse d'égalité sociale, de salaire des fonctionnaires, de PDÀ ou de la loi...Perben. À Paris, comme ici, les bluffeurs et les démagogues pourraient avoir des compte à rendre »[52].

1er tour de la présidentielle

Commune	Total (1)	Total (2)	Différence
Saint-Denis	18 166	23 238	-5 072
La Possession	3 355	2 778	577
Le Port	6 243	4 353	1 890
Saint-Paul	9 802	15 954	-6 152
Trois Bassins	900	1 572	- 672
Les Avirons	1 060	1 480	420
Saint-Leu	3 524	4 497	- 973
Etang-salé	1 812	2 450	- 638
Entre-Deux	998	1 197	- 199
Cilaos	843	1 355	- 512
Saint-Louis	7 318	6 621	697
Saint-Pierre	9 652	12 385	- 2 733
Petite-île	2 658	1 720	938
Saint-Joseph	4 337	6 233	- 1 896
Saint-Philippe	1 090	768	322
Tampon	7 608	15 319	- 7 711
Sainte-Rose	1 964	938	1 026
Plaine-des-Palmistes	383	954	- 571
Saint-Benoit	6 221	3 939	2 282
Bras-Panon	1 562	1 540	22
Salazie	903	1 415	- 512
Saint-André	5 689	7 356	- 1 667
Ste-Suzanne	2 890	2 503	387
Ste-Marie	3 581	3 640	- 59
Total	**102 559**	**124 205**	

52 Extrait de l'éditorial, Le Quotidien, 8.05.2001.

2e Tour de la présidentielle

Commune	JOSPIN	CHIRAC	DIFFERENCE
Saint-Denis	24 811	22 467	2 344
La Possession	4 625	2 448	2 177
Le Port	8 650	3 720	4 930
Saint-Paul	15 468	14 634	834
Trois-Bassins	1 447	1 427	20
Les Avirons	1 713	1 475	238
Saint-Leu	5 845	4 094	1 751
Etang salé	2 554	2 328	226
Entre-Deux	1 352	1 256	96
Cilaos	1 287	1 243	44
Saint-Louis	10 780	7 012	3 768
Saint-Pierre	15 775	11 792	3 983
Petite-île	3 172	1 792	1 380
Saint-Joseph	6 831	5 700	1 131
Saint-Philippe	1 536	913	623
Tampon	11 061	13 777	-2 716
Sainte-Rose	2 374	973	1 401
Plaine des Palmistes	546	951	-405
Saint-Benoit	8 048	3 696	4 352
Bras-Panon	2 310	1 577	733
Salazie	1 548	1 506	42
Saint-André	8 627	6 639	1 988
Ste-Suzanne	4 457	2 563	1 894
Ste-Marie	5 456	3 731	1 725
Total	**150 273**	**117 714**	**32 559**

Le 8 mai, les élus de la droite réunionnaise analysent le revers départemental et font le décompte des divisions passées dans cet échec.

> « Cette attitude qui consiste à s'insulter pendant trois mois avant de se réconcilier quinze jours avant le second tour, cela ne trompe pas les électeurs. Il y a forcément un mauvais report des voix. En 1988, c'était le même tableau » (J-P Virapoullé).

La gauche socialiste prend la mesure du vote Jospin, qui a rassemblé au-delà du vote socialiste.

> « Ce score augure bien de l'avenir, quel que soit le président élu. On voit bien qu'il y a une prise de consciences des problèmes de La Réunion » (J-C Fruteau).

Paul Vergès, qui voit dans ces résultats *« un raz de marée pour l'égalité et le développement »*, adresse au président élu et à Lionel Jospin un courrier.

La première lettre souhaite « qu'intervienne entre le Gouver-nement que vous nommerez et les Réunionnais, un partenariat en vue d'atteindre les objectifs du contrat passé entre vous et eux. Dans cette perspective historique, nous sommes convaincus que les Réunionnais enfin responsables sauront faire preuve du courage politique nécessaire ».

Les résultats officiels dans les département d'outre-mer

Inscrits	1.192.170	
Votants	688.261	
Abstentions	42,26%	
Blancs, nuls	4,18%	
Suffrages exprimés	659.427	
	Suffrages	**% des exprimés**
Jacques Chirac	324.526	49,21%
Lionel Jospin	334.901	50,79%

Les municipales, déjà en filigranne lors de cette élection, apparaissent vite comme le prolongement évident de la présiden-tielle. Dès le temps de la campagne, les consultations municipales étaient en toile de fond de ce scrutin national. Nombre d'édiles locaux parlaient de la présidentielle et pensaient, préparaient, anticipaient, les votes des municipales. Jean-François Bosviel (R.P.R.) annonce ainsi sa candidature à St Paul[53]. Michel Morel est candidat à St Joseph à la tête d'une liste pour un autre développement. Camille Sudre est candidat à Sainte-Marie... Bernard Debré, venu soutenir la candidature Balladur décrit JP Virapoullé comme « un bon élève de Michel Debré », Marc André Hoarau, conseiller régional voit en lui *« le meilleur maire de l'île »*[54].

53 Voir l'article du *Quotidien* du 3.4.1995.

54 *Le Quotidien*, 7.4.1995. Titre du journal, le 10.4.1995 « Elections municipales de Saint-André : DUEL ».

Présentes dans le cadre du débat politique local de la présidentielle, les échéances municipales sont pourtant à dissocier lorsqu'il s'agit d'analyser l'expression du corps électoral. Les 11 et 18 juin 1995, premier et second tour du scrutin, les calculs et les transpositions d'une élection aux autres, de la présidentielle aux municipales, se révèlent sans valeur. La science politique impose quelques règles : il importe de bien distinguer les paramètres du vote de la présidentielle et le vote municipal avec des paramètres locaux.

Comme le note, au lendemain des municipales, avec justesse Idriss Issa :

> « Deux mois après le raz-de-marée de Lionel Jospin (arrivé en tête dans 22 communes sur 24), l'électorat réunionnais est presque revenu à la case départ avec, à l'issue de ces deux tours des municipales, vingt-deux maires sortants réélus sur 23 »[55].

À Bras-Panon, Jean-Marie Foudrin succédait à Paul Moreau, qui ne se représentait pas. À Cilaos, Jacques Techer devançait de 33 voix le maire sortant, Simon Lebreton.

Deux ans plus tard, il en est tout autrement : les législatives de 1997, imposées par la dissolution de la Chambre des députés, modifient singulièrement ce paysage politique...

55 *Le Quotidien*, 19.06.1995.

Conclusion

À la veille de l'élection d'avril-mai 2002, ces six synthèses des consultations présidentielles sont autant des matériaux d'une connaissance historique sur trois décennies, qu'une contribution au débat sur la place de l'élection présidentielle dans l'histoire politique des temps présents de La Réunion.

Nous avons tenté de distinguer cette « marge de manœuvre » locale, qui permet d'instrumentaliser à l'échelle du département un scrutin national et au fil des consultations d'insérer des thématiques dans un rendez-vous politique (tous les sept années, et désormais tous les cinq ans) fixé par un calendrier et des événements nationaux. Dans ce cadre, il faut évoquer les débats sur la véritable départementalisation, l'autonomie, les fraudes électorales, la place de la question du statut, puis de l'égalité sociale et du développement sur ces trente années.

Comme pour l'ensemble des départements français, il est aussi instructif de prendre la mesure des effets nationaux dans la vie politique locale : effets du ballottage et de la progression de la gauche en 1965, marche vers l'union de la gauche et consolidation d'un nouveau pôle à droite en 1974, conséquences de l'alternance de 1981 sur la période 1982-1983 avec la politique de décentralisation et l'émergence du conseil régional....Dans ce registre d'observations, les résultats des élections présidentielles sont des « moments-fondateurs » et fixent des bornes chronologiques dans le tempo de la vie politique. L'élection de 1974 constitue ainsi un premier échec pour Michel Debré depuis son élection en 1963. Elle annonce pour l'ancien premier ministre du général de Gaulle une perte d'influence.

Les consultations nationales ont de tangibles répercussions pour les formations politiques que traduisent discours et coalitions. Les résultats de mai 1981 marquent ainsi un tournant pour le Parti communiste réunionnais et le Parti socialiste et un temps de divisions pour le mouvement gaulliste. En 1988, le R.P.R. subit les contrecoups de la candidature de Raymond Barre. Inversement, en 1995, le Rassemblement autour de Jacques Chirac recrée une dynamique électorale.

Le lien entre l'histoire politique nationale et locale s'exprime

explicitement lorsque l'élection présidentielle précède de quelques semaines des consultations locales (municipales, législatives). Paradoxalement, la présidentielle occulte et nourrit alors les futures batailles à l'échelle des départements. Nous avons relevé ce phénomène en 1995 avec une campagne nationale qui cherche concomitamment à son enjeu premier à préfigurer les résultats des municipales de juin. D'autres situations peuvent être notées lorsqu'elles se conjuguent avec la recomposition du paysage politique et imposent de nouveaux équilibres politiques. Il en est ainsi de l'élection présidentielle de 1988, qui bouscule les équilibres internes des droites réunionnaises et marque dans une mémorable pré-campagne des législatives le terme du mandat de député de Michel Debré (1963-1988). Un autre exemple peut être considéré avec le succès de Wilfrid Bertile (législatives de juin 1981). La dissolution décidée par François Mitterrand lui permet de devenir le premier député socialiste de La Réunion et de renforcer l'implantation du Parti socialiste réunionnais.

L'objectif de la revue n'a pas été de fournir des clefs pour vaticiner mais des clefs pour replacer la présidentielle de 2002 dans une série de scrutins et aider à la compréhension d'une consultation. Les six scrutins marquent des évolutions significatives du corps électoral entre le vote gaulliste des années soixante et les succès de la gauche au second tour (1988, 1995)[1].

L'historien du politique n'a pas vocation à la prédiction. Il se doit cependant d'avancer interrogations et idées. Une question primordiale concerne le taux de participation de la prochaine échéance. La tendance entre 1998 et 1995 exprime une chute importante de 78,8% à 61%. Certes, le second tour de 1995 marque une sensible progression de la mobilisation du corps électoral (72%), mais ce chiffre reste en deçà de 1988 (78,8%). À l'évidence, cette constatation nous renvoie à la mesure, déjà suggérée, de la mobilisation des formations et des élus locaux[2] et à l'impact des thématiques réunionnaises dans la campagne. Sur ce dernier

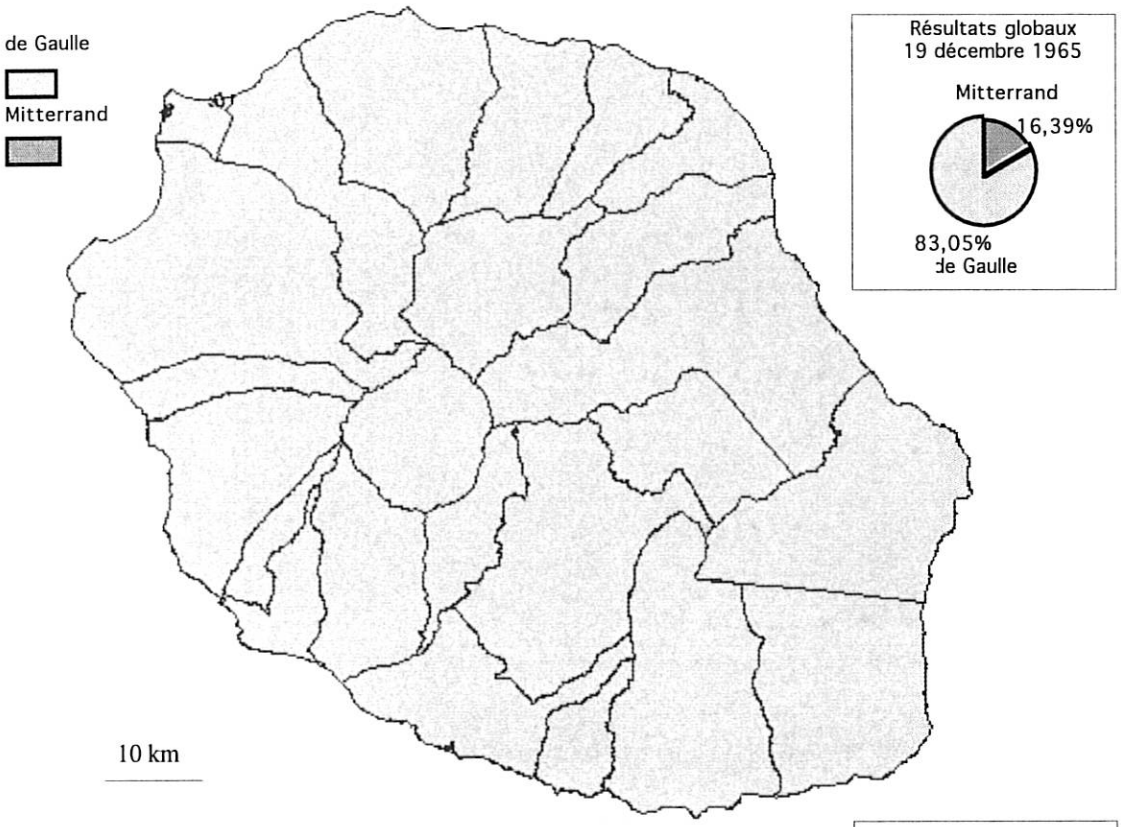
1 Evolutions que traduisent les cartes qui accompagnent cette conclusion.

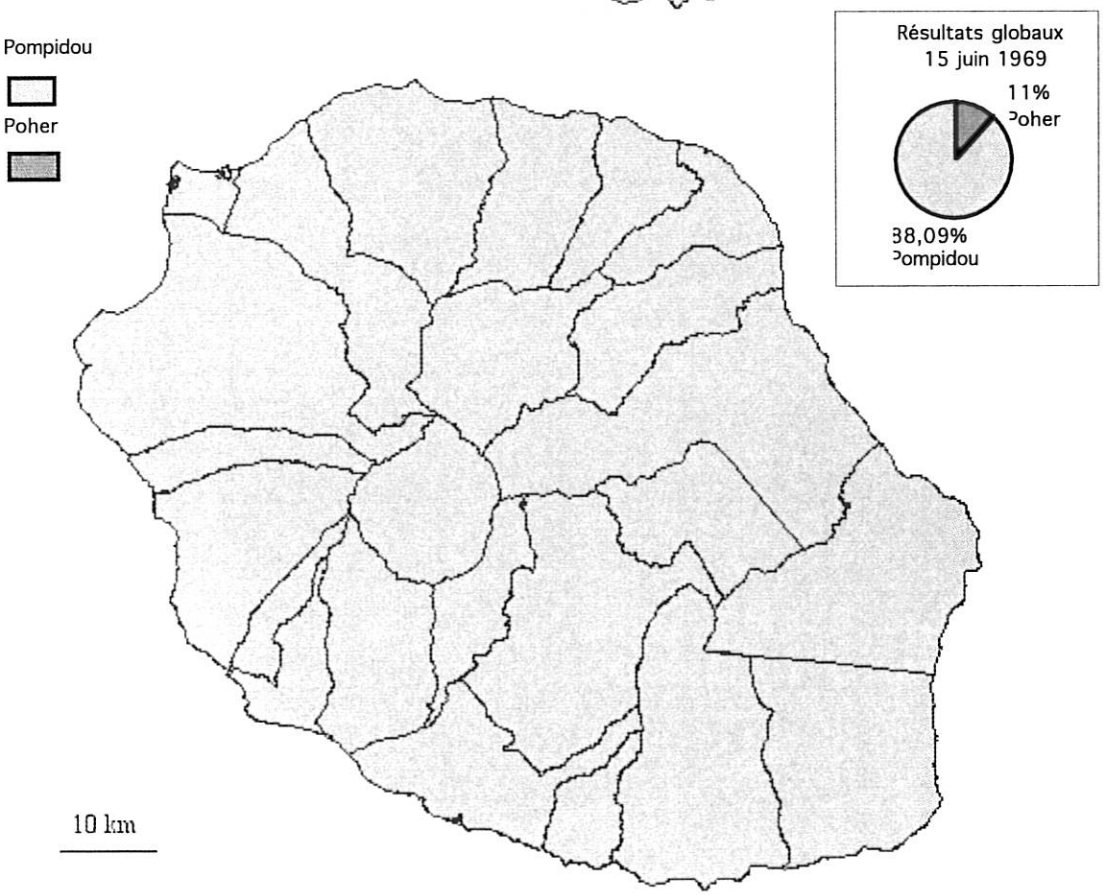
2 Indice récent, l'élection municipale partielle des Avirons (10 février 2002) a été marquée par une forte participation du corps électoral (85,8%). Le Président du Conseil général, Jean-Luc Poudroux souhaitait qu'à l'occasion « des prochaines échéances électorales, les Réunionnaises et les Réunionnais fassent preuve du même sens civique... ».

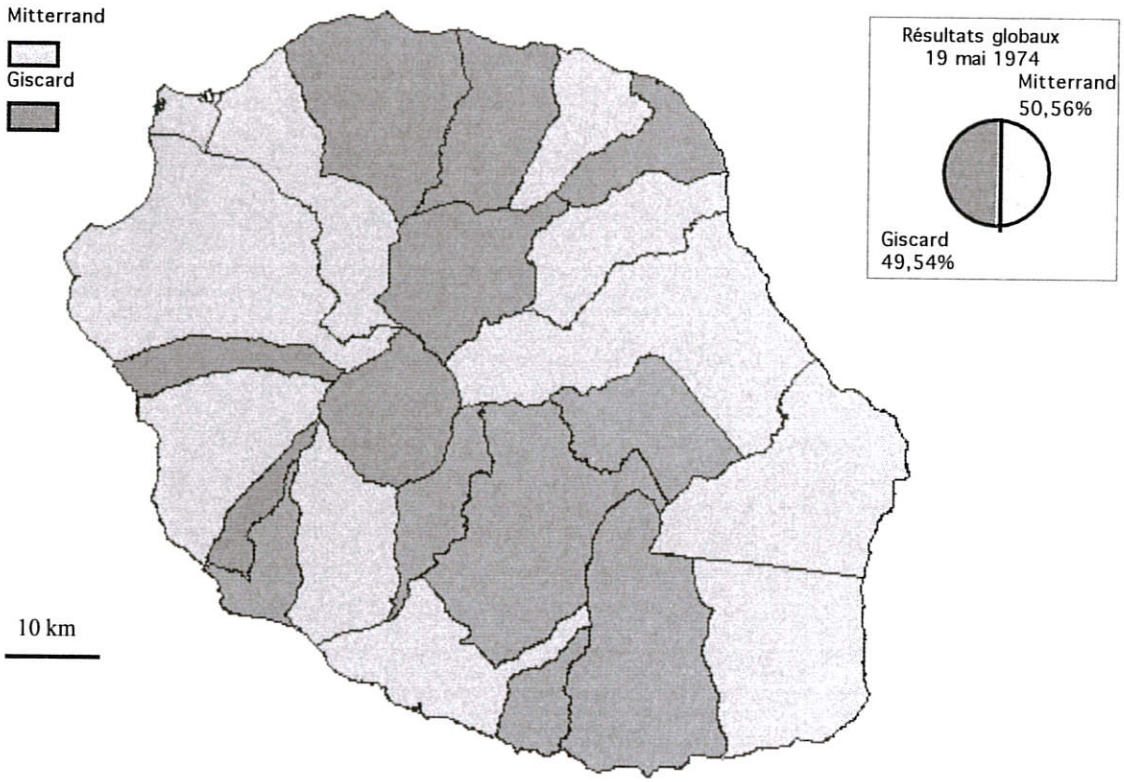
point, il paraît assuré que le débat institutionnel sera une fois encore central. Depuis plusieurs mois, la conjoncture politique est frappée du sceau des discussions sur la bi-départementalisation et des éventuelles évolutions statutaires. En 2001, les scrutins municipaux se sont joués en partie sur le dossier d'un découpage du département. Au cours de cette même année, le Président de la République, le Premier ministre et les candidats déclarés, disponibles, probables... ont tous évoqué la place des D.O.M. au sein de la République française. Récemment, en visite dans l'île, lors des États généraux des élus locaux (février 2002), le président du Sénat, Christian Poncelet consacrait une partie de son intervention à la question institu-tionnelle. D'autres thèmes s'intègrent au programme des candidats et reprennent des préoccupations réunionnaises (emploi, contrat de développement durable, égalité économique, culture et identité, coopération régionale...).

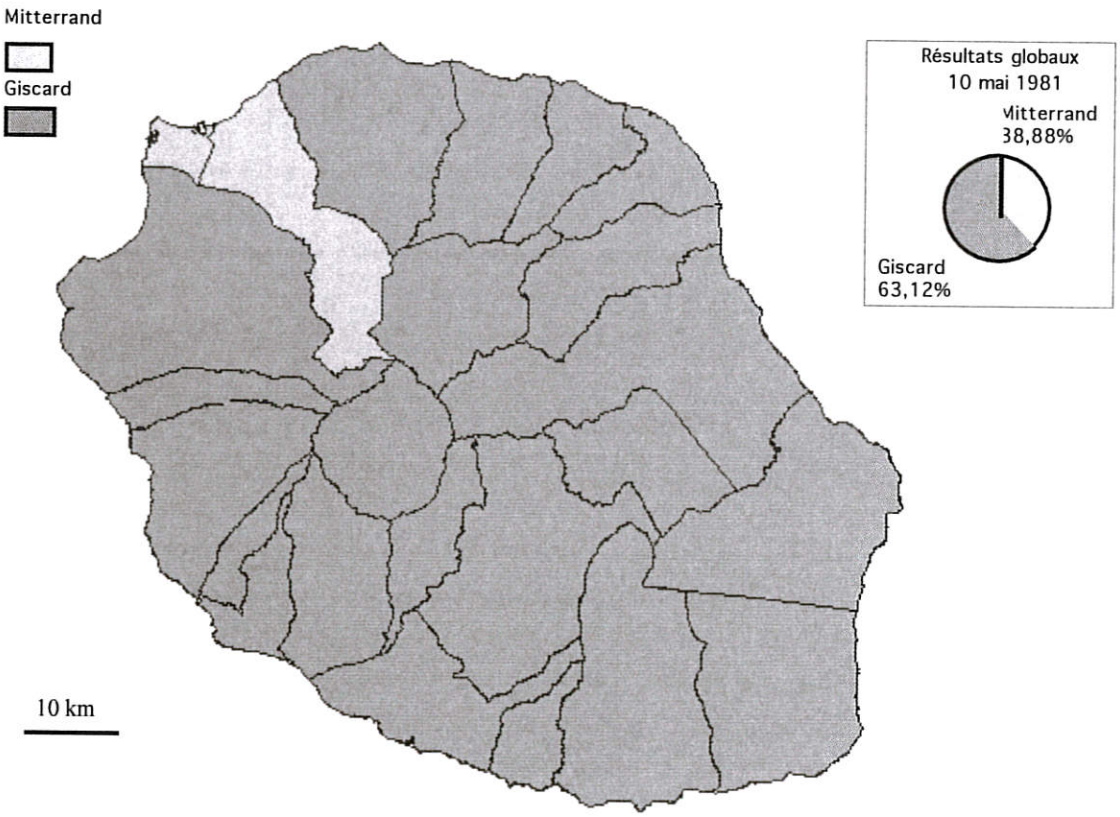
Suffrages exprimés (%) au second tour des élections présidentielles de 1965 à 1995

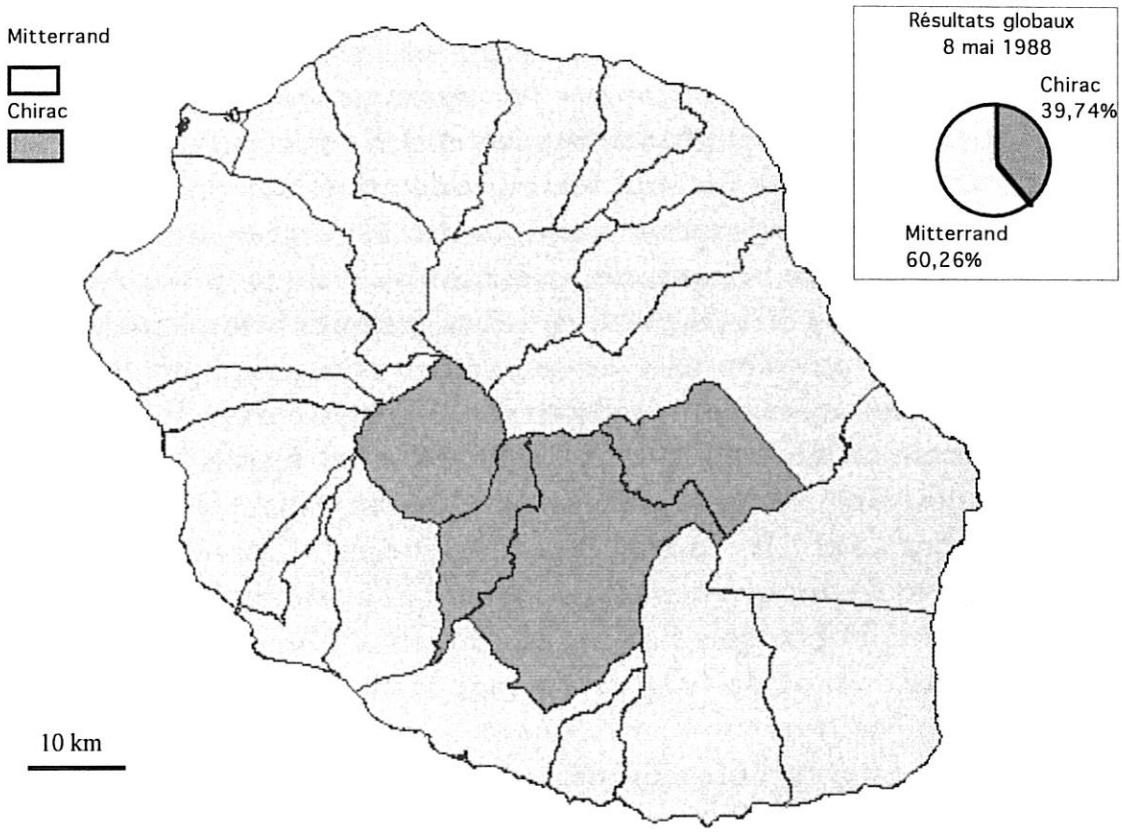
	1965		1969		1974		1981		1988		1995	
	De Gaulle	Mitterrand	Pompidou	Poher	Giscard	Mitterrand	Giscard	Mitterrand	Mitterrand	Chirac	Chirac	Jospin
Ensemble des Communes	83,05	16,39	88,09	11	49,54	50,56	63,12	38,88	60,26	39,74	43,93	56,07
Avirons	93,24	6,77	89,1	10,8	54,93	45,07	71,83	28,17	53,89	46,11	45,27	53,73
Bras-Panon	82,88	17,12	98,3	1,6	45,53	54,47	60,34	39,62	56,11	43,89	40,57	59,43
Cilaos	97,78	2,22	95,9	4,0	73,28	26,72	83,97	16,03	49,29	50,71	49,13	50,87
Entre-deux	87,08	12,49	92,8	7,1	59,03	40,97	76,31	23,69	43,33	56,67	48,16	51,84
Étang-Salé	89,48	10,52	97,6	2,3	97,65	43,35	72,63	27,37	62,50	37,50	47,69	52,31
Petite-Île	76,24	23,76	91,1	8,8	53,83	46,17	64,99	35,01	61,88	38,12	36,1	63,9
Pl. des Palmistes	88,33	11,67	82,8	17,1	60,62	39,38	73,64	26,36	49,16	50,84	63,53	36,47
Port	57,02	42,98	88,1	11,8	29,85	70,15	42,04	57,95	77,65	22,35	30,07	69,93
Possession	81,30	18,69	83,9	16,0	29,35	70,65	38,58	61,42	74,02	25,98	34,61	65,39
Saint-André	97,64	2,35	96,1	3,8	56,37	43,63	56,34	43,66	57,66	42,47	43,49	56,51
Saint-Benoît	79,88	20,17	95,2	4,7	45,35	54,65	57,02	42,98	70,63	29,77	31,47	68,53
Saint-Denis	85,62	14,38	89,6	10,3	58,47	41,53	69,65	30,55	52,96	47,04	47,52	52,58
Saint-Joseph	98,07	1,92	95,6	4,3	71,12	28,88	74,48	25,52	50,17	49,83	45,49	54,51
Saint-Leu	91,73	8,26	96,4	3,5	47,75	52,25	64,39	35,61	64,29	35,71	41,19	58,51
Saint-Louis	91,80	8,20	95,7	4,2	36,27	63,63	57,36	42,64	66,97	33,03	39,41	60,59
Sainte-Marie	82,16	17,84	91,0	9,0	52,97	47,03	61,32	38,68	66,83	33,77	33,17	66,83
Saint-Paul	57,75	42,25	74,4	24,5	43,94	56,06	63,11	36,89	59,22	40,78	48,61	51,39
Saint-Philippe	94,25	5,75	94,3	5,6	49,59	56,41	54,30	45,70	58,92	41,08	37,28	62,72
Saint-Pierre	81,67	18,32	70,6	29,3	45,00	55,00	62,35	37,65	65,30	34,70	42,78	57,22
Sainte-Rose	92,32	7,68	64,2	35,7	34,37	65,63	61,50	38,50	64,14	35,86	29,07	70,93
Sainte-Suzanne	96,26	3,74	95,8	4,1	41,01	58,95	55,40	44,60	67,29	32,71	36,51	63,49
Salazie	85,50	12,55	89,6	10,3	61,70	38,30	85,24	14,76	56,38	43,62	49,31	50,69
Tampon	72,12	27,87	83,0	16,9	54,68	45,32	67,63	32,37	47,73	52,27	55,47	44,53
Trois-Bassins	94,59	5,41	97,0	2,9	75,98	24,02	75,18	24,82	54,34	45,66	49,65	50,35

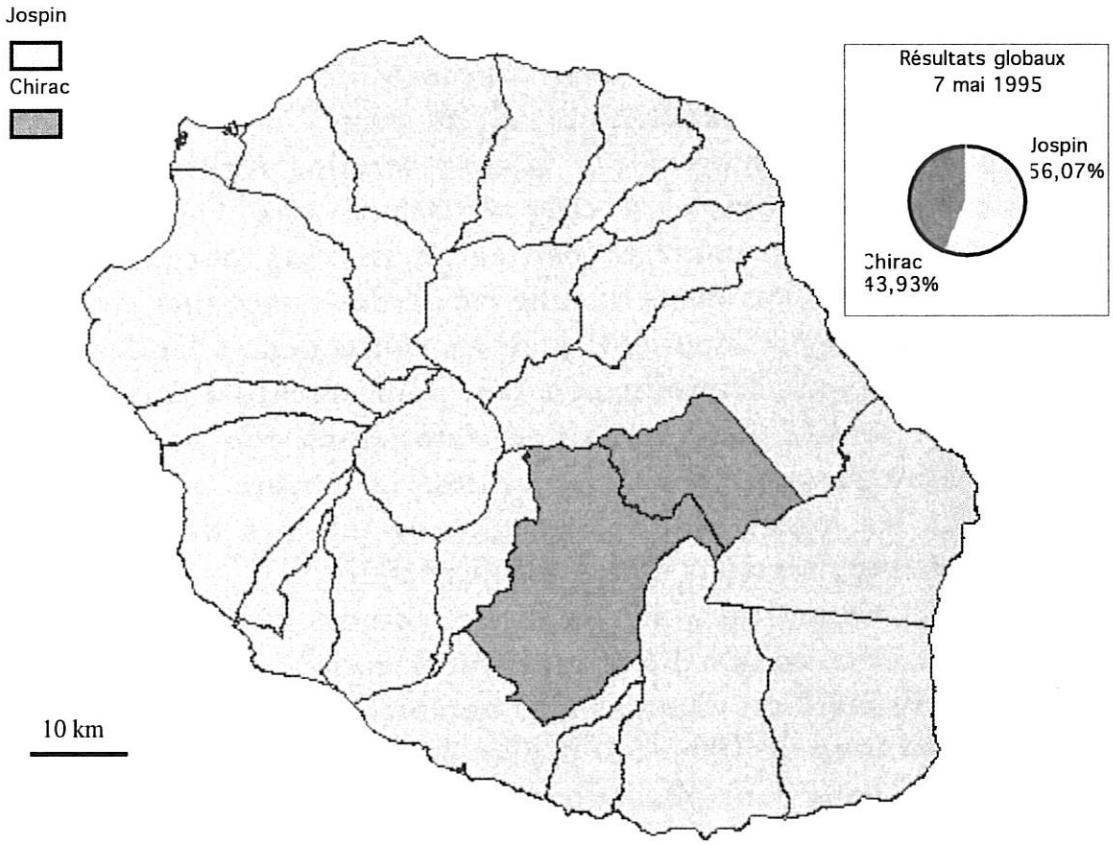

de Gaulle
Mitterrand
Résultats globaux
19 décembre 1965
Mitterrand
16,39%
83,05%
de Gaulle
10 km


Pompidou
Poher
Résultats globaux
15 juin 1969
11%
Poher
88,09%
Pompidou
10 km


Mitterrand
Giscard
Résultats globaux
19 mai 1974
Mitterrand
50,56%
Giscard
49,54%
10 km


Mitterrand
Giscard
Résultats globaux
10 mai 1981
Mitterrand
38,88%
Giscard
63,12%
10 km


Mitterrand
Chirac
Résultats globaux
8 mai 1988
Chirac
39,74%
Mitterrand
60,26%
10 km


Jospin
Chirac
Résultats globaux
7 mai 1995
Jospin
56,07%
Chirac
43,93%
10 km

L'élection présidentielle d'avril-mai 2002, premier acte électoral avant les législatives de juin, introduit le quinquennat « à la française » qui tente d'associer la durée du mandat présidentiel et celui des députés. À ce fonctionnement inédit s'ajoute les conséquences de l'inversion du calendrier électoral. Le poids de la présidentielle s'accentue assurément sur des scrutins législatifs où les considérations et les paramètres personnels sont moins présents que lors des échéances municipales et cantonales. Dans cette logique, les formations politiques ont à évaluer la portée de leurs engagements présidentiels. Quelques interrogations liées à la consultation présidentielle ne seront pas sans conséquences sur le déroulement des campagnes législatives qu'il s'agisse de la définition et de la construction de l'union en faveur de Lionel Jospin, des soutiens qui se retrouveront sur la candidature de Robert Hue, de la nature du rassemblement sur le nom de Jean-Pierre Chevènement, du positionnement du mouvement Free-Dom, de l'attitude de l'U.D.F. face à la candidature de François Bayrou, du caractère pluriel du mouvement gaulliste (R.P.R., Amis de Jacques Chirac, parti gaulliste) et de l'avenir de l'Union En Mouvement à La Réunion.... À ces questions, s'ajoute la prise en compte des turbulences internes (nationales et locales) qui vont naître de l'échec du candidat soutenu par RPR ou le Parti Socialiste

Nous avons là un questionnement partiel, nous y insistons, qui souligne les corrélations entre deux échéances de nature distincte. En fait, en quelques semaines, nous allons passer d' « une élection législative à l'échelle nationale » à cinq scrutins législatifs. Il faut désormais aller de l'unique à cinq situations avec l'ascendant des députés sortants et le contexte particulier de cinq circonscriptions. Certes, comme nous l'avons écrit, une partie des campagnes électorales s'engage pendant la présidentielle, mais les conséquences locales au soir du second tour seront déterminantes tant pour accentuer la dynamique électorale qui profite aux formations victorieuses que pour affirmer, légitimer, voire susciter, des candidatures. Là encore, il importe de prévoir pour les législatives les turbulences internes des formations politiques liées aux résultats de la présidentielle.

Dans la vie politique réunionnaise, comme pour l'ensemble du pays, l'impact de ce couple d'élections (présidentielle-législatives) sur la durée avril-juin 2002 est d'autant plus notable qu'il achève une période née de la dissolution de 1997. Sur le plan départemental et national, ces deux échéances vont pour plusieurs années fixer le paysage politique.

La présidentielle et les législatives peuvent établir une nouvelle partition politique. Revient ici la question de l'insertion des parenthèses sur les rythmes des alternances politiques (droite/gauche) de ces vingt dernières années : soit la droite retrouve un pouvoir détenu entre 1993-1997 soit la gauche prolonge son retour aux affaires depuis 1997. Ces deux scénari classiques supposent cependant une adéquation entre les résultats sortis des urnes en mai et juin. Il importe donc de ne pas négliger au moins deux éventualités, qui viendraient défaire ces canevas : une « surprise » lors de la présidentielle et l'élection d'une majorité de députés opposés au Président de la République...

Enfin, gardons bien aussi en mémoire, que ces scrutins de l'année 2002 sont les dernières consultations nationales, sauf événement exceptionnel, avant plusieurs mois...